



EUROJUST

Rapport annuel 2014



© Eurojust, 2015

Le présent document couvre la période du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014.

Numéro de catalogue: QP-AA-15-001-FR-N

ISBN: 978-92-9490-000-5

ISSN: 2443-6534

DOI: 10.2812/9409

Demandes d'informations:

Téléphone: + 31 70 412 5000

E-mail: info@eurojust.europa.eu

Site Internet: www.eurojust.europa.eu



Rapport Annuel 2014

Le rapport annuel Eurojust 2014 a été traduit en français à partir
de la version anglaise d'origine



La mission d'Eurojust est de promouvoir et renforcer la coordination des enquêtes et des poursuites judiciaires, ainsi que la coopération entre les autorités compétentes des États membres dans la lutte contre la grande criminalité transfrontalière

Table des matières

Remarque concernant la décision Eurojust.....	5
Acronymes et abréviations	5
Avant-propos	7
Résumé.....	8
1. À PROPOS D'EUROJUST / LES OUTILS D'EUROJUST.....	12
1.1 À propos d'Eurojust.....	13
1.2 Les outils d'Eurojust.....	13
1.2.1 Réunions de coordination	13
1.2.2 Centres de coordination.....	17
1.2.3 L'échange d'informations et le système de gestion des dossiers d'Eurojust (CMS).....	19
1.2.4 Eurojust et les ECE	21
2. DOSSIERS TRAITÉS PAR EUROJUST	26
2.1 Dossiers traités par Eurojust dans les domaines de criminalité prioritaire.....	27
2.1.1 Fraude.....	28
2.1.2 Corruption	29
2.1.3 Infractions criminelles affectant les intérêts financiers de l'UE (infractions PIF)	29
2.1.4 GCOM.....	30
2.1.5 Trafic de drogue.....	31
2.1.6 Cybercriminalité.....	33
2.1.7 Immigration illégale.....	35
2.1.8 Terrorisme	35
2.1.9 THB.....	36
2.2 Assistance d'Eurojust dans d'autres domaines de criminalité	38
2.2.1 Blanchiment d'argent.....	38
2.2.2 Criminalité environnementale	38
2.2.3 Piraterie maritime	38
2.2.4 Point de contact d'Eurojust chargé de la protection des mineurs.....	38
L'opération BlackShades : enquête de l'année	39
2.3 Les Partenaires d'Eurojust.....	42
2.3.1 Europol : partenaire de coopération	42
2.3.2 OLAF : partenaire de coopération.....	42
2.3.3 Coopération des agences JAI.....	43
2.3.4 États tiers et organisations en dehors de l'Union européenne	44
3. DÉFIS ET BONNES PRATIQUES.....	48
3.1 Introduction.....	49
3.2 Trafic de drogues	49
3.3 Cybercriminalité	51
4. PRIORITÉ DE L'ANNÉE POUR EUROJUST : LE MANDAT D'ARRÊT EUROPÉEN.....	52
5. ADMINISTRATION D'EUROJUST.....	58

6. EUROJUST ET LES RÉSEAUX DE PRATICIENS	62
6.1 Le RJE.....	63
6.2 Le Réseau ECE.....	63
6.3 Le Réseau Génocide	64
6.4 Le Forum consultatif	64
THÈME : ÉVALUATION ET PERSPECTIVES D'AVENIR.....	66
SUIVI DES CONCLUSIONS DU CONSEIL	69
ACCÈS PUBLIC AUX DOCUMENTS	70
GRAPHIQUES ET DONNÉES	
<i>Dossiers 2002 - 2014.....</i>	<i>9</i>
<i>Enquêtes bilatérales/multilatérales 2010 - 2014.....</i>	<i>9</i>
<i>Enquêtes bilatérales/multilatérales par État Membre.....</i>	<i>10</i>
<i>États Membres requérants/requis</i>	<i>10</i>
<i>Réunions de coordination.....</i>	<i>16</i>
<i>États tiers, partenaires de la coopération et organisations internationales impliqués dans les réunions de coordination.....</i>	<i>16</i>
<i>Centres de coordination.....</i>	<i>18</i>
<i>Nombre de dossiers relevant de l'article 13.....</i>	<i>20</i>
<i>ECE soutenues par Eurojust et les principaux types d'infractions</i>	<i>21</i>
<i>Financement des ECE par Eurojust (12/2009 - 8/2014)</i>	<i>23</i>
<i>Dossiers d'Eurojust concernant les domaines de criminalité prioritaires.....</i>	<i>27</i>
<i>Coopération internationale dans le dossier BlackShades.....</i>	<i>39</i>
<i>Principaux types d'infractions impliquant des États tiers.....</i>	<i>44</i>
<i>Liste des dix premiers États tiers impliqués dans les dossiers d'Eurojust.....</i>	<i>45</i>
<i>Dossiers ouverts par les procureurs de liaison de 2010 à 2014</i>	<i>45</i>
<i>Points de contact Eurojust.....</i>	<i>46</i>
<i>Couverture médiatique mondiale</i>	<i>61</i>
<i>Visites du site Internet.....</i>	<i>61</i>

Remarque concernant la décision Eurojust

Décision Eurojust – La décision du Conseil du 28 février 2002 instituant Eurojust dans le but de renforcer la lutte contre la grande criminalité, modifiée en dernier lieu par la décision du Conseil 2009/426/JAI du 16 décembre 2008 relative au renforcement d'Eurojust,

sera désignée ci-après en tant que « décision Eurojust ». Une [version consolidée de la décision](#), Eurojust, préparée par le Secrétariat général du Conseil uniquement à titre informatif, est disponible sur notre site internet.

Acronymes et abréviations

CMS	Système de gestion des dossiers (Case Management System)
COSI	Comité permanent du Conseil en matière de sécurité intérieure
ECE	Équipe commune d'enquête
EMPACT	Plateforme pluridisciplinaire européenne contre les menaces criminelles (European Multidisciplinary Platform Against Criminal Threats)
ENCS	Système national de coordination Eurojust (Eurojust National Coordination System)
GCOM	Groupe criminel organisé (mobile)
JSB	Organe de contrôle commun (Joint Supervisory Body) d'Eurojust
MASP	Plan stratégique pluriannuel (Multi-Annual Strategic Plan)
MLA	Entraide judiciaire (Mutual Legal Assistance)
MAE	Mandat d'arrêt européen
MPJM	Registre judiciaire relatif à la piraterie maritime (Maritime Piracy Judicial Monitor)
MTIC	Fraude intracommunautaire de type carrousel (Missing Trader Intra-Community)
OC	Organisation criminelle
OCC	Dispositif permanent de coordination (On-call coordination)
PAO	Plan d'action opérationnelle
PE	Parquet européen
PIF	Protection des intérêts financiers de l'Union européenne
RJE	Réseau judiciaire européen
SOCTA	Etat de la menace de la grande criminalité organisée (Serious Organised Crime Threat Assessment)
TCM	Recueil des condamnations pour terrorisme (Terrorism Convictions Monitor)
TEH	Traite des êtres humains
TE-SAT	Rapport sur la situation et les tendances du terrorisme (Terrorism Situation and Trend Report)
TFUE	Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne



En tant qu'acteur de l'UE, Eurojust s'engage à jouer son rôle de centre d'expertise judiciaire et juridique et à coopérer étroitement avec tous les partenaires impliqués

Avant-propos

J'ai le plaisir de vous présenter le treizième rapport annuel d'Eurojust. Ce rapport dresse le bilan des projets, des activités principales mais aussi des contributions et du soutien apporté par Eurojust afin d'améliorer la coopération judiciaire au sein des États Membres en 2014. Le nombre de dossiers traités par Eurojust augmente chaque année, et 2014 n'a pas fait exception à la règle.

Les demandes d'assistance des États membres à Eurojust ont augmenté de 14,5% par rapport à l'année précédente, portant le nombre de dossiers ouverts à 1 804. Les réunions de coordination, fer de lance des outils mis à disposition par Eurojust, ont permis à 1 882 praticiens extérieurs, en particulier des procureurs, des juges d'instruction et des officiers de police, de se rendre à Eurojust dans le but de rationaliser les opérations, faciliter la coordination et la coopération des actions stratégiques et opérationnelles, et résoudre les difficultés judiciaires et pratiques résultant des 30 systèmes judiciaires différents de l'Union européenne. De plus, les centres de coordination ont apporté un soutien en temps réel efficace.

Parallèlement aux réunions de coordination et des centres de coordination, les ECE assistent les États membres dans le regroupement et la connexion d'informations cruciales concernant les enquêtes. Ces outils permettent d'obtenir une coopération rapide et axée sur les résultats.

Eurojust continue de soutenir la mise en place et le fonctionnement des ECE : leur nombre a augmenté de plus de 20%. Le nombre d'ECE financées par Eurojust a également considérablement augmenté, montrant ainsi que les États membres ont de plus en plus recours à cet outil.

Le rapport de cette année met l'accent sur les MAE, ainsi que sur les défis et les bonnes pratiques en relation avec les enquêtes sur le trafic de drogues et la cybercriminalité. Eurojust a tenu trois séminaires concernant le trafic de drogues, la cybercriminalité et les MAE. Le sémi-

naire sur le trafic de drogues était dédié aux livraisons surveillées, aux nouvelles substances psychoactives et aux (pré)précurseurs. Le séminaire sur la cybercriminalité était consacré à la recevabilité des éléments de preuve et celui sur les MAE était dédié aux problèmes et aux bonnes pratiques dans l'exécution des MAE. Ces domaines représentent des défis considérables pour les praticiens. Nous nous devons de travailler à l'unisson afin de trouver des solutions efficaces.

Nous nous concentrons également sur une enquête de cybercriminalité, *BlackShades*, l'une des nombreuses réussites de l'année 2014. Ces réussites résultent d'une plus grande reconnaissance et de l'utilisation accrue d'Eurojust, comme le prouve le nombre grandissant de dossiers traités.

Des progrès continus sont réalisés afin de soutenir et renforcer la coordination et la coopération entre les enquêtes nationales et les autorités judiciaires des États membres, et également afin d'améliorer la coopération avec les États tiers. En 2014, Eurojust a signé un accord de coopération avec la Moldavie, renforcé ses relations avec les agences JAI et a également signé deux protocoles d'accord avec la FRA et l'OEDT.

La sixième série d'évaluations mutuelles a été finalisée et Eurojust a adopté un plan d'action afin de donner suite aux recommandations. L'évaluation externe a également débuté en 2014. Ces évaluations contribueront au fonctionnement rationnel et efficace d'Eurojust.

Eurojust a accueilli six nouveaux Membres nationaux et accueillera l'arrivée du nouveau Procureur de liaison pour la Suisse en 2015.

Dans le but de prévenir et de lutter efficacement contre la grande criminalité transfrontalière et le terrorisme, une approche pluridisciplinaire basée sur le renforcement des échanges d'informations entre les différents acteurs ainsi que sur l'utilisation accrue des outils disponibles est essentielle. En tant qu'acteur de l'UE, Eurojust s'engage à jouer son rôle de centre d'expertise judiciaire et juridique, mais également à coopérer étroitement avec tous les partenaires impliqués.

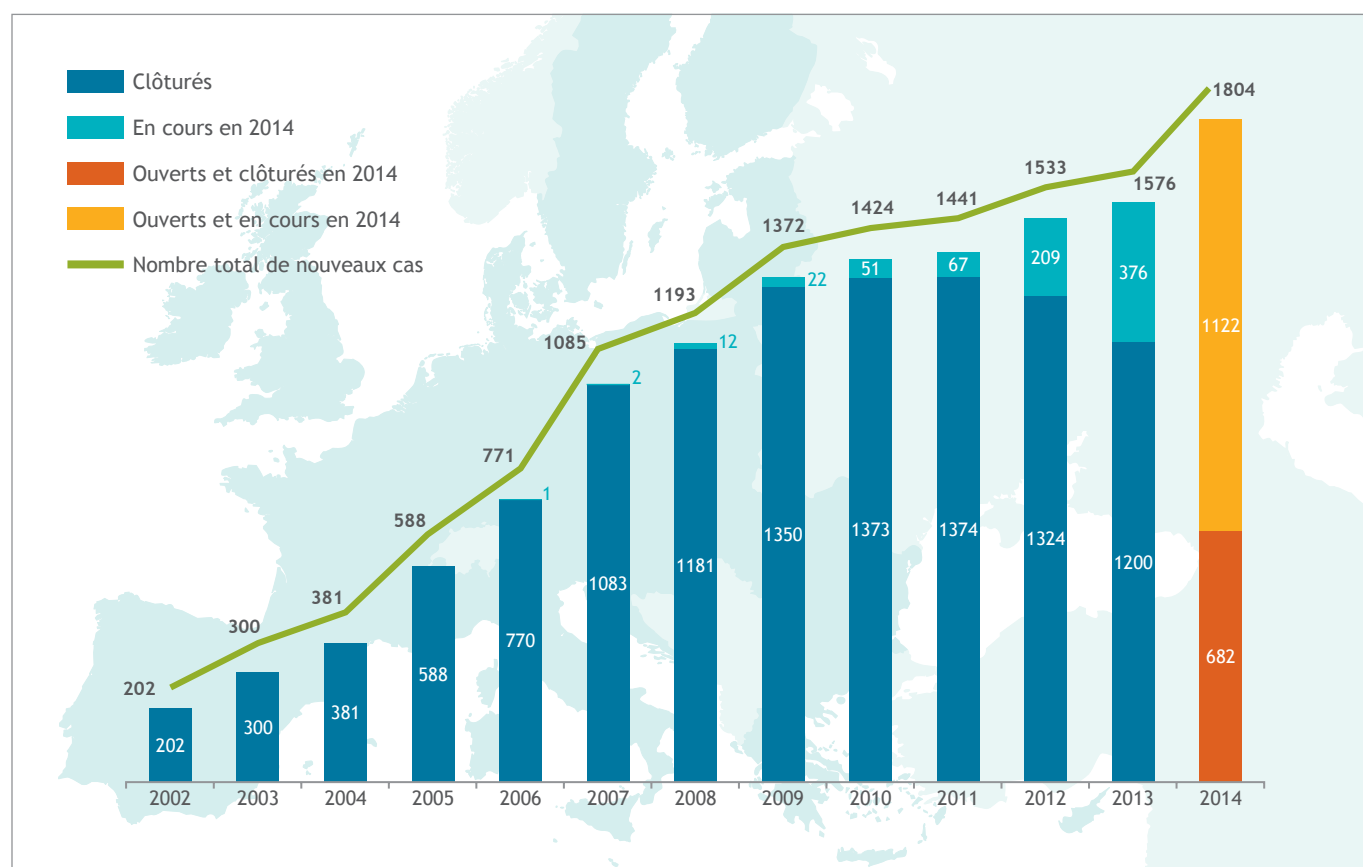
J'espère que vous apprécierez la lecture de ce rapport.



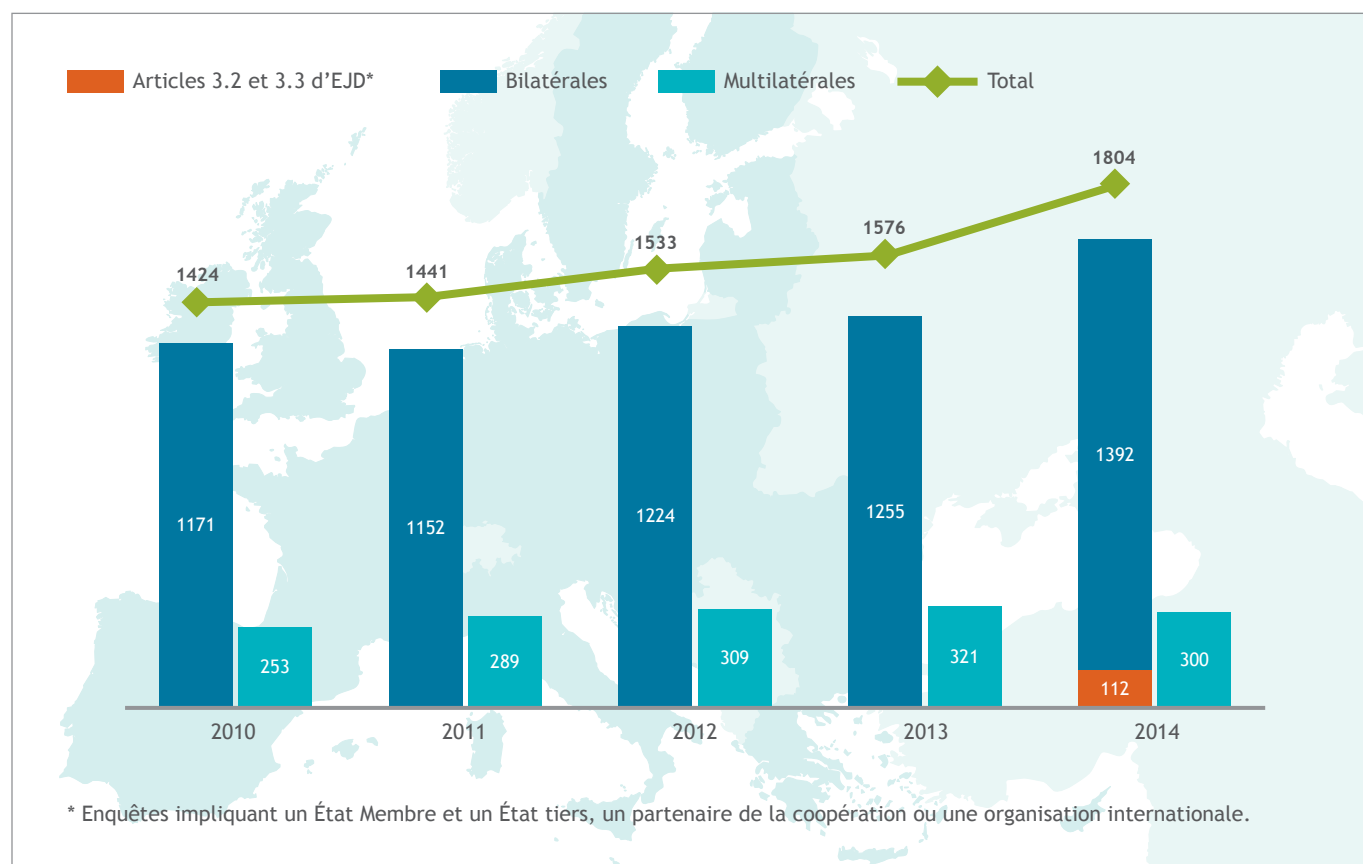
Michèle CONINSX,
Présidente d'Eurojust

Résumé

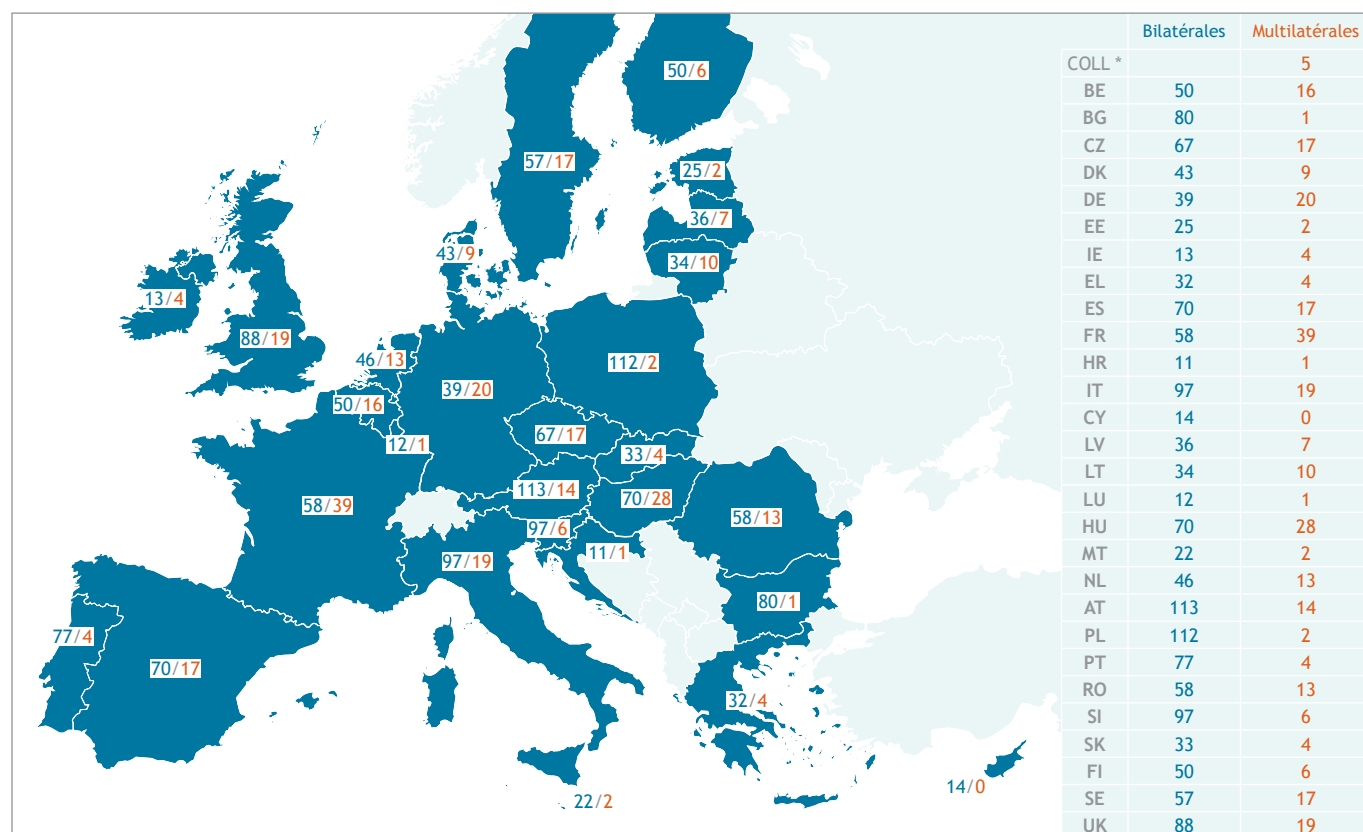
- ▶ Le **nombre d'enquêtes** pour lesquelles les États membres ont requis l'assistance d'Eurojust dans le but de lutter contre la grande criminalité transfrontalière a augmenté de 14,5%, passant ainsi de 1 576 dossiers en 2013 à 1 804 en 2014.
- ▶ Afin de soutenir la coordination et la coopération entre les autorités nationales, nous avons eu recours aux **réunions de coordination** (197), aux **centres de coordinations** (10) ainsi qu'aux **équipes communes d'enquête**. De plus, la participation d'Eurojust (98) et de l'OLAF (3) aux réunions de coordination d'Eurojust a augmenté. Le nombre d'ECE soutenues par Eurojust a été de 122, dont 45 signées en 2014. Eurojust a également soutenu financièrement 67 ECE.
- ▶ Le nombre de **dossiers traités par Eurojust** en matière de trafic de drogues, de fraude, de cybercriminalité, d'infractions PIF, d'immigration clandestine, de corruption et de blanchiment d'argent, a augmenté.
- ▶ L'assistance d'Eurojust a été requise à 266 reprises pour l'exécution de **Mandats d'arrêt européens**. De plus, Eurojust a concentré ses activités sur le MAE et a fait un compte-rendu des dossiers traités et de son expérience avant d'organiser un séminaire stratégique sur le sujet.
- ▶ Afin de faciliter l'échange de renseignements en toute sécurité, des **connexions réseau sécurisées** ont été mises en place entre six États membres, portant le nombre total à 11 connexions.
- ▶ Eurojust a participé au développement du cycle politique de 2014 – 2017 et à celui des **Plans d'actions opérationnelles** de 2015. Eurojust a également affecté un membre du Collège au Centre européen de lutte contre la cybercriminalité en juillet.
- ▶ Eurojust a organisé deux **séminaires stratégiques** en complément des **réunions du Forum consultatif** sous la Présidence grecque et la Présidence italienne :
 - *Le Mandat d'arrêt européen : quelle est la marche à suivre ?* et la 7^{ème} réunion du Forum consultatif les 10 et 11 juin.
 - *Vers une plus grande coopération en matière de gel et de confiscation des produits du crime : approche des praticiens* et la 8^{ème} réunion du Forum consultatif les 11 et 12 décembre.
- ▶ Eurojust a également organisé 3 **réunions stratégiques** et une **réunion tactique**:
 - *Réunion stratégique annuelle sur le terrorisme* le 4 juin et *réunion tactique sur le terrorisme* le 5 juin.
 - *Réunion stratégique sur le trafic de drogues* les 29 et 30 septembre.
 - *Réunion stratégique, cybercriminalité : relever les défis du 21^{ème} siècle*, les 19 et 20 novembre.
- ▶ Eurojust a tenu une réunion regroupant les points de contact et les procureurs de liaison à Eurojust les 16 et 17 octobre et la 2^{ème} réunion des correspondants nationaux pour Eurojust le 27 novembre.
- ▶ Eurojust a, entre autres, publié le manuel « CBRN-E » (substances chimiques, biologiques, radiologiques, nucléaires et explosives), le TCM et le Rapport sur le projet stratégique concernant la criminalité environnementale.
- ▶ Dans son rapport annuel, Eurojust aborde également les défis et les bonnes pratiques concernant les livraisons surveillées, les nouvelles substances psychoactives et (pré)précurseurs, ainsi que le rassemblement et la recevabilité des éléments de preuve dans les affaires de cybercriminalité.
- ▶ Eurojust a signé un **Accord de coopération** avec la Moldavie le 10 juillet, ainsi qu'un **protocole d'accord** avec l'OEDT le 15 juillet et avec la FRA le 3 novembre.
- ▶ En 2014, Eurojust a été doté d'un **budget de 33,6 millions d'euros**, qui a été exécuté à 99,8%.
- ▶ La sixième série d'évaluations mutuelles a été conclue et le rapport final a été adopté par le Conseil en décembre. Conformément à l'Article 41 de la décision Eurojust, le projet d'évaluation externe a débuté en 2014.
- ▶ Eurojust a publié sa nouvelle **Stratégie pluriannuelle 2016 – 2018**.
- ▶ En avril, le Collège a contribué à la rédaction du projet de Règlement d'Eurojust. Le Conseil a adopté l'orientation générale partielle du projet en décembre.



Enquêtes bilatérales/multilatérales 2010 - 2014

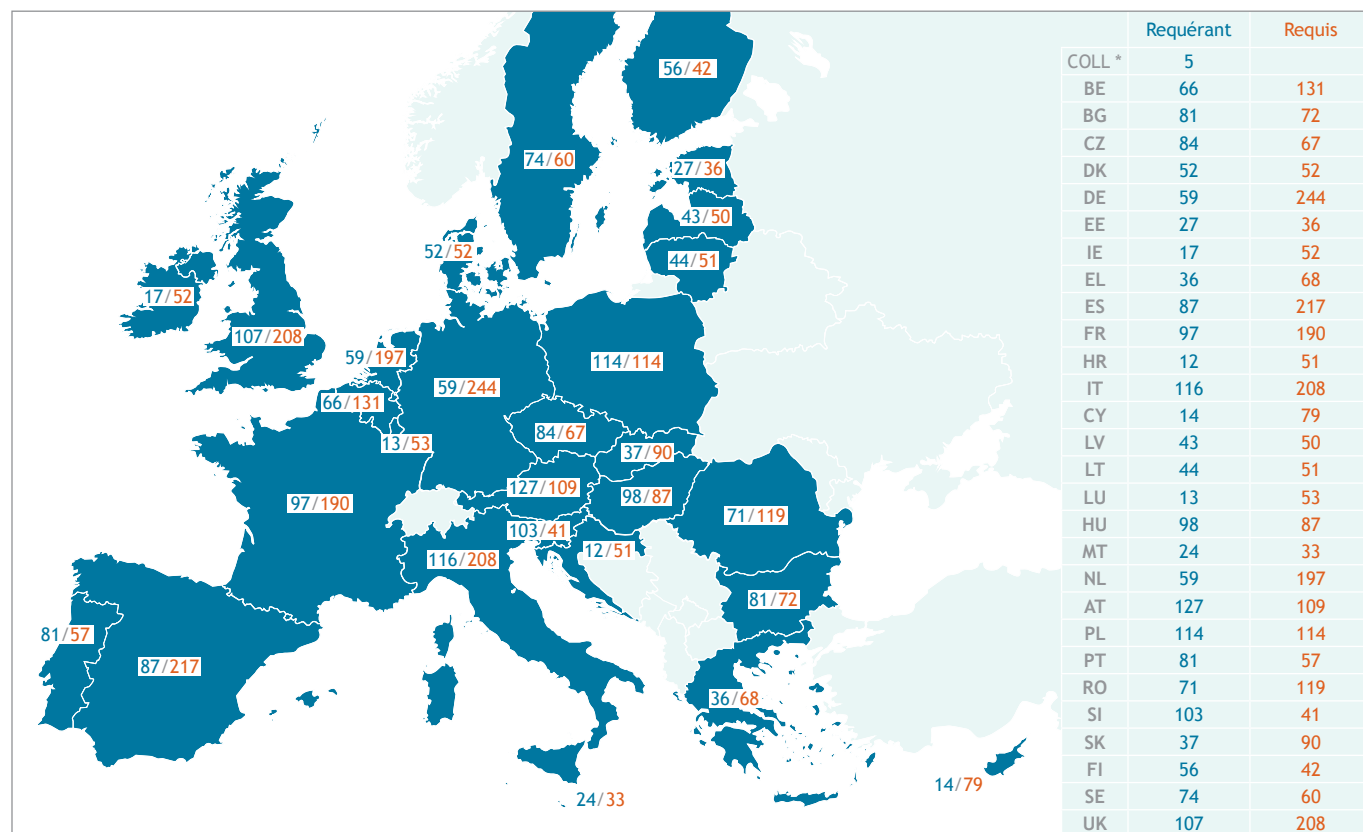


Enquêtes bilatérales/multilatérales par État Membre



*Les dossiers enregistrés par le Collège des membres nationaux ne sont pas inclus sur la carte mais uniquement dans la liste ci-contre.

États Membres requérants/requis



*Les dossiers enregistrés par le Collège des membres nationaux ne sont pas inclus sur la carte mais uniquement dans la liste ci-contre.

Collège des membres Nationaux d'Eurojust 2014



Michèle Coninsx, Belgium



Kamen Mihov, Bulgaria



Lukáš Starý, Czech Republic



Jesper Hjortenbergh, Denmark



Klaus Meyer-Cabri, Germany



Raivo Sepp, Estonia



Frank Cassidy, Ireland



Nikolaos Ornerakis, Greece



Francisco Jiménez-Villarejo, Spain



Frédéric Baab, France



Josip Čule, Croatia



Francesco Lo Voi, Italy



Katerina Loizou, Cyprus



Gunārs Bundzis, Latvia



Laima Čekelienė, Lithuania



Olivier Lenert, Luxembourg



László Venczl, Hungary



Donatella Frendo Dimech, Malta



Han Moraal, Netherlands



Ingrid Maschl-Clausen, Austria



Mariusz Skowroński, Poland



António Cluny, Portugal



Daniela Buruiană, Romania



Malči Gabrijelčič, Slovenia



Ladislav Hamran, Slovak Republic



Harri Tiesmaa, Finland



Leif Görts, Sweden



Frances Kennah, UK



À propos d'Eurojust / Les outils d'Eurojust

1.1 À propos d'Eurojust

Quoi ? Eurojust est l'Unité de coopération judiciaire de l'Union européenne. En tant qu'organe de l'Union européenne créé en 2002, la mission d'Eurojust est de stimuler et d'améliorer la coordination des enquêtes et des poursuites ainsi que la coopération entre les autorités judiciaires compétentes des États membres en ce qui concerne la grande criminalité transfrontalière, particulièrement lorsque celle-ci est organisée. À la requête d'un État membre, Eurojust peut également apporter son soutien à des enquêtes et des poursuites concernant un État membre en particulier et un État non membre si un accord de coopération a été conclu entre ce dernier et Eurojust, ou si apporter une telle assistance présente un intérêt essentiel. À la requête d'un État membre ou de la Commission, Eurojust peut aussi apporter son soutien aux enquêtes ou poursuites concernant uniquement cet État.

Qui ? Le Collège d'Eurojust (le Collège) compte 28 membres nationaux, qui sont des procureurs, juges ou officiers de police de compétence équivalente, détachés par chaque État membre. Les membres nationaux sont basés au siège d'Eurojust à La Haye.

La plupart des membres nationaux sont assistés dans leurs fonctions par un adjoint et/ou un assistant. Eurojust est constitué d'une équipe administrative et héberge les secrétariats du Réseau Judiciaire Européen (RJE), du Réseau d'experts des équipes d'enquêtes communes (réseau ECE) et du réseau européen de points de contact poursuivant les personnes responsables de génocide, de crimes contre l'humanité ou de crimes de guerre (le réseau Génocide). De plus, des procureurs de liaison venant de Norvège et des États-Unis sont actuellement en poste à Eurojust. Membres du Collège inclus, environ 350 personnes travaillent à Eurojust.

Comment ? Les rôles et pouvoirs clés d'Eurojust impliquent de répondre aux demandes d'assistance de la part des autorités nationales compétentes des États membres. En contrepartie, Eurojust peut demander aux États membres d'entreprendre une enquête ou des poursuites sur des faits précis. Les membres nationaux d'Eurojust exercent leur mandat dans l'objectif de coordonner le travail des autorités nationales à chaque étape d'une enquête ou des poursuites criminelles.

Réunions de coordination Les réunions de coordination sont un outil unique et efficace pour la coopération judiciaire. Elles rassemblent les autorités judiciaires et les services de police des États membres et des États tiers, et permettent de mener des opérations ciblées dans des affaires de criminalité transfrontalière. Au cours de ces réunions, les complications judiciaires et pratiques nées des différences entre les 30 systèmes juridiques de l'Union européenne peuvent être résolues.

Les centres de coordination Les centres de coordinations jouent un rôle très important au cours des opérations, facilitant un soutien en temps réel lors des journées d'opérations communes, la coordination et le suivi immédiat des saisies, arrestations, perquisitions de domiciles ou de locaux d'entreprises, décisions de gel et interrogatoires de témoins.

Équipes communes d'enquête Eurojust offre le financement et l'expertise nécessaires à la mise en place et aux besoins opérationnels des ECE. Une ECE est une équipe constituée de procureurs, de juges d'instruction et d'agents des services d'enquête. Établies pour une durée déterminée et dans un but précis par le biais d'un accord écrit entre les États impliqués, les ECE permettent aux enquêtes pénales d'être menées de façon plus efficace dans un ou plusieurs des États impliqués.

Relations extérieures Le travail d'Eurojust est basé sur de solides relations avec plusieurs partenaires. Une coopération particulièrement étroite, fondée sur des accords, existe avec les autorités nationales, les institutions et les partenaires de l'UE : la Commission européenne ; le Réseau judiciaire européen (le RJE) ; Europol ; l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) ; l'Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des États membres de l'Union européenne (Frontex) ; l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT) ; le Collège européen de police (CEPOL) ; le Réseau européen de formation judiciaire (le REFJ) ; l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA), et d'autres organismes internationaux : INTERPOL, le Réseau ibéro-américain de coopération judiciaire internationale (IberRed), et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC). Par ailleurs, Eurojust a signé des accords de coopération avec le Liechtenstein, la Suisse, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, les États-Unis, la Norvège, l'Islande et la Moldavie.

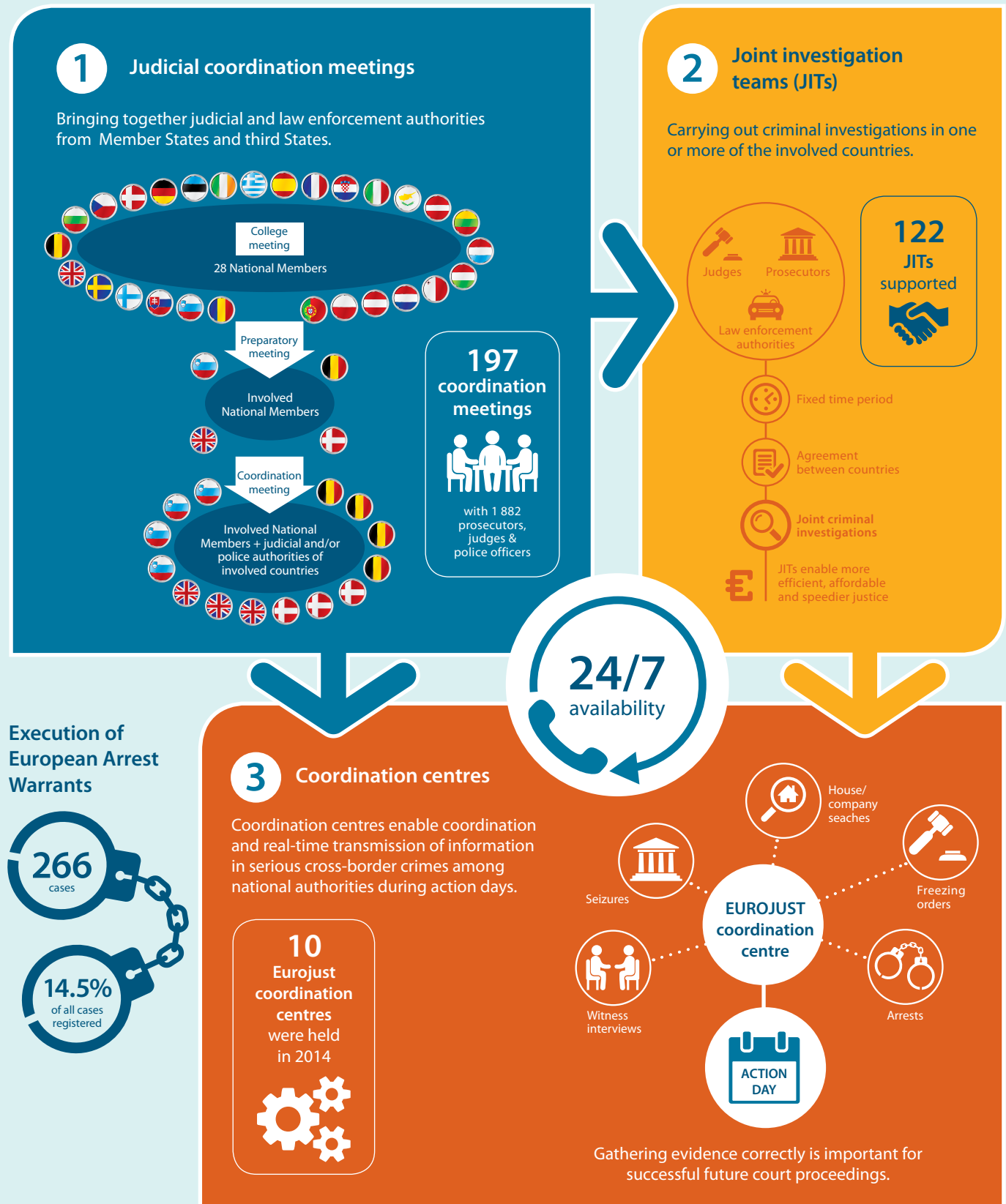
1.2 Les outils d'Eurojust

1.2.1 Réunions de coordination

Les réunions de coordination d'Eurojust sont un outil unique dans le domaine de la coopération internationale en matière pénale. En apportant une expertise juridique et pratique ainsi qu'un soutien matériel (par exemple : salles de réunion, services d'interprétation de qualité, remboursement des frais de voyage pour deux

Eurojust at work

Eurojust's core business is to assist the competent authorities of EU Member States when they deal with serious cross-border organised crime.



personnes par État, hébergements), Eurojust réunit les autorités judiciaires et les services d'enquête des États membres et des États tiers, faisant un pas de plus vers le principe autrefois révolutionnaire de communication directe entre les autorités judiciaires, favorisant ainsi la confiance mutuelle.

Exemple de dossier

Une OC était suspectée de contrefaçon de moyens de paiement (vol des données de carte bancaire depuis des points de vente et des distributeurs de billets dans différents États européens) et de retraits d'argent frauduleux grâce à des cartes vierges (fabriquées, entre autres, au Cambodge, au Panama, en Équateur et en Colombie). Le Bureau national roumain à Eurojust a organisé une réunion de coordination afin de vérifier si l'OC était active en France, en Allemagne, en Suède, au Danemark, en Norvège et en Espagne, et si des enquêtes étaient menées dans ces États. Les deux affaires étaient liées entre elles en Roumanie, l'enquête devait être menée dans un court laps de temps ; afin d'assurer le succès des poursuites, une étroite coopération et des actions coordonnées avec les autres États impliqués étaient nécessaires.

Pendant la réunion de coordination, des informations concernant les enquêtes dans les États membres ont été échangées et des mesures supplémentaires ont été envisagées afin de permettre l'exécution des demandes d'entraide judiciaire émises par la Roumanie. En ce qui concerne les demandes d'entraide judiciaire envoyées au Royaume-Uni afin de localiser les suspects et d'effectuer des écoutes téléphoniques, les autorités britanniques ont précisé la nécessité d'une demande d'entraide pénale internationale complémentaire. Les autorités allemandes ont expliqué qu'un procureur devait ouvrir une enquête en Allemagne afin de s'assurer que les informations échangées par les services enquêteurs pourraient être utilisées par les instances judiciaires roumaines. Ces informations ont été très utiles pour les poursuites en Roumanie.

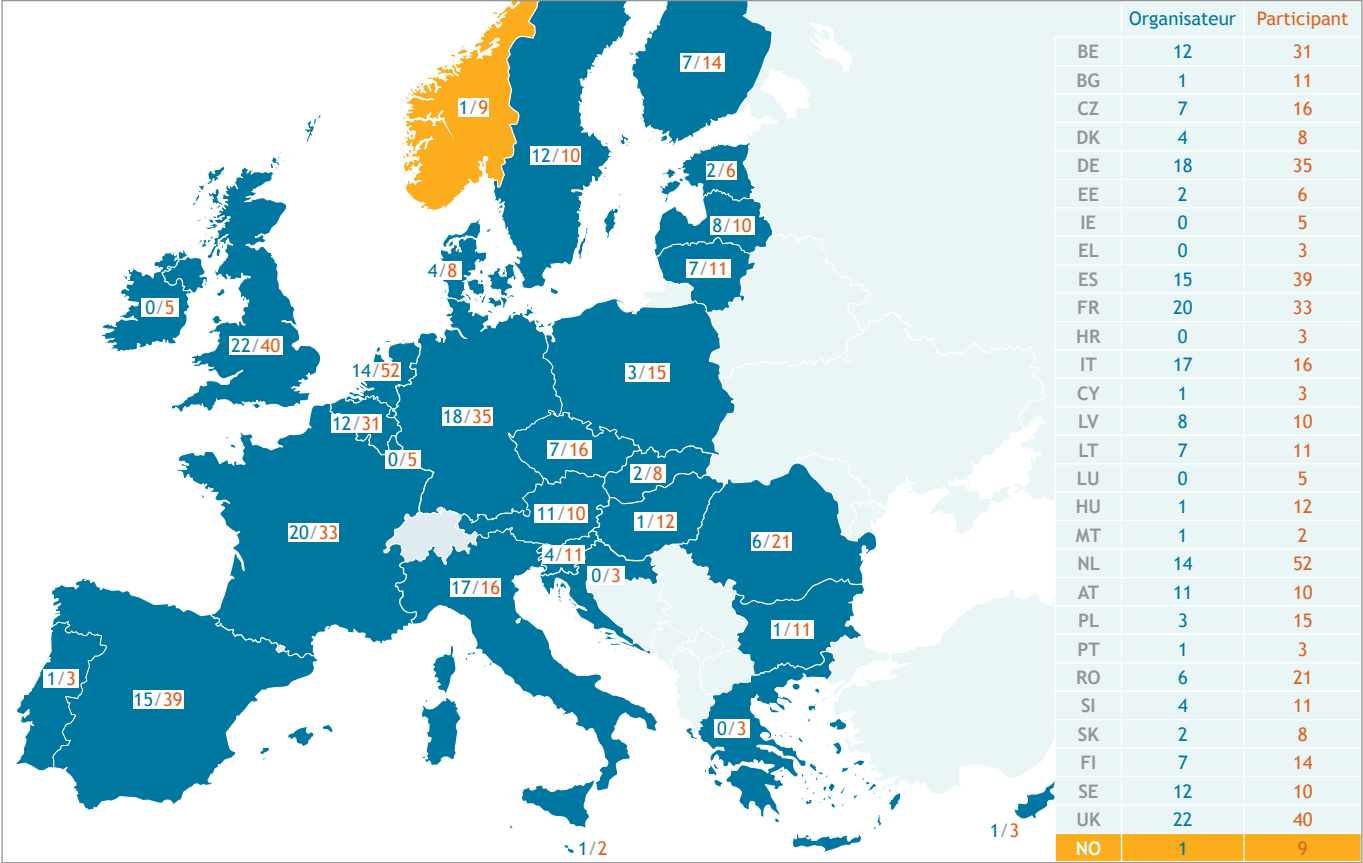
Lors de la réunion de coordination, Eurojust a mis en relief les mouvements de l'OC en Europe et dans les États récemment ciblés par l'organisation, en soulignant la nécessité de mener une enquête plus poussée.

L'enquête était en cours durant l'année 2014.

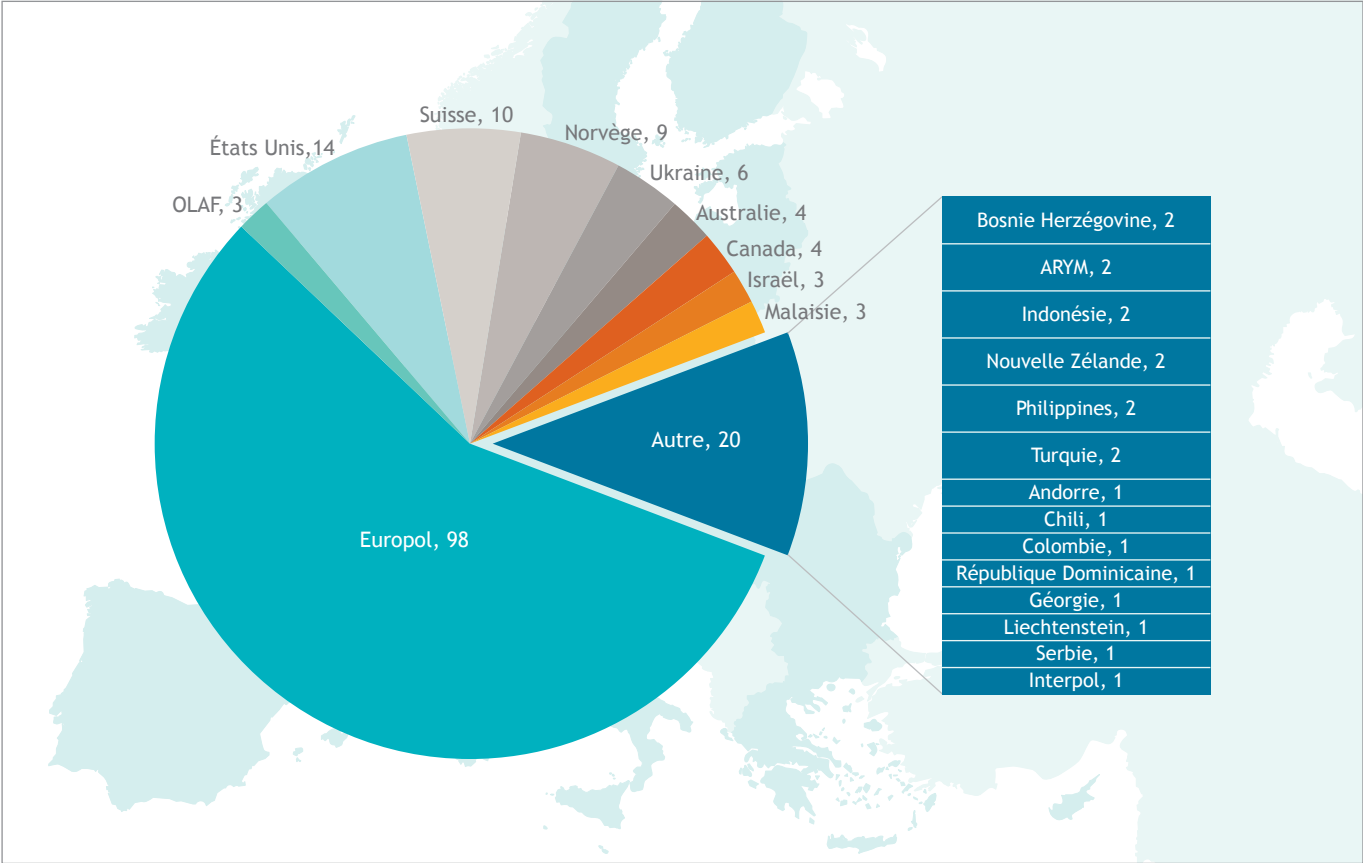
Dans un environnement de travail informel mais professionnel, les enquêteurs, les procureurs et les juges peuvent directement échanger des informations concernant des enquêtes liées, et, sans barrières linguistiques, débattre et convenir sur place des stratégies à adopter afin de mieux coordonner les enquêtes (par exemple en planifiant une journée d'opération commune éventuellement avec l'assistance d'un centre de coordination, en créant une ECE, en identifiant et en s'accordant sur la façon de prévenir ou de régler les conflits de compétences par le biais d'éventuels transferts de poursuites, ou simplement en cherchant des façons de prévenir ou d'éliminer les problèmes dans l'exécution de demandes d'entraide judiciaire ou les instruments de reconnaissance mutuelle). En plus des problèmes opérationnels, les contraintes judiciaires sont traitées et abordées de manière efficace (ex : utilisation judiciaire d'informations échangées par la police, règles du secret bancaire, conseils juridiques durant les entrevues). À cet effet, les autorités nationales sont assistées de praticiens hautement qualifiés étant eux-mêmes, pour la plupart, procureurs ou juges, pouvant apporter les connaissances qu'ils ont acquises en travaillant à Eurojust et aidant les autorités nationales de leur État grâce à une analyse complète des différentes enquêtes, ce qui permet d'assembler chaque pièce du puzzle dans un plus grand ensemble, dévoilant ainsi une dimension insoupçonnée ou oubliée de leur travail.

Eurojust, conscient du caractère unique et de l'efficacité de cet outil, a toujours œuvré à le promouvoir et à l'améliorer. En 2014, le nombre de réunions de coordination tenues à Eurojust est resté stable, après l'augmentation significative observée en 2011. Le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne ont été les principaux États membres requérants, alors que les Pays-Bas, le Royaume-Uni et l'Espagne ont été les plus sollicités. Parmi les 41 réunions de coordination impliquant des États tiers, la plupart concernaient les États-Unis, la Suisse et la Norvège. Europol a participé à 98 de ces réunions, l'OLAF à trois et INTERPOL à une.

Le fait qu'un nombre légèrement inférieur de réunions de coordination aient été tenues alors que le nombre d'enquêtes enregistrées a augmenté reflète les efforts continus d'Eurojust pour promouvoir et améliorer cet outil, en sélectionnant les enquêtes pour lesquelles une réunion de coordination est adaptée. La meilleure façon de gérer une enquête est parfois de ne pas organiser une telle réunion, car les objectifs d'Eurojust peuvent être atteints grâce à des options moins coûteuses. Parallèlement, lorsqu'une réunion de coordination est nécessaire, des outils organisationnels et coûteux sont souvent utilisés, tels que : (a) des réunions co-présidées au cours desquelles deux bureaux nationaux tiennent une réunion commune qui porte sur



États tiers, partenaires de la coopération et organisations internationales impliqués dans les réunions de coordination



Exemple de dossier

Les autorités belges ont enquêté sur une OC opérant en Belgique, en Bulgarie, aux Pays-Bas et en Roumanie. L'OC aurait commis une fraude à grande échelle, incluant des infractions à la loi sur la sécurité sociale. Depuis 2007, environ 100 travailleurs roumains ont été employés illégalement par des ressortissants néerlandais et roumains dans le secteur du bâtiment en Belgique, avec l'implication d'un carrousel d'entreprises belges et bulgares. Plusieurs sociétés de construction belges étaient soupçonnées d'utiliser ces travailleurs roumains en violation de l'interdiction du placement temporaire d'employés. Les ouvriers roumains étaient fictivement détachés par des compagnies néerlandaises via des entreprises bulgares, ou faussement enregistrés en tant que travailleurs indépendants au sein d'entreprises belges.

À la demande de la Belgique, Eurojust a accueilli deux réunions de coordination. Durant la première, en mai 2013, les autorités belges ont donné des informations sur l'enquête en cours en Belgique. Bien que plusieurs États aient été impliqués dans cette affaire, il a été précisé lors de la réunion que des investigations n'étaient en cours qu'en Belgique et, par conséquent, que les poursuites n'avaient pas lieu d'être dans d'autres États. De plus, l'exécution de la demande d'entraide pénale faite par la Belgique aux Pays-Bas était sujette à modifications. Les autorités néerlandaises ont clarifié les informations supplémentaires requises. Les autorités bulgares ont quant à elles expliqué que le consentement de la Cour suprême était nécessaire avant de pouvoir exécuter une demande d'informations concernant des comptes bancaires bulgares, en raison des règles du secret bancaire appliquées en Bulgarie.

Au cours de la deuxième réunion en février 2014, une évaluation a été menée sur les problèmes judiciaires et pratiques rencontrés lorsque des interrogatoires et des perquisitions sont conduits simultanément le même jour dans tous les États membres impliqués. L'un des possibles obstacles judiciaires concernait les interrogatoires aux Pays-Bas, qui devaient être menés en présence d'un enquêteur belge. Cela a donné lieu à des préoccupations concernant la conformité de la mesure avec la jurisprudence établie par la Cour européenne des droits de l'homme dans l'affaire *Salduz*, et comme le prévoit la loi *Salduz* en Belgique. Selon cette loi, un suspect a le droit d'être conseillé par un avocat lors du premier interrogatoire (par la police).

Reconnaissant les conséquences possibles de cette loi sur l'usage des dépositions en tant que preuves, les participants ont convenu qu'une demande serait faite d'office par le juge d'instruction belge concernant la présence d'un avocat durant les interrogatoires. Après avoir évalué le résultat possible d'actions simultanées, les participants ont également décidé d'organiser une journée d'opérations communes en avril 2014 et de mettre en place un centre de coordination à Eurojust.

L'objectif de l'opération commune était de prévenir toute collusion et destruction de preuves, et d'endiguer des pertes supplémentaires chez les autorités belges et néerlandaises. Ces actions simultanées ont mené à 19 perquisitions de domicile, 30 perquisitions sur des sites de construction, et 42 personnes interrogées.

deux enquêtes liées ; (b) des réunions tenues par un seul bureau national pour s'attaquer simultanément à plusieurs enquêtes interconnectées ; et (c) des vidéoconférences, qui, en 2014, ont permis aux participants d'assister à neuf réunions de coordination.

Le 8 avril, le Collège a adopté les *Directives sur la confidentialité et la divulgation d'informations dans le cadre des réunions de coordination d'Eurojust*, pour aider à régler au mieux les questions juridiques sensibles émanant des réunions de coordination.

1.2.2 Centres de coordination

Les centres de coordination fournissent une opportunité unique d'échanger des informations en temps réel et de coordonner de façon centralisée, entre autres, l'exécution simultanée de mandats d'arrêt, de perquisi-

tions et de saisies dans différents États. Les centres de coordination facilitent la transmission en temps voulu d'informations supplémentaires urgentement requises pour l'exécution de ces mesures et des nouvelles demandes d'entraide pénale internationale.

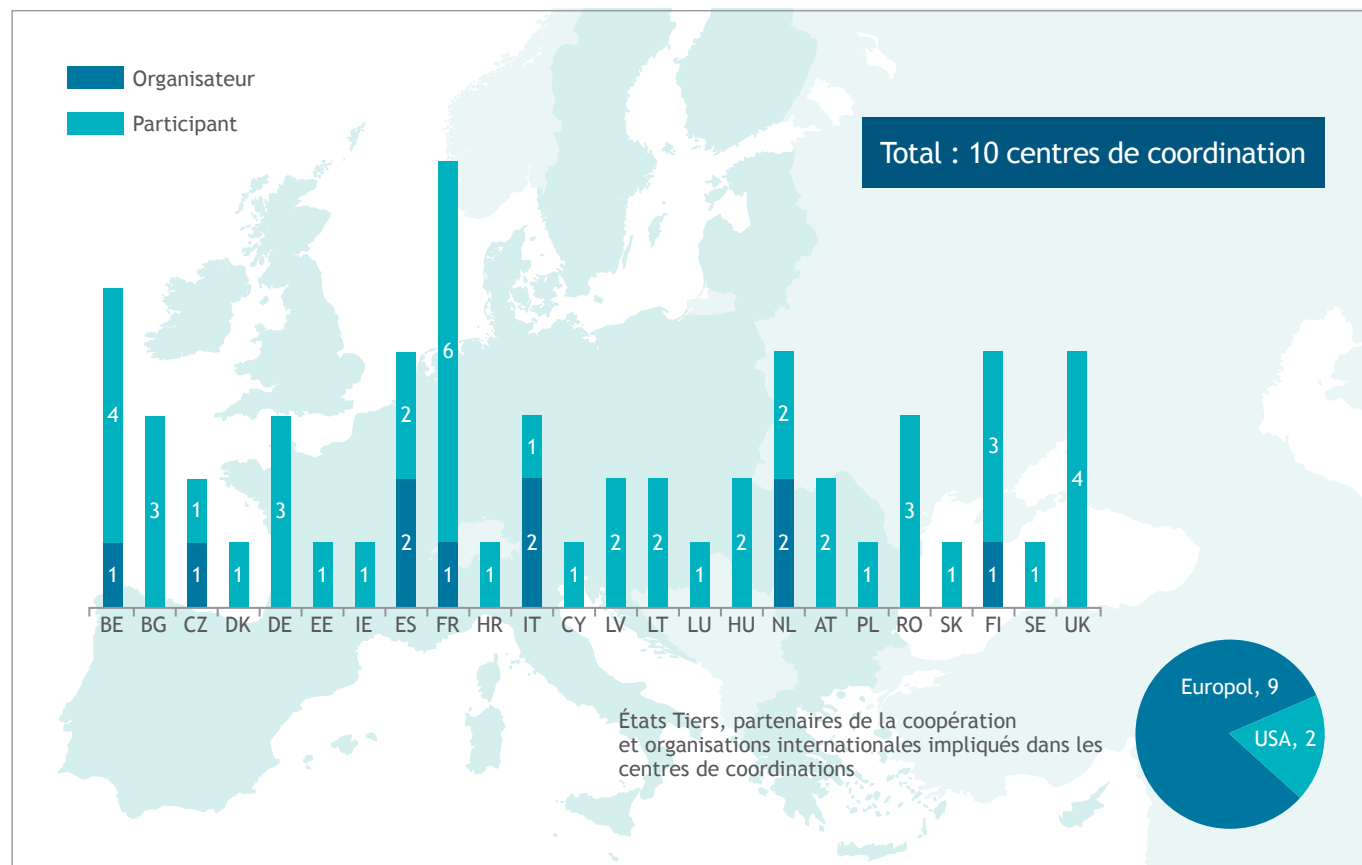
Dix centres de coordination ont été mis en place à Eurojust pour soutenir des journées d'opérations communes, et ont été organisés par la Belgique (1), la France (1), la Finlande (1), la République Tchèque (1), l'Espagne (2), l'Italie (2) et les Pays-Bas (2), avec la participation d'autres États membres, y compris la Belgique (4) et le Royaume-Uni (4). Europol (9) et les États-Unis (2) ont également participé à plusieurs de ces journées d'opérations communes. L'escroquerie et la fraude, la cybercriminalité, l'immigration clandestine ainsi que le trafic de drogue faisaient partie des différents domaines de criminalité ciblés.

Les 10 centres de coordination organisés en 2014, en comparaison aux sept de 2013, démontrent la popularité croissante de cet outil opérationnel au sein des autorités nationales et des bureaux nationaux à Eurojust dans le cadre de la lutte contre la criminalité transfrontalière en Europe.

Ces opérations communes, impliquant les autorités judiciaires nationales sont une confirmation supplémentaire de la valeur ajoutée d'Eurojust.

En plus de leur valeur ajoutée opérationnelle, les centres de coordination peuvent jouer un rôle significatif dans le développement du volet judiciaire du dossier, particulièrement en facilitant l'anticipation et la résolution ponctuelle de problèmes juridiques complexes survenant avant et pendant les journées d'opérations communes, tels que ceux résultant des différents cadres juridiques nationaux concernant la confiscation et la saisie d'actifs ou les exigences procédurales mises en places au niveau national pour l'exécution des MAE.

Centres de coordination



Exemple de dossier

Il a été découvert qu'un réseau composé de plusieurs organisations criminelles opérait une fraude « carrousel » sophistiquée impliquant des boissons alcoolisées dans différents États membres. Les boissons alcoolisées étaient commercialisées à travers l'Europe grâce à des transactions miroirs ou transactions fantômes, rendues possibles par des documents électroniques falsifiés afin de dissimuler la véritable destination finale des marchandises, la plupart du temps le Royaume-Uni, où les boissons étaient mises sur le marché. Le montant de la taxe d'accise illégalement éludée est estimé à plusieurs dizaines de millions d'euros.

L'enquête italienne (opération Cocktail) a été enregistrée en avril 2013, et a impliqué la Belgique, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Roumanie, l'Espagne et le Royaume-Uni.

L'enquête a évolué en deux phases. Lors de la première phase en 2013, Eurojust a rassemblé et analysé des informations opérationnelles fournies par les autorités nationales (ex : autorités douanières, services d'enquête) pour découvrir le mode opératoire et le comportement des organisations criminelles et proposer différentes possibilités de réactions judiciaires. De plus, Eurojust a coordonné l'émission et l'exécution des demandes d'entraide pénale et a organisé deux réunions de coordination.

Tout au long de la deuxième phase en 2014, Eurojust a coordonné la réaction judiciaire apportée au niveau national contre ces organisations criminelles en organisant deux centres de coordination qui ont mis en place deux journées d'opérations communes à six mois d'intervalle.

Le premier centre de coordination en mai 2014 fit suite à une série d'arrestations, de perquisitions et de saisies en France et en Allemagne, et s'est focalisé sur des cibles visées par les enquêtes belges. Cinq arrestations en ont résulté, y compris celles des dirigeants de l'OC Belge, ainsi que le gel de trois comptes bancaires en Lettonie, 23 perquisitions, et la saisie d'espèces, d'ordinateurs de bureau, d'ordinateurs portables, de téléphones portables, de véhicules et autres objets de valeur.

Le second centre de coordination en novembre 2014 a privilégié des cibles visées par les procédures criminelles italiennes et entraîna l'arrestation de 20 membres des organisations criminelles, y compris leurs dirigeants. Les arrestations ont été effectuées sur la base de 14 mandats d'arrêt nationaux exécutés en Italie et six MAE exécutés en Allemagne, en Roumanie et au Royaume-Uni. De plus, 30 locaux ont été perquisitionnés, et des actifs financiers et immobiliers (dont plusieurs comptes bancaires), des armes, des ordinateurs, des véhicules, des téléphones portables et des documents ont été saisis.

La valeur ajoutée de ce centre de coordination devient évidente lorsque l'on considère les circonstances de l'exécution du MAE émis contre l'une des cibles principales de cette enquête, un ressortissant italien résidant au Royaume-Uni. Toutes les dispositions avaient été prises pour son arrestation sur le territoire britannique lors de la journée d'opérations communes. Cependant, lorsque ces opérations communes ont débuté, le centre de coordination a appris qu'il était parti pour l'Espagne la veille. Le centre de coordination en a rapidement informé le bureau national espagnol à Eurojust, qui, à son tour, a immédiatement collaboré avec les autorités compétentes espagnoles dans une tentative de localiser la cible. Les autorités espagnoles l'ont activement recherché mais n'ont pas pu le trouver. Aux premières heures du jour suivant, les autorités britanniques ont appris que la cible figurait sur la liste des passagers d'un vol à destination du Royaume-Uni depuis l'Espagne qui devait atterrir à l'aéroport de Gatwick. Cette information a été transmise aux autorités italiennes et espagnoles par le biais du centre de coordination. La boucle était alors bouclée, et la cible a été arrêtée à l'aéroport de Gatwick à son arrivée d'Espagne.

Les défis rencontrés durant cette enquête consistaient en la complexité du stratagème frauduleux utilisé par les organisations criminelles, leur faculté à déplacer de grandes quantités de boissons alcoolisées à travers les États membres de manière quasi indétectable par les services de police des pays impliqués. Lors des centres de coordination, Eurojust a soutenu l'exécution rapide et commune d'actions telles que les arrestations et les saisies, tout en respectant les délais et exigences procédurales propres à chaque État membre. Lors des deux centres de coordination, un bureau mobile a été mis en place par Europol pour apporter à l'opération un soutien supplémentaire sur place.

1.2.3 L'échange d'informations et le système de gestion des dossiers d'Eurojust (CMS)

Développement et adoption de politiques liées au CMS

Le CMS est une base de données sur mesure pour le stockage et le traitement de données relatives aux enquêtes. Il facilite le travail de coordination d'Eurojust, permet l'accès et le recoupement de données par les parties concernées et facilite le contrôle de la légalité du traitement des données à caractère personnel. En 2014, deux nouvelles versions du CMS ont été développées afin d'améliorer ses capaci-

tés opérationnelles et son accessibilité. Au cours du premier semestre de 2014, la version 3.5 du CMS a été lancée, pour offrir une gamme d'options plus étendue en ce qui concerne l'entrée et le traitement des données, et renforcer la conformité avec les règles de protection des données. Au second semestre, une nouvelle amélioration, la version 4.0, a été développée et testée. Le CMS 4.0, attendu pour le début de l'année 2015, offre la possibilité d'un accès flexible par différents groupes d'utilisateurs, et crée les conditions requises pour que les utilisateurs du Système national de coordination Eurojust (ENCS) accèdent au CMS. Il met également à jour l'importation automatique du formulaire « intelligent » relatif à l'article 13 et améliore le temps de ré-

ponse du système. La prochaine version du CMS, CMS 4.1, qui sera elle aussi mise en place en 2015, comprend une importante mise à jour permettant l'enregistrement de décisions sur la base de l'article 19 du *Règlement d'Eurojust relatif aux procédures de traitement et de protection des données à caractère personnel*.

De nouvelles politiques, liées à l'usage et à l'entretien du CMS, ont été adoptées par le Collège en 2014. Adoptée en juillet, la « méthode de saisie des données » a introduit des normes standards pour la saisie des données et des méthodes de travail uniformisées devant être appliquées par les bureaux nationaux. La « méthode holistique », adoptée en octobre, a élargi le concept du CMS pour inclure des composants ayant été ajoutés au système lors des différentes étapes de son développement et offre une base unifiée pour la maintenance et la gestion du changement des nombreux composants du système de façon unifiée.

Le formulaire « intelligent » relatif à l'article 13

L'article 13 de la décision Eurojust exige des autorités nationales qu'elles transmettent à Eurojust toute information nécessaire à l'exécution des tâches opérationnelles d'Eurojust. Le formulaire « intelligent » relatif à l'article 13 est un modèle électronique développé par Eurojust pour permettre aux autorités nationales de transmettre

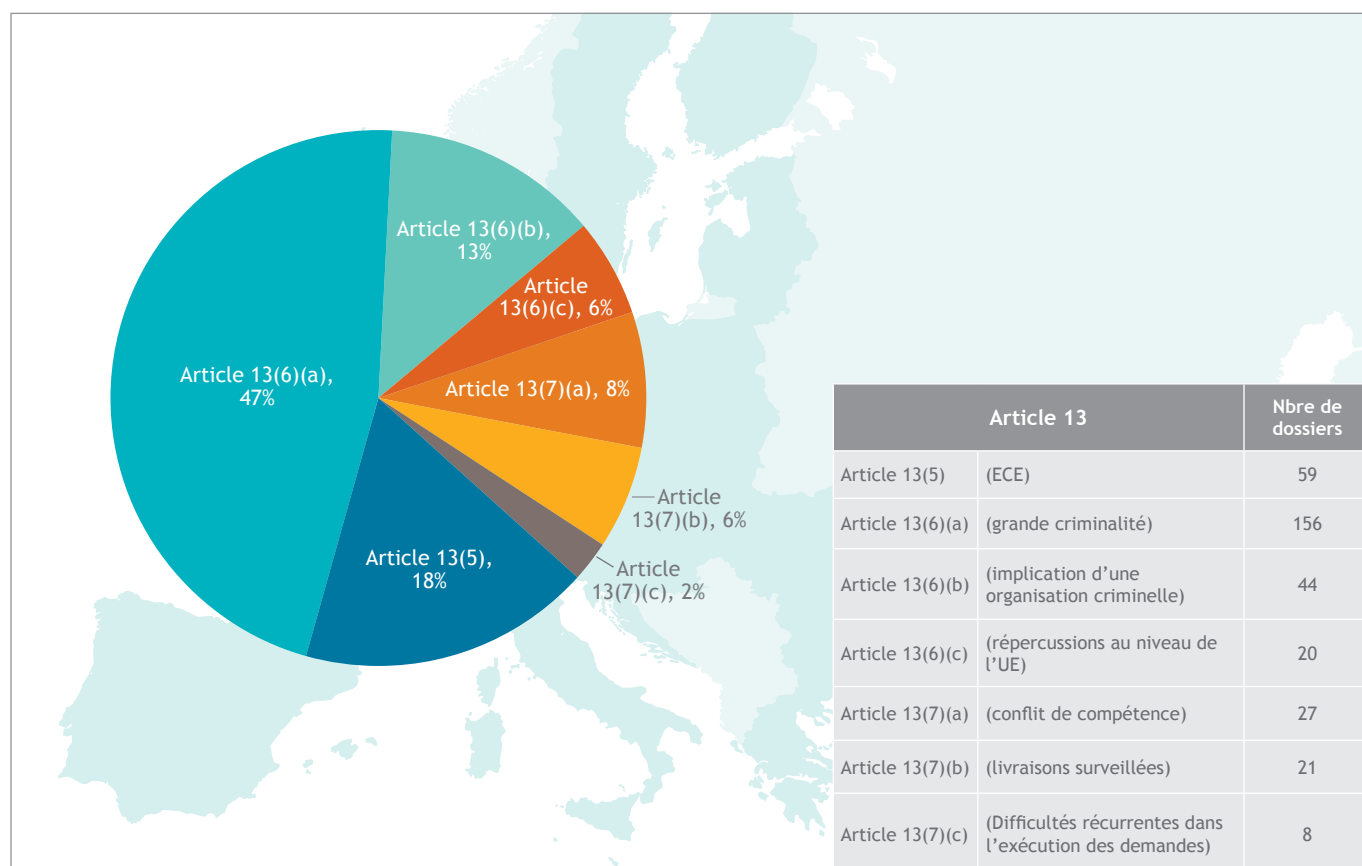
de telles informations à Eurojust de manière structurée. En 2014, le Collège a revu le procédé utilisé et l'expérience accumulée, et a examiné les moyens d'améliorer la mise en application par Eurojust de l'article 13 de la décision Eurojust.

La nécessité de rendre le formulaire relatif à l'article 13 plus facile d'utilisation pour les autorités nationales a été soulignée lors de la Sixième série d'évaluations mutuelles, et représentait l'un des résultats de la deuxième réunion des correspondants nationaux d'Eurojust en novembre 2014. Trois versions révisées du formulaire ont été émises en 2014. Les changements ont permis à la Croatie de lancer et d'importer le formulaire dans le CMS et d'apporter un certain nombre de modifications au texte du formulaire, rendant ainsi sa lecture plus claire. Fin 2014, Eurojust a lancé une procédure visant à simplifier le formulaire.

Les liens entre l'ENCS et le CMS

Le travail sur la mise en œuvre du projet d'un réseau de connexions sécurisées a continué en 2014. Ce projet se concentre sur l'établissement d'une connectivité réseau sécurisée entre Eurojust et chacun des 28 États membres. Les connexions avec la Belgique, la Hongrie, la Pologne, la Slovaquie, la Finlande et la Suède sont devenues opérationnelles, portant ainsi à 11 le nombre total d'États

Nombre de dossiers relevant de l'article 13

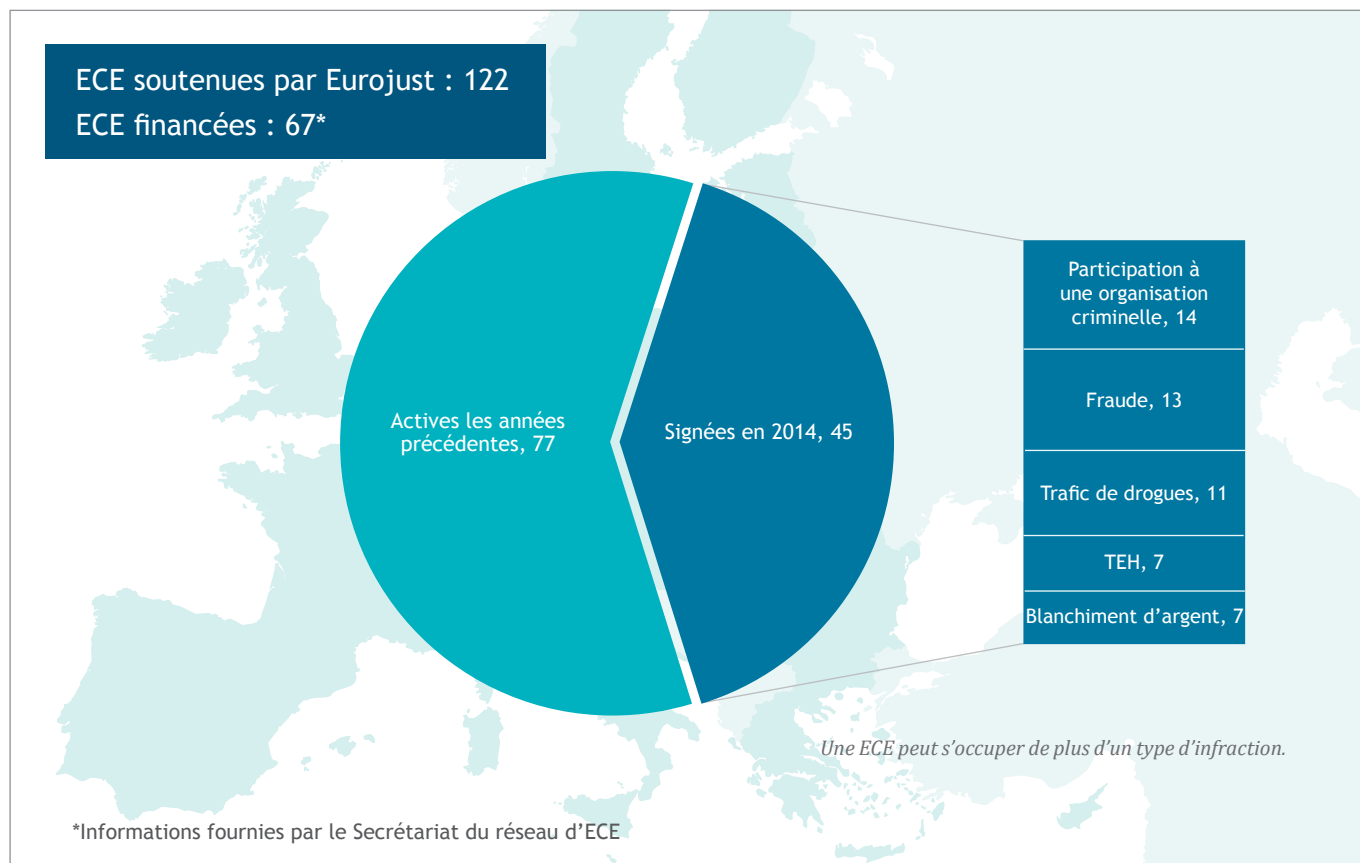


membres possédant une connexion sécurisée établie et opérationnelle (les connexions avec la Bulgarie, la République tchèque, la Lettonie, les Pays-Bas et la Roumanie étant déjà mises en place). Les connexions sécurisées permettent la mise en œuvre des exigences découlant de l'article 12 (en fournissant l'ENCS à tous les États membres avec un accès au CMS) et de l'article 13 (échange de modèles « intelligents » en PDF par email) de la décision Eurojust et renforcent la sécurité des échanges d'informations entre Eurojust et les États membres.

1.2.4 Eurojust et les ECE

Les ECE sont un outil opérationnel efficace pour les services d'enquête et les autorités judiciaires, facilitant l'assistance juridique dans le cadre des enquêtes transfrontalières. La capacité des membres des ECE à partager des informations directement sans demande formelle et à demander des mesures d'enquête directement entre eux, et l'implication d'Eurojust par son soutien et assistance directe, continuent de s'avérer très utiles. En 2014, 122 ECE ont été soutenues par des membres nationaux, 45 d'entre elles ayant été formées récemment en 2014. Les membres nationaux ont, conformément à l'article 9f de la décision Eurojust, participé soit en tant qu'autorités nationales compétentes soit pour le compte d'Eurojust.

ECE soutenues par Eurojust et les principaux types d'infractions



Fiches Suédoises

Les *Fiches Suédoises* donnent une vue d'ensemble de la structure et du fonctionnement de l'ENCS par État membre. Elles sont régulièrement mises à jour par Eurojust pour soutenir la mise en œuvre de l'ENCS, ainsi que l'échange d'expérience et de bonnes pratiques. Depuis le mois de novembre, les fiches comportent une partie comprenant un ensemble de directives nationales disponibles concernant la mise en œuvre de l'article 13 de la décision Eurojust et la distribution des enquêtes entre Eurojust et le RJE.

Conformément à l'article 13(5) de la décision Eurojust, les États membres veillent à ce que les membres nationaux soient informés de la mise en place des ECE et des résultats du travail de ces équipes. Eurojust a reçu 59 notifications. L'assistance apportée par Eurojust comprend : (i) la rédaction des accords relatifs aux ECE ou l'extension d'accords existants ; (ii) des conseils sur les cadres juridiques internationaux de l'Union européenne pour la mise en place d'une ECE ; (iii) l'apport d'informations concernant différents systèmes procéduraux ; (iv) l'identification d'enquêtes compatibles avec les ECE ; (v) l'organisation de

réunions de coordination pour soutenir les ECE ; et (vi) un soutien dans le cadre d'opérations coordonnées.

Les réunions de coordination organisées pour faciliter le travail des ECE ont contribué à la résolution de problèmes récurrents tels que : i) les différences entre les systèmes juridiques en ce qui concerne les règles sur le rassemblement de preuves ; ii) la recevabilité des éléments de preuve ; iii) la divulgation d'informations ; et iv) la durée limite de conservation des données.

Les ECE ont également évolué en un outil rapide et flexible de coopération avec les États tiers. Eurojust a apporté son soutien au fonctionnement de sept ECE impliquant des États tiers, trois d'entre elles ayant été créées en 2014. Eurojust a aidé à surmonter des obstacles juridiques et pratiques, particulièrement liés à la participation d'États tiers.

Conscient du besoin de réfléchir aux défis qui se posent pour une meilleure coopération avec les États tiers, Eurojust a accueilli la 10^{ème} réunion annuelle du Réseau d'experts nationaux des ECE organisée par le Secrétariat du réseau ECE en juin 2014. La réunion, intitulée [Les ECE « au-delà de l'UE » : vers une utilisation accrue des ECE avec des États non-membres de l'UE](#), était axée, entre autres, sur les aspects judiciaires et pratiques de la mise en place et du fonctionnement des ECE avec des États tiers, sur les problèmes spécifiques liés à l'échange d'informations et de preuves avec des États tiers, et sur la contribution du Secrétariat du réseau ECE à la promotion et au développement des ECE dans les pays voisins.

Exemple de dossier

Après que le vol MH17 s'est écrasé en Ukraine le 17 juillet 2014, une ECE entre les Pays-Bas, la Belgique, l'Australie et l'Ukraine, avec la participation de la Malaisie, a été mise en place avec le soutien d'Eurojust. Les membres de l'ECE ont, par la suite, décidé que la Malaisie deviendrait également un membre de l'ECE. Eurojust a accueilli trois réunions de coordination et aidé à i) déterminer la base juridique de l'ECE par rapport aux États tiers impliqués ; ii) clarifier le rôle des États tiers en tant que participants ou membres de l'ECE ; iii) rédiger l'accord relatif à l'ECE ; et iv) définir l'éligibilité des États tiers membres ou participant à une ECE au financement accordé par Eurojust.

Les experts se sont accordés sur l'importance de l'assistance fournie par Eurojust qui, lorsque des États tiers sont impliqués dans les ECE, identifie les enquêtes compatibles, établit et facilite le contact, et offre une analyse pouvant influencer la décision de mise en place d'une ECE. En raison des différences significatives entre les systèmes juridiques, les experts considèrent que le modèle d'accord européen pour les ECE n'est pas totalement approprié à l'égard des États tiers et peut nécessiter quelques modifications. Les experts ont recommandé aux États membres de mettre en œuvre le Second protocole additionnel à la Convention de 1959 sur l'entraide judiciaire en matière pénale. Les experts ont également souligné l'importance de l'échange sécurisé d'informations avec les États tiers dans le cadre des ECE. Dans ce contexte, le prêt d'équipement technique de la part d'Eurojust permet d'établir une voie de communication sécurisée au sein de l'ECE.

La question de l'usage des informations et des preuves doit être abordée avec soin, en particulier avec les États tiers qui appliquent la peine de mort. Par ailleurs, le Secrétariat du réseau ECE devra faciliter le contact avec certains (par exemple Europol, CEPOL, le REFJ et le Secrétariat de la Convention sur la coopération policière en Europe du Sud-Est) pour prendre en charge la formation et la sensibilisation aux ECE en dehors de l'Union européenne.

Les praticiens ont évalué les résultats obtenus, les problèmes judiciaires et les difficultés pratiques rencontrées aux différentes phases d'une ECE. Un certain nombre d'évaluations d'ECE a été présenté au Secrétariat du réseau ECE (Voir la section 6.2).

Le soutien financier d'Eurojust aux opérations des ECE

Eurojust a continué à apporter un soutien financier et logistique aux ECE dans les limites de son budget ordinaire, soit 67 ECE, dont 48 nouvellement créées.

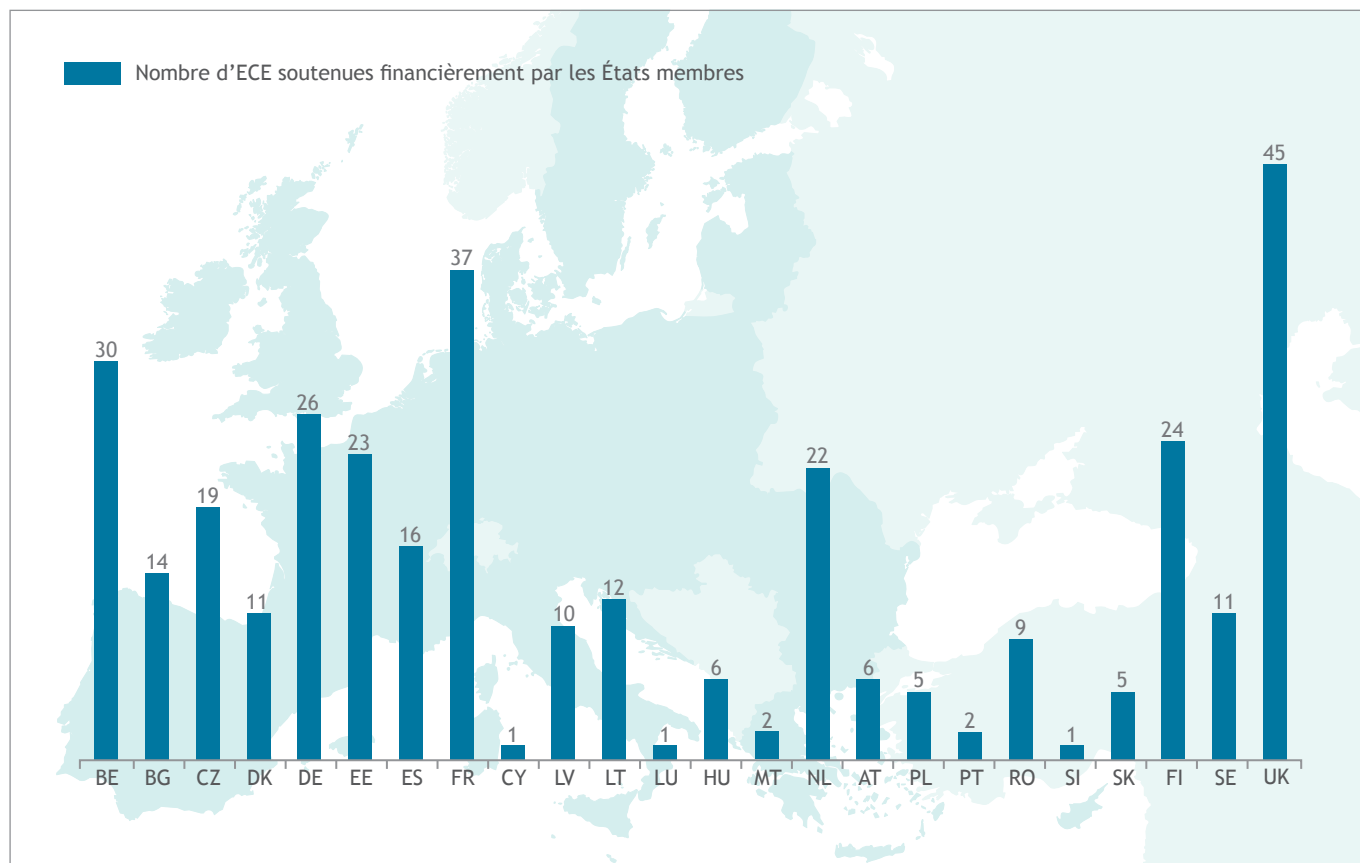
Quelques améliorations ont été ajoutées à la procédure de financement des ECE en 2014, dont la mise à disposition d'une assistance financière aux États tiers participant à une ECE avec des États membres. Au cours de l'année, Eurojust a reçu 12 requêtes de la part d'ECE impliquant des États tiers. De plus, un financement a été accordé aux ECE mises en place avec des instruments juridiques autres que la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne, établie en 2000, et la Décision-cadre 2002/465/JAI concernant les ECE.

Exemple de dossier

Une ECE a été créée pour démanteler plusieurs organisations criminelles originaires de l'ancienne République yougoslave de Macédoine qui étaient principalement impliquées dans des trafics d'héroïne et de cocaïne de grande ampleur à destination des Pays-Bas, de l'Autriche et de l'Allemagne. Suite aux actions de l'ECE, l'activité des organisations criminelles a été réduite de manière significative. La coopération lors de cette enquête a donné suite à de nombreuses arrestations et condamnations en Autriche, en Allemagne, aux Pays-Bas, et dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine, ainsi qu'à la confiscation de quantités importantes d'héroïne, de cocaïne, de produits de coupe, de marijuana et d'espèces.

Eurojust a joué un rôle essentiel dans ce dossier en coordination ont les enquêtes dans les États membres et en encourageant le lancement d'enquêtes et de poursuites en ancienne République yougoslave de Macédoine et aux Pays-Bas. Au total, huit réunions de coordination ont été organisées par Eurojust sur une période de quatre ans, ce qui a facilité les discussions autour des enquêtes en cours, la possibilité de mise en place d'une ECE et les actions réalisées. Ce type de coopération a été jugé profitable étant donné qu'il a supprimé l'obligation de demande d'entraide pénale entre les États membres participants et l'État tiers. Cela a également permis aux autorités de l'ancienne République yougoslave de Macédoine de transmettre aux États membres participants les résultats d'écoutes téléphoniques pendant qu'elles étaient effectuées. De telles possibilités n'existaient pas lorsqu'une demande d'entraide pénale régulière était faite. Eurojust a aidé à rédiger l'accord relatif à l'ECE et a apporté son soutien à la clarification des exigences judiciaires et ses conseils sur les dispositions spéciales contenues dans l'accord en question. En collaboration avec les autorités concernées, Eurojust a préparé une synthèse sur les suspects et sur l'état d'avancement des procédures dans les États membres concernés. De plus, Eurojust a accordé un soutien financier à l'ECE.

Financement des ECE par Eurojust (12/2009 - 8/2014)



2014

Agenda

4-5 juin La Haye

Réunion stratégique sur le terrorisme



10-11 juin La Haye

Séminaires stratégiques sur le Mandat d'arrêt européen et réunion du Forum consultatif

11-12 juin

Séminaire de promotion en France



24 mars La Haye

Participation d'Eurojust au Sommet sur la sécurité nucléaire

25-26 juin La Haye

10^{ème} réunion annuelle des experts nationaux sur les ECE



JANVIER

FÉVRIER

MARS

AVRIL

MAI

JUIN



14 février La Haye

Visite de l'eurodéputé Axel Voss, rapporteur pour le Règlement d'Eurojust



26 février La Haye

35^{ème} réunion régulière des points de contact du Réseau judiciaire européen (RJE)



21-22 mai La Haye

16^{ème} réunion du réseau européen d'enquête et de poursuites judiciaires des génocides, crimes contre l'humanité et crimes de guerre

15-16 mai

Séminaire de promotion en Pologne

26-27 mai

Séminaire de promotion en Hongrie



3 novembre La Valette

Protocole d'accord entre Eurojust et l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA)

21 septembre
7^{ème} Journée internationale de La Haye



29-30 septembre La Haye
Réunion stratégique sur le trafic de drogues



19-20 novembre La Haye
Réunion, Cybercriminalité: relever les défis du 21^{ème} siècle



21 novembre Bruxelles
Réunion d'informations à l'intention des médias et présentation du Rapport d'Eurojust sur le projet stratégique concernant la criminalité environnementale

JUILLET

AOÛT

SEPTEMBRE

OCTOBRE

NOVEMBRE

DÉCEMBRE



10 juillet La Haye

Accord de coopération entre Eurojust et la République de Moldavie



16-17 octobre La Haye

Réunion des points de contact et des procureurs détachés auprès d'Eurojust : Complémentarité, synergies et coopération



11-12 décembre La Haye

Séminaire stratégique sur le gel et la confiscation des produits du crime, et réunion du Forum consultatif



15 juillet La Haye

Protocole d'accord entre Eurojust et l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT)



Dossiers traités par Eurojust



2.1 Dossiers traités par Eurojust dans les domaines de criminalité prioritaire

Les priorités opérationnelles d'Eurojust pour la période 2014-2017 reflètent sensiblement les priorités de l'Union européenne dans la lutte contre la grande criminalité et le crime organisé, tel que prévu par le Conseil de l'Union européenne, à l'exception du trafic illicite d'armes à feu. Cependant, les priorités d'Eurojust comprennent certains types de crimes ne faisant pas partie des priorités du cycle politique de l'UE, à savoir la corruption, les infractions pénales affectant les intérêts financiers de l'UE et le terrorisme.

EMPACT

Chacune des priorités fixées par le Conseil pour l'UE pour la période 2014-2017 a été retranscrite dans des Plans stratégiques pluriannuels (MASP) qui définissent les objectifs stratégiques à atteindre. Afin d'atteindre ces objectifs stratégiques, neuf projets EMPACT (un pour chacune des priorités du Conseil) ont été lancés pour coordonner les opérations des États membres et des organismes de l'UE contre les menaces identifiées. Sur une base annuelle, les projets EMPACT établissent leurs Plans d'action opérationnels (PAO) pour atteindre ces buts stratégiques.

Eurojust a participé de manière active à la préparation et à la rédaction des PAO pour l'année 2015. À cet égard, des représentants d'Eurojust ont assisté à 33 réunions tenues concernant chacun des neuf domaines de criminalité prioritaires EMPACT, dont la réunion nationale des coordinateurs EMPACT en novembre (Voir doc. 15930/14 du Conseil), à savoir : l'aide à l'immigration clandestine ; la TEH ; les produits contrefaits ; la fraude aux droits d'accises et la fraude MTIC ; les drogues synthétiques ; la cocaïne et l'héroïne ; le trafic illicite d'armes à feu ; la criminalité organisée contre la propriété (OPC) ; et la cybercriminalité.

La participation d'Eurojust au développement des PAO pour l'année 2015 a été guidée par la position commune adoptée par le Collège en 2013, qui avait prévu l'implication d'Eurojust dans les six domaines suivants : la coopération avec les États tiers ; les enquêtes financières (y compris le

recouvrement des avoirs) ; la sensibilisation ; la formation ; les barrières juridiques/pratiques ; et l'augmentation du nombre d'enquêtes et de poursuites coordonnées.

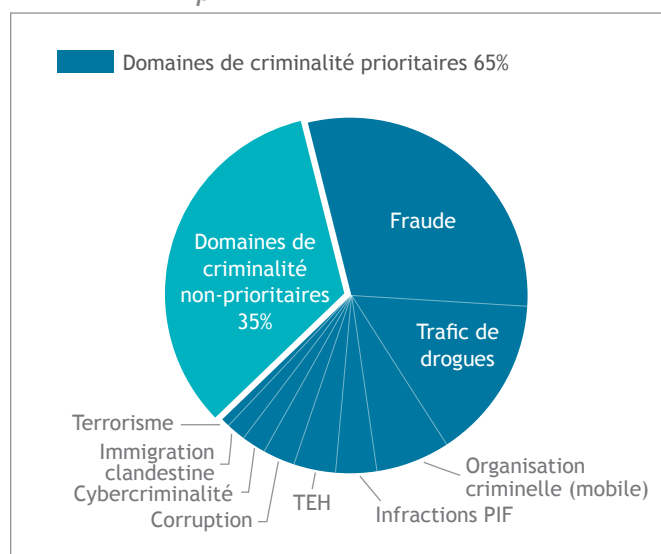
Gérer les produits du crime

Les efforts d'Eurojust pour soutenir les praticiens dans la lutte contre la grande criminalité sont déployés à différents niveaux : l'identification, le gel, la confiscation, le partage et la restitution des produits du crime.

La Décision-cadre du Conseil 2003/577/JAI du 22 juillet 2003 relative à l'exécution dans l'Union européenne des ordonnances de gel de propriété ou de preuves, ainsi que la Décision-cadre du Conseil 2006/783/JAI du 6 octobre 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de confiscation, sont des outils importants pour s'assurer que le crime ne paie pas. Chaque Décision fournit aux praticiens un certificat standard.

Pour faciliter l'application et la conformité aux Décisions, Eurojust a rendu disponibles pour les praticiens des [versions modifiables](#) de ces certificats sur son site internet.

Dossiers d'Eurojust concernant les domaines de criminalité prioritaires



Domaines de criminalité prioritaires - statistiques globales

Criminalité prioritaire	Enquêtes		Réunions de coordination		ECE	
	2013	2014	2013	2014	2013	2014
Fraude	449	560	60	60	21	32
Corruption	52	55	16	9	3	5
Infractions PIF	31	70	8	7	1	2
GCOM	257	128	66	13	8	13

Criminalité prioritaire	Enquêtes		Réunions de coordination		ECE	
	2013	2014	2013	2014	2013	2014
Trafic de drogue	239	283	56	52	26	31
Cybercriminalité	29	42	10	15	9	6
Immigration illégale	25	32	5	10	7	9
Terrorisme	17	14	3	4	1	2
TEH	84	71	24	12	15	18

2.1.1 Fraude

La hausse significative du nombre d'enquêtes pour fraude a continué, suivant une tendance amorcée en 2012. Avec un nombre total de 560 enquêtes, les enquêtes pour fraude représentent près d'un tiers des enquêtes enregistrées à Eurojust en 2014. En comparaison avec 2013, le nombre de réunions de coordination n'a pas changé (60), tandis que le nombre d'ECE a grandement augmenté (32).

Les enquêtes pour fraude ont majoritairement été traitées comme des infractions isolées (348) ou dans la catégorie générique «autres types de fraude». Dans les sous-catégories, on retrouve surtout des escroqueries (157) et des fraudes à la TVA (141). La fraude est généralement associée au blanchiment d'argent (83), à la participation à une OC (48) et à la falsification de documents administratifs (41).

Il ressort des dossiers traités par Eurojust que les États membres les plus demandeurs ont été la Hongrie, l'Autriche et la Slovaquie. Le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Espagne ont été les États membres les plus demandés.

En plus de ses dossiers opérationnels, Eurojust a intensifié sa contribution aux efforts entrepris au niveau de l'UE pour contrer toute forme de fraude. Dans ce contexte, Eurojust a accueilli des réunions avec des délégations de la Cour des comptes européenne pour évaluer l'efficacité de l'UE dans la lutte contre la fraude transfrontalière à la TVA, et avec des représentants de la Direction générale de santé et protection des consommateurs de la Commission européenne, DG SANTE (auparavant DG SANCO), afin de discuter de méthodes pour renforcer la coopération dans le domaine de la fraude liée à l'alimentation, à l'alcool, aux pesticides et à l'étiquetage de produits.

Eurojust a travaillé avec Arcadia International, un membre du Consortium d'évaluation de la chaîne alimentaire, chargé par la DG SANTE plus tôt en 2014 de conduire une étude sur le commerce illégal et la contrefaçon de pesticides ainsi qu'une étude ad hoc sur l'impact du cadre juridique actuel

applicable aux fraudes alimentaires quant aux contrôles officiels et aux actions répressives. Ces études ont pour but d'aider au travail entrepris par la Commission, à savoir intensifier la lutte contre les pratiques frauduleuses dans la chaîne alimentaire et, en particulier, évaluer si le cadre judiciaire et la politique de l'UE en la matière sont efficaces et suffisants ou si des mesures supplémentaires sont nécessaires.

Exemple de dossier

Des compagnies suspectées d'une fraude complexe à la TVA faisaient l'objet d'une enquête par les autorités allemandes depuis plusieurs années. Les bureaux du Parquet allemand à Cologne et Augsburg ont envoyé aux autorités néerlandaises des demandes d'entraide pénale pour mener des perquisitions. Conformément au Code de procédure pénale néerlandais, une décision du tribunal est requise pour permettre à des documents saisis aux Pays-Bas d'être transmis à des autorités étrangères, et offre la possibilité aux parties concernées de déposer plainte. Suite à cette procédure, certaines cibles, qui partageaient des avocats, ont déposé plainte et obtenu gain de cause en appel contre les saisies.

De ce fait, afin d'accélérer l'exécution de plusieurs demandes d'entraide pénale contre les mêmes individus et/ou sociétés, l'assistance d'Eurojust a été demandée et une enquête bilatérale a été ouverte.

Une réunion de coordination tenue à Eurojust en février 2014 a porté sur les possibilités d'accélérer le processus d'exécution, tout en repérant les restrictions imposées par les procédures sui-

vies. Les autorités allemandes et néerlandaises présentes à la réunion se sont accordées sur des méthodes pour renforcer la coopération en :

- ▶ Envoyant des demandes d'entraide pénale distinctes pour obtenir une injonction de remettre des documents et pour la perquisition d'entrepôts de plusieurs compagnies, plutôt que d'envoyer une seule demande contenant ces deux requêtes ;
- ▶ Vérifiant auprès des autorités nationales si des documents utiles à l'enquête d'Augsbourg avaient été saisis par les autorités néerlandaises lors des précédentes enquêtes sur ces sociétés et en envoyant une demande d'entraide pénale dans le but de transférer ces documents ; et
- ▶ Annulant les demandes de MLA de Cologne et en exécutant uniquement les deux demandes envoyées par le Bureau du procureur général à Augsbourg. Lors d'une étape ultérieure, le Bureau du procureur général à Cologne pourrait demander les informations rassemblées pour les enquêtes d'Augsbourg.

L'intérêt commun et le dialogue constructif entre les autorités nationales participantes étaient des facteurs clés pour assurer la coopération judiciaire entre les deux États membres tout en respectant les exigences procédurales existantes.

2.1.2 Corruption

Le nombre d'enquêtes pour corruption (55) et d'ECE concernant ce type de crime (4) a légèrement augmenté par rapport à l'année précédente, et le nombre de réunions de coordination à ce sujet a diminué de manière significative (9).

La corruption concerne souvent des infractions isolées (26), ou en lien avec du blanchiment d'argent (14), de l'escroquerie ou de la fraude (10).

En ce qui concerne les enquêtes pour corruption, les États membres les plus demandeurs ont été l'Espagne, la Grèce, la Croatie, l'Italie et la Lettonie. Les États membres les plus sollicités ont été le Royaume-Uni, l'Autriche, l'Allemagne et les Pays-Bas.

Pour renforcer son implication dans le domaine de la lutte anti-corruption, les procédures adéquates sont en cours

pour associer Eurojust et les points focaux suivants : la corruption en milieu sportif et le recouvrement d'actifs.

Par ailleurs, Eurojust a assisté à une conférence organisée par le Groupe spécial contre la corruption transfrontalière de l'UE et y a fait une présentation. Le groupe est composé de praticiens issus de services d'enquête et de procureurs appartenant aux États membres, et est dirigé par l'Unité Anti-Corruption d'outre-mer au sein de la police londonienne. Il est conçu pour rassembler les agences de l'UE ayant des missions similaires afin de partager des informations sur les pratiques contemporaines et les études de cas, d'identifier les enquêtes communes et les opportunités d'enquêtes conjointes, de développer des réseaux et d'établir des relations avec des professionnels de la lutte contre la corruption pour améliorer, à l'échelle de l'UE, la connaissance des différentes agences concernant les paramètres judiciaires, juridictionnels et opérationnels.

2.1.3 Infractions criminelles affectant les intérêts financiers de l'UE (infractions PIF)

Introduites en tant que criminalité prioritaire en 2014, le nombre d'infractions PIF dans les dossiers traités par Eurojust a augmenté en comparaison avec la période couverte par le rapport précédent. Le nombre d'enquêtes en relation avec les infractions PIF enregistré en 2014 (70) a plus que doublé depuis 2013 (31). Sept réunions de coordination et deux ECE ont traité des infractions PIF.

Dans le cadre des dossiers traités par Eurojust, les infractions PIF comprennent le trafic et la contrefaçon de cigarettes, en plus de toutes les infractions criminelles affectant précisément les intérêts financiers de l'UE. Dans la majorité des enquêtes, les infractions PIF sont traitées comme des infractions isolées, ou en lien avec des escroqueries et de la fraude (35) ou du blanchiment d'argent (8).

Les États membres les plus demandeurs ont été la Hongrie, la Bulgarie, Malte et la Pologne. L'Allemagne, le Royaume-Uni et la République Slovaque ont été les plus demandés.

La protection des intérêts financiers de l'Union européenne a également été le sujet d'un questionnaire distribué à tous les États membres. La mise en commun des réponses obtenues a été présentée au Collège en décembre 2014. Les réponses des États membres ont mis en avant les facteurs suivants comme étant les principaux défis judiciaires et pratiques à la coopération transfrontalière dans ce domaine : les tensions inhérentes aux différents systèmes juridiques (par exemple, les différentes exigences concernant la recevabilité des éléments de preuve au tribunal) ; les délais ou l'incapacité à exécuter les demandes d'entraide pénale ; et enfin l'exécution non-coordonnée

Exemple de dossier

Une enquête menée par les autorités douanières lituaniennes sur la corruption, la falsification de documents et la possession illégale de produits soumis à accises a révélé que des ressortissants lituaniens ont rejoint une OC en 2011 afin d'importer illégalement de grandes quantités de cigarettes sur le marché de l'UE, en évitant les droits d'accises et la TVA. L'OC transportait les cigarettes d'un entrepôt douanier ou d'un entrepôt d'accises à un autre dans différents États membres sans payer de taxes, en se servant des failles dans le système informatisé de contrôle des mouvements de produits soumis à accises (EMCS), qui a été développé pour surveiller le transport de produits soumis à accises entre les États membres. L'enquête a établi que les cigarettes étaient partiellement destinées aux marchés suédois et britanniques. Des activités criminelles liées aux infractions commises en Lituanie ont également été découvertes en Bulgarie, à Chypre, au Danemark, en Estonie, en Allemagne, en Grèce et en Pologne.

Il a été demandé à Eurojust d'aider à la coopération judiciaire, en raison du grand nombre d'États membres impliqués et du fait que le préalable du mode opératoire de l'OC n'avait pas été préalablement détecté en Lituanie. En mars 2013, une réunion de coordination a été organisée entre la Belgique, le Danemark, l'Allemagne, la Suède et le Royaume-Uni pour discuter de la coopération judiciaire proactive visant à empêcher que d'autres crimes soient commis selon le même mode opératoire, et à démanteler le groupe criminel, ainsi que pour envisager la mise en place d'une ECE.

Comme une enquête sur des activités criminelles similaires était en cours en Suède, un accord relatif à une ECE entre la Suède et la Lituanie a été signé en juillet 2013, pour une période d'un an, dans le but d'identifier et de poursuivre les criminels. L'ECE a reçu un financement de la part d'Eurojust, qui a été utilisé pour traduire des documents nécessaires aux poursuites des deux États membres. L'ECE a été prolongée jusqu'en janvier 2015.

Quatorze suspects lituaniens ont été traduits en justice, et la Lituanie a transmis à la Suède les poursuites contre deux ressortissants suédois arrêtés en Lituanie. En plus du travail de l'ECE, la coopération judiciaire entre tous les États membres concernés a été suivie de l'audition de témoins à travers l'Europe et de la saisie de millions de cigarettes illégales.

Le procureur lituanien a déclaré que « *Les résultats obtenus en 2014 n'auraient pas été possibles sans la coopération judiciaire établie entre les États membres participants* ».

des mandats de perquisition. Les réponses ont également accordé de l'importance au soutien apporté par Eurojust dans ce domaine, notamment en ce qui concerne sa capacité à fournir des instruments ou une assistance à la préparation et/ou à l'exécution de procédures de demande d'entraide pénale, et à résoudre les conflits de compétence.

2.1.4 GCOM

Le nombre d'enquêtes enregistrées (128) et de réunions de coordination (13) tenues à Eurojust en lien avec des GCOM a fortement baissé en comparaison du nombre enregistré en 2013. Cette chute est liée au changement de méthode de calcul appliquée à ce type d'infraction depuis le 1er janvier 2014. Cette nouvelle méthode a pour conséquence de ne plus inclure dans ce type de criminalité la participation à une OC ou la criminalité organisée en tant qu'infraction et de limiter aux infractions suivantes : les atteintes aux biens organisées (OPC)

y compris le vol organisé ; le trafic de véhicules volés et le trafic illicite de biens culturels. Les ECE concernant ce type de crime ont augmenté de façon significative (13) par rapport à 2013.

Les enquêtes sur les OPC sont principalement basées sur l'une des infractions clés suivantes : OPC comprenant le vol organisé (58), le trafic de véhicules volés (15) ou le trafic illicite de biens culturels (5). Lorsque ces crimes sont liés à une autre activité criminelle, il s'agit généralement d'une participation à une OC (24) ou d'un meurtre (9).

Les États membres les plus demandeurs dans les enquêtes pour OPC ont été la France, la Pologne, la Belgique et la République Tchèque, tandis que les États membres les plus demandés ont été la France, l'Italie, le Danemark et la Roumanie.

En plus des dossiers traités dans le domaine des OPC, Eurojust a concentré son attention sur l'analyse des questions

procédurales et juridiques dans le cadre des poursuites contre les GCOM spécialisés dans l'OPC, pour un projet entrepris dans le cadre du PAO 2014 pour les dossiers EMPACT consacrés aux OPC. À cet effet, un rapport a été préparé en 2014 avec pour objectif principal d'évaluer à quel point les acteurs des services d'enquête perçoivent les questions juridiques et procédurales comme un élément de la prolifération des GCOM spécialisés dans l'OPC, et la façon dont ces questions influencent les opérations policières contre les GCOM, ce qui résulte rarement en poursuites ou arrestations effectives. Un suivi au rapport de 2014, attendu en 2015, prévoit de s'attaquer aux mêmes questions que dans le premier rapport, mais du point de vue des procureurs et des juges.

Ce projet soutenu par Eurojust devrait arriver à terme en 2016, quand un séminaire stratégique avec des procureurs, juges et représentants d'EMPACT consacrés aux OPC sera organisé pour servir de plateforme permettant d'échanger opinions et bonnes pratiques sur le sujet. Un rapport final contenant des recommandations aux États membres sera ensuite publié.

2.1.5 Trafic de drogue

Le nombre d'enquêtes pour trafic de drogue a augmenté de manière significative (283), tandis que le nombre de réunions de coordination correspondant à légèrement diminué (52). Le nombre d'ECE travaillant sur ce type de crime a augmenté (31) par rapport à 2013. Le trafic de drogue est le deuxième type de crime le plus fréquent dans les dossiers traités par Eurojust en 2014.

Suivant une tendance déjà observée l'an passé, la vaste majorité des enquêtes enregistrées pour trafic de drogue en 2014 a traité ce crime en tant qu'infraction isolée (223). Les participations à une OC (37), au crime organisé (19) et au blanchiment d'argent (16) ont été les infractions les plus souvent liées au trafic de drogue. Les substances réglementées les plus fréquemment visées par ces enquêtes ont été le cannabis et la cocaïne.

Les États membres les plus demandeurs vis-à-vis des enquêtes pour trafic de drogue ont été l'Espagne, l'Italie et la

Exemple de dossier

Depuis 2013, des enquêtes ont été menées en Belgique, en France, en Italie, aux Pays-Bas, en Roumanie et au Royaume-Uni sur des vols commis depuis 2011 dans des bijouteries. Les enquêtes ont mis à jour une OC hiérarchisée et disciplinée composée de ressortissants roumains, ayant possiblement été active dans de nombreux États membres. Ils ont soigneusement planifié leurs activités, usant de mesures draconiennes et de méthodes de diversion telles que des cocktails Molotov, des rues bondées et des voitures brûlées. Les bijoutiers étaient ciblés en fonction des voies de fuite possibles. On pense que les recettes des vols, estimées à plusieurs millions d'euros, ont été transférées à l'OC en Roumanie. L'échange d'informations entre les services de police (via Interpol, Europol et bilatéralement) et l'analyse par la police scientifique de vêtements et d'autres objets saisis sur les scènes de crime ont permis d'associer des suspects à un certain nombre de vols dans plusieurs États membres.

Plusieurs enquêtes ont été enregistrées à Eurojust, et une réunion de coordination entre le Royaume-Uni et la Roumanie a été organisée en juin 2013, qui fut suivie un mois plus tard par la mise en place d'une ECE entre ces deux mêmes pays. La Belgique a rejoint l'ECE cinq mois plus tard. L'ECE a reçu un financement de la part d'Eurojust. Le soutien d'Eurojust a permis aux membres de l'ECE d'aborder de façon pragmatique le traitement des éléments de preuve et de faciliter l'accès aux informations disponibles dans les enquêtes en cours. En raison de l'existence de liens entre les vols à travers l'Europe, l'Italie et le Royaume-Uni ont tenu une autre réunion de coordination en décembre 2013 à laquelle ont participé la Belgique, la Croatie, la France, la Hongrie, l'Italie, les Pays-Bas, la Roumanie, la Slovaquie, l'Espagne et le Royaume-Uni. Des informations mises à jour sur les enquêtes et les poursuites ont été partagées. Après la réunion, d'autres informations ont été échangées et évaluées concernant de nouveaux vols perpétrés par des membres de la même OC. Bien qu'aucun crime n'ait été commis en Roumanie, les informations apportées par les autorités roumaines aux autres États participants ont été essentielles au succès de la coopération juridique dans cette enquête.

Des MAE ont été délivrés par plusieurs États membres et des arrestations ont été faites en Belgique, en France, en Italie et au Royaume-Uni. Plusieurs suspects ont été pris en flagrant délit et ont souvent plaidé coupable lors de leur procès. Fin 2014, plus de 20 personnes ont été reconnues coupables dans les États concernés. L'enquête était en cours en 2014 et l'on attend d'autres jugements et condamnations en 2015.

Exemple de dossier

En 2013, deux camions immatriculés aux Pays-Bas, en provenance d'Espagne et conduits par deux ressortissants néerlandais, ont été soumis à un contrôle par des agents de douane français. Dans le premier camion, les enquêteurs ont trouvé et saisi 901 kilogrammes de cannabis. Bien qu'ils n'aient pas trouvé de cannabis dans le second camion, une cachette pour de la drogue a été découverte.

Les deux ressortissants néerlandais ont été arrêtés par les autorités françaises et une enquête sur le supposé complot en vue d'importer de la drogue a été ouverte contre eux en France. Selon leurs témoignages, les deux conducteurs travaillaient pour le même réseau criminel, opérant dans trois États membres. Les drogues étaient récupérées en Espagne, traversaient la France, et avaient pour destination finale les Pays-Bas. Un suspect a été identifié comme étant le responsable logistique du réseau de trafic de drogue, et il a été découvert ultérieurement que la même OC faisait l'objet d'enquêtes parallèles aux Pays-Bas pour trafic de drogue et blanchiment d'argent.

Le soutien d'Eurojust a été requis pour coordonner ces enquêtes parallèles et faciliter l'exécution de demandes d'entraide pénale, en particulier pour éviter les problèmes liés au principe ne bis in idem. Une réunion de coordination s'est tenue en mars 2014 entre la France, les Pays-Bas et l'Espagne. Durant cette réunion, il a été convenu dans un premier temps d'envoyer une demande d'entraide pénale des Pays-Bas à la France pour obtenir une copie du dossier français et mener un interrogatoire des deux suspects arrêtés, et, dans un second temps, d'envoyer une demande d'entraide pénale de la France à l'Espagne afin de vérifier les aveux de l'un des suspects et de clarifier le niveau d'implication de la société qui était propriétaire du lieu de ramassage des drogues.

Les autorités espagnoles ont confirmé l'emplacement du lieu de ramassage ainsi que l'identité de son propriétaire, un ressortissant néerlandais résidant en Espagne, et ont identifié ses liens avec les suspects arrêtés en France. Le ressortissant néerlandais a été arrêté en tant que membre de l'OC faisant l'objet de l'enquête.

Slovénie. L'Espagne, les Pays-Bas et l'Italie ont été les États membres les plus demandés.

En plus de ses dossiers opérationnels, Eurojust a été particulièrement actif au niveau stratégique pour cette infraction prioritaire. Eurojust a interagi avec plusieurs acteurs clés dans ce domaine, tels que l'OEDT, le Groupe Pompidou, et le Réseau européen de procureurs relatif aux drogues synthétiques et aux substances psychoactives (ENPSDP).

À cet égard, Eurojust a participé au projet mené par l'ENPSDP et le Conseil de l'Europe (le Groupe Pompidou et HELP) pour la création d'un site internet dédié aux procureurs spécialisés dans les drogues synthétiques.

Coopération avec l'OEDT

Le directeur de l'OEDT a assisté à la réunion du Collège tenue le 15 juillet et a échangé son point de vue sur la coopération. À la fin de la réunion, le président d'Eurojust et le directeur de l'OEDT ont signé un protocole d'accord. Ce protocole ouvre la voie à une coopération renforcée entre les deux organismes dans les affaires liées à la drogue, et sera appliqué à travers des opérations communes. Ces opérations seront choisies sur la base des

Réunion stratégique relative au trafic de drogue

Une réunion stratégique relative au trafic de drogue, organisée par Eurojust, s'est tenue à La Haye les 29 et 30 septembre. Au total, 80 procureurs, agents des services de police et experts dans le domaine du trafic de drogue venant des différents États membres se sont rassemblés pendant deux jours pour des ateliers et des discussions intensifs. Des représentants du Brésil, des États-Unis et de la Norvège ont également apporté leur contribution, de même que certains organes de l'UE et des organismes internationaux, dont Europol, l'OEDT, le Conseil de l'Europe (Groupe Pompidou) et l'ONUDC. Cette réunion stratégique, faisant suite au séminaire stratégique d'Eurojust sur le trafic de drogue tenu à Cracovie en octobre 2011, sous la Présidence polonaise de l'UE, s'est employée à augmenter l'efficacité de la coopération judiciaire internationale dans les enquêtes pour trafic de

drogue. Les discussions ont porté en particulier sur les domaines suivants : les livraisons surveillées, les NSP et (pré)précurseurs, et la coopération avec les États tiers.

Le rapport final de la réunion, ainsi que le rapport de mise en œuvre du plan d'action contre le trafic de drogue, et le matériel de support se trouvent sur le site internet d'Eurojust. (Voir section 3.2.).

programmes de travail respectifs des partenaires. En septembre, l'OEDT a participé à une réunion stratégique relative au trafic de drogue en donnant une présentation intitulée *La situation de l'UE en matière de drogues : sanctions et indicateurs* et en discutant, durant l'atelier concernant ce sujet, des solutions possibles aux problèmes causés par les différences entre les législations au sujet des nouvelles substances psychoactives (NSP) et des (pré)précurseurs.

2.1.6 Cybercriminalité

Le nombre d'enquêtes concernant la cybercriminalité enregistré à Eurojust (42) a considérablement augmenté ; les réunions de coordination relatives à ce type de crime ont connu une augmentation de 50% (15), et six ECE ont été mises en place.

Bien que généralement associées aux crimes de participation à une organisation criminelle (11) et d'escroquerie et fraude (16), les enquêtes enregistrées en 2014 sur la cybercriminalité ont également été traitées en tant qu'infractions isolées (15).

Les États membres les plus demandeurs dans le domaine de la cybercriminalité ont été la Roumanie, le Royaume-Uni et la Hongrie, tandis que les plus demandés ont été la France, le Danemark et les Pays-Bas.

Eurojust s'est associé au projet ITOM (relatif au commerce illégal sur les marchés en ligne), un projet mené par les Pays-Bas et financé par l'Union européenne dans le but de promouvoir une approche intégrée contre le commerce illégal sur les marchés anonymes d'internet, en mettant en place des interventions coordonnées en étroite coopération avec les organes (inter)nationaux de répression, dont le Centre européen de lutte contre la cybercriminalité (EC3), les autorités judiciaires, d'autres organismes publics et le secteur privé au sein de l'Union européenne.

Eurojust s'est également associé au projet TOT (Programme de certification et de formation des formateurs), un projet espagnol financé par l'UE pour améliorer de manière signi-

ficative l'efficacité, la coopération et la compréhension mutuelle entre les services de police et les procureurs dans la lutte contre la cybercriminalité. Les objectifs principaux du projet sont d'organiser un cours de « formation des formateurs » pour les services d'enquête et les procureurs, et de créer une structure pour la certification des enquêteurs et procureurs européens face à la cybercriminalité.

Coopération avec EC3

Eurojust a continué à soutenir le travail d'EC3 en participant à des réunions du comité de direction du programme, et, depuis juillet 2014, en assignant à EC3 un membre du Collège représentant Eurojust afin de faciliter l'échange d'informations. Par ailleurs, des négociations ont abouti pour renforcer la coopération avec EC3 et le feu vert a été donné au modèle d'*Accord entre Eurojust et Europol pour le placement temporaire d'un représentant d'Eurojust au Centre européen de lutte contre la cybercriminalité*.

Le but du placement temporaire d'un représentant d'Eurojust à EC3 est de faciliter l'échange d'informations, d'aider à assurer la recevabilité des éléments de preuve dans les procédures judiciaires, de faciliter la participation rapide d'Eurojust et d'optimiser la couverture de la dimension judiciaire au sein d'EC3.

La présence d'un représentant d'Eurojust peut augmenter l'efficacité des poursuites et, le cas échéant, la

Réunion stratégique relative à la cybercriminalité

Les 19 et 20 novembre, Eurojust a tenu une réunion stratégique intitulée *Cybercriminalité – relever les défis du 21ème siècle*, avec la participation d'experts judiciaires et d'experts de la police venus des États membres, qui ont partagé leurs expertises et leurs opinions durant des ateliers interactifs. La réunion s'est concentrée sur des sujets relatifs à la cybercriminalité : la recevabilité des éléments de preuve électroniques, l'accès transfrontalier aux données et la rétention de données.

Le 21 novembre, en marge de la réunion stratégique d'Eurojust relative à la cybercriminalité, les procureurs de l'UE spécialisés dans la cybercriminalité se sont interrogés sur les méthodes et les outils permettant le renforcement de leur coopération dans ce domaine. (Voir également section 3.3.).

Exemple de dossier

Le rapport annuel 2013 d'Eurojust présentait l'exemple d'une enquête concernant des poursuites criminelles contre une OC d'origine bulgare spécialisée dans la fraude et la contrefaçon, particulièrement grâce au clonage de cartes de crédit à l'aide d'appareils de lecture électronique qu'ils plaçaient sur les distributeurs des banques. L'OC avait recueilli des données financières depuis des distributeurs en Espagne et dans d'autres États membres pour créer des fausses cartes de crédit et de débit, utilisées par la suite pour retirer de grandes quantités d'argent en espèces, également depuis des distributeurs.

Eurojust a tenu une réunion de coordination en avril 2013 à laquelle ont participé Europol ainsi que les autorités espagnoles et bulgares. Une ECE a été formée entre ces parties afin de faciliter la coopération et l'échange de preuves. Une journée d'opérations commune en octobre 2013 dans l'Est de l'Espagne a conduit à trois perquisitions de domicile, à l'arrestation de six individus, et à la saisie de 15 dispositifs utilisés pour copier les Numéros d'Identification Personnel, de plusieurs appareils servant à enregistrer les informations encodées sur les bandes magnétiques des cartes de crédit/débit, de plusieurs ordinateurs portables, et des documents indiquant l'emplacement des distributeurs automatiques.

Encouragée par cette première mesure couronnée de succès, l'ECE a continué son travail en enquêtant parallèlement en Bulgarie et en Espagne, dans l'optique d'identifier complètement la structure du groupe et de rendre possible son démantèlement. L'échange d'informations et de preuves par l'intermédiaire de l'ECE a permis aux autorités chargées des enquêtes d'identifier les principaux suspects en Bulgarie et en Espagne, de localiser leurs résidences et de recueillir des preuves les incriminant. L'étape suivante consistait à procéder à des opérations simultanées pour arrêter les suspects et recueillir davantage de preuves par des fouilles d'effets personnels ou des perquisitions de domiciles.

L'un des principaux problèmes dans ce contexte était de décider si les arrestations se feraient sur la base de MAE émis par les autorités nationales des deux pays selon leurs poursuites criminelles respectives, ou si l'un des États membres prendrait les commandes et émettrait des MAE à l'égard d'autre partie selon le besoin. Au vu des derniers développements et des preuves obtenues au cours de l'enquête, une décision concernant la seconde option devrait être prise à la dernière minute. À cet effet, un centre de coordination dirigé par les bureaux espagnol et bulgare a été mis en place à Eurojust en janvier 2014 pour s'assurer que les décisions judiciaires soient prises de manière opportune et convenue, et immédiatement mises en œuvre. Sur les recommandations du bureau bulgare, les MAE émis par les autorités espagnoles ont été rédigés et traduits avec l'aide d'Eurojust avant le centre de coordination car, selon le droit bulgare, le délai pour émettre un MAE n'est que de 24h après la mise en détention de la personne recherchée. La conscience de cette spécificité législative et l'approche proactive des bureaux nationaux à Eurojust ont permis l'émission en temps voulu des MAE lors du centre de coordination.

Le centre de coordination a agi en étroite coopération avec l'EC3. Les opérations communes ont mené à 16 arrestations, ainsi qu'à 14 perquisitions de domicile et deux perquisitions d'entreprises. Parmi les objets saisis se trouvaient 19 téléphones portables, 21 cartes de débit, plusieurs ordinateurs portables et d'autres appareils électroniques – dont ceux ayant servi aux infractions de clonage de cartes. Les experts d'EC3 et les agents de liaison d'Europol ont bénéficié d'un bureau mobile, permettant ainsi le recoupement, l'analyse et l'échange de renseignements en temps réel. Dans le même temps, des représentants d'Europol ont été déployés en Bulgarie et en Espagne pour soutenir les opérations sur le terrain. Une journée d'opérations supplémentaire en février a été suivie de trois arrestations et quatre perquisitions de domicile. Deux usines ont été perquisitionnées et des équipements (comprenant des cartes vierges, des caméras et des lecteurs de carte) ayant servi au clonage de cartes ont été saisis.

Suite aux opérations tactiques, le rôle d'Eurojust s'est élargi afin de soutenir les autorités nationales compétentes lors des discussions concernant le suivi judiciaire le plus approprié, et, le 20 février, une réunion de coordination a été organisée avec les autorités bulgares et espagnoles chargées des enquêtes, dans le but de discuter des preuves existantes, du progrès des poursuites criminelles nationales et du droit pénal procédural et matériel national applicable. Les parties ont convenu que les autorités espagnoles étaient les mieux placées pour entreprendre des poursuites en raison du stade avancé de leur enquête, qui serait renforcée par les éléments de preuve obtenus grâce aux enquêtes bulgares. À cet effet, les éléments de preuve saisis en Bulgarie ont ensuite été transférés en Espagne. Les parties se sont accordées sur le fait que les autorités espagnoles émettraient une demande officielle à leurs homologues bulgares dans le but de transférer toutes les charges existantes, afin que tous les suspects soient jugés uniquement en Espagne.

Lors de la réunion, les formalités et les exigences judiciaires ont été débattues dans le but d'extraire les suspects en détention préventive en Bulgarie par le biais des MAE.

confiscation de biens dans les enquêtes contre la cybercriminalité. Pour cela, le représentant d'Eurojust peut assister à des réunions opérationnelles organisées par EC3, promouvoir le rôle et les tâches d'Eurojust dans la mise en place d'une ECE, et assister les autorités nationales, particulièrement lorsque la coordination d'activités judiciaires et d'enquêtes simultanées est requise.

En décembre, Eurojust a lancé un appel à la manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un expert national détaché, dans le but premier de représenter Eurojust à l'EC3.

2.1.7 Immigration illégale

Le nombre d'enquêtes pour immigration clandestine enregistré à Eurojust en 2014 (32) a augmenté. Cette tendance positive s'est confirmée par l'augmentation du nombre de réunions de coordination (10) et d'ECE (9) en relation avec ce type d'infraction, ce dernier ayant doublé par rapport aux chiffres de 2013.

La majorité de ces enquêtes traitaient d'infractions d'immigration illégale (22), bien que dans certaines situations les enquêtes étaient également liées à l'appartenance à une organisation criminelle (5).

La Belgique, le Royaume-Uni, la Hongrie et l'Italie ont été les États membres les plus demandeurs dans le domaine des enquêtes pour immigration clandestine, tandis que les États membres les plus sollicités ont été l'Italie, la France et le Royaume-Uni.

Eurojust a désigné un point de contact pour le projet régional *Renforcer la lutte contre la traite de personnes et le trafic de migrants dans les Balkans occidentaux* de l'Organisation internationale pour les migrations et a participé au premier atelier à Skopje, dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine, les 17 et 19 décembre. Le projet, financé par le gouvernement italien, vise à renforcer la capacité et la coopération transfrontalière des partenaires dans les Balkans occidentaux dans la lutte contre le franchissement illégal des frontières, tels que la traite d'êtres humains et le trafic de migrants.

Suite à la communication de la Commission européenne du 4 décembre 2013 sur le travail de la Force Opérationnelle

Méditerranéenne, le Bureau européen d'appui en matière d'asile (BEAA) a lancé un projet pilote en mai pour en apprendre plus au sujet du phénomène actuel, à savoir la facilité avec laquelle les individus peuvent rechercher une protection internationale. Eurojust a rejoint le projet en tant qu'observateur.

2.1.8 Terrorisme

Alors que le nombre d'enquêtes pour terrorisme enregistré à Eurojust (14) a légèrement baissé par rapport à 2013, le nombre de réunions de coordination (4) et d'ECE (2) a augmenté.

Réunion stratégique annuelle relative au terrorisme

La réunion stratégique du 4 juin, à laquelle ont assisté les correspondants nationaux d'Eurojust pour le terrorisme, a couvert le sujet du *Rôle d'Eurojust dans l'antiterrorisme – les objectifs d'Eurojust dans le domaine anti-terroriste*. Les participants ont échangé des informations sur des infractions terroristes et sur des stratégies antiterroristes et ont réfléchi à des méthodes efficaces pour partager les données. Les dernières éditions disponibles du Registre des condamnations pour terrorisme d'Eurojust (TCM) (voir ci-dessous) et du Registre judiciaire relatif à la piraterie maritime (MPJM) (voir section 2.3.3), le Protocole sur le financement du terrorisme, le manuel CBRN-E, ainsi que le TE-SAT 2014 d'Europol, ont été présentés à la réunion.

Réunion tactique relative au terrorisme

La réunion tactique du 5 juin sur le terrorisme portait sur le sujet *Tendances actuelles dans le cadre de la lutte contre le terrorisme de l'UE : les combattants étrangers en Syrie – la coopération judiciaire avec les États tiers dans ce domaine*. Les participants à la session matinale étaient des experts venant des États membres, des délégués des États-Unis et de Norvège et des représentants d'Europol et du Bureau du coordinateur antiterroriste de l'Union européenne. Le rapport RESTREINT d'Eurojust sur les combattants étrangers en Syrie, ses conclusions et une analyse des développements récents dans ce domaine ont été présentés et débattus par les participants. La session de l'après-midi portait sur la coopération judiciaire avec les États tiers pour contrer les combattants étrangers. Les experts antiterroristes venant des Balkans occidentaux et de Turquie ont rejoint cette session et ont partagé leur expérience issue de leurs enquêtes et procès.

Les dossiers traités se sont principalement axés sur le terrorisme en tant que délit distinct, bien que dans certaines situations, l'infraction de meurtre pouvait également être relevée (2).

Les États membres les plus demandeurs ont été l'Espagne, les Pays-Bas, le Portugal et le Royaume-Uni, tandis que l'Allemagne, la France et la Belgique ont été les plus sollicités.

Combattants étrangers : le phénomène vu par Eurojust et la réaction de la justice pénale - rapport actualisé

En 2014, Eurojust a recueilli et analysé d'importantes informations pour actualiser le rapport classifié sur les combattants étrangers publié en 2013. Le rapport actualisé a identifié les défis découlant des enquêtes et les poursuites contre de potentiels combattants étrangers et rapatriés, les

Le manuel CBRN-E

Le manuel CBRN-E propose aux praticiens de l'UE un soutien légal spécialisé multisectoriel pour les enquêtes et poursuites liées aux crimes transnationaux impliquant des « substances chimiques, biologiques, radiologiques, nucléaires et explosives » (CBRN-E). Il offre un aperçu de la législation administrative et pénale européenne et internationale basique applicable aux substances CBRN-E, y compris aux déchets. Le manuel CBRN-E est actualisé tous les ans et partagé avec les acteurs externes concernés.

Protocole sur le financement du terrorisme

Le Protocole d'Eurojust sur le financement du terrorisme contient un récapitulatif des instruments et des normes judiciaires adoptés dans le but de lutter contre le financement du terrorisme, à un niveau international et européen, fournissant un résumé des dispositions prévues. Il représente également l'état d'avancement d'Eurojust en ce qui concerne sa participation à la coopération judiciaire dans le domaine de la lutte contre le financement du terrorisme. La première version du Protocole a été publiée par Eurojust en 2006. La quatrième version du Protocole a été publiée en 2014, faisant suite à d'autres mises à jour datant de 2008 et 2011.

Le Registre des condamnations pour terrorisme (TCM)

Depuis 2008, Eurojust publie régulièrement le TCM. Le TCM est un rapport interne classifié « LIMITÉ Eurojust », qui est basé sur des informations en accès libre et contient des données fournies par les autorités nationales dans le cadre de l'application de la décision 2005/671/JAI du Conseil. Il fournit un examen régulier des condamnations et acquittements liés au terrorisme à travers l'Union européenne ainsi que des informations analytiques et statistiques.

recruteurs et animateurs, et a souligné quelques pratiques nationales pertinentes.

Le rapport contient les réflexions d'Eurojust au sujet des méthodes possibles pour améliorer certains mécanismes et outils, en vue de renforcer l'efficacité de l'Union européenne et des politiques pénales nationales en réponse au phénomène. Le rapport a été adopté par le Collège et classifié en tant que RESTREINT à l'UE et Eurojust.

Eurojust a contribué au TE-SAT 2014 en fournissant des données sur les condamnations et peines pour terrorisme dans les États membres et des modifications adéquates dans les législations nationales concernant le terrorisme.

2.1.9 THB

Les dossiers traités par Eurojust liés à la TEH ont enregistré une baisse à la fois du nombre d'enquêtes enregistrées (71) et du nombre de réunions de coordination (12). Le nombre d'ECE mises en place pour des sujets liés à la TEH est passé de 15 à 18 par rapport à 2013.

L'exploitation sexuelle est, comme en 2013, le type de TEH le plus fréquent, et apparaît le plus souvent en tant qu'infraction isolée, bien que parfois associée à l'appartenance à une organisation criminelle (12).

La Bulgarie, le Royaume-Uni et la Roumanie ont été les États membres les plus demandeurs, tandis que la Roumanie, l'Allemagne et l'Italie ont été les plus sollicités.

En 2012, Eurojust a initié un projet stratégique intitulé *L'action d'Eurojust contre la traite d'êtres humains* (le projet TEH). Le projet TEH a identifié et examiné les raisons sous-jacentes au faible nombre de poursuites pour TEH dans

l'Union européenne et les problèmes dans la coopération judiciaire lors des enquêtes pour TEH. Il a également analysé la valeur ajoutée de l'implication d'Eurojust dans les enquêtes pour TEH et a identifié d'autres actions qu'Eurojust pourrait effectuer pour aider les États membres à traduire en justice les trafiquants d'êtres humains de manière efficace.

Eurojust supervise les progrès réalisés dans la mise en œuvre du plan d'action et a préparé un [rapport intermédiaire d'évaluation](#) de ses résultats. Ce rapport sera examiné lors d'une réunion stratégique relative à la TEH qui sera organisée par Eurojust en 2015.

Afin d'informer des activités d'Eurojust dans ce domaine, une [page web dédiée au projet TEH](#) a été créée en avril et peut être consultée sur le site internet d'Eurojust. La page contient un certain nombre d'éléments importants relatifs au projet, [tels que le rapport et le plan d'action du projet stratégique d'Eurojust et le rapport](#) de la [réunion stratégique de 2012](#).

Le 17 octobre, à l'occasion de la 8^{ème} Journée européenne contre la traite d'êtres humains, la Commission européenne a publié le *Rapport intermédiaire sur la mise en œuvre de la stratégie de l'UE vers l'éradication de la traite d'êtres humains 2012-2016*. Ce rapport intermédiaire contient une annexe incluant un *Rapport sur les opérations communes dans le domaine de la traite d'êtres humains* rédigé par sept agences JAI (CEPOL, le BEAA, Europol, Eurojust, FRA, Frontex et l'EIGE) entre octobre 2012 et octobre 2014.

En tant que suite du rapport de la Commission, et dans le but de le compléter, les agences JAI ont conjointement présenté un document énumérant les opérations principales développées individuellement par les agences dans le domaine de la TEH durant cette période. Un exemple d'une telle opération commune est le Module CEPOL sur la TEH qui a été préparé avec le soutien de Frontex, Europol, Eurojust, FRA et EIGE et a été mis en ligne sur le site du CEPOL fin mars 2013.

Exemple de dossier

Des enquêtes aux Pays-Bas, en Belgique et en Hongrie ont révélé qu'un groupe d'individus d'origine hongroise était impliqué dans la prostitution forcée aux Pays-Bas et en Belgique. Le réseau promettait à des femmes hongroises d'origine Rom des emplois bien payés et organisait leur voyage vers les Pays-Bas et la Belgique. À leur arrivée, les victimes étaient forcées à se prostituer. La plupart de leurs gains étaient reversés aux membres du réseau et transférés en Hongrie.

Cette enquête a été initiée par les Pays-Bas dans le cadre du projet EMPACT sur la TEH en 2013, qui a donné des résultats positifs en 2014. Alors que tous les États membres requis (la Belgique, la Hongrie, l'Allemagne, l'Autriche et le Royaume-Uni) ont participé à la première des quatre réunions de coordination tenues en 2013, il est ensuite clairement apparu que seuls les liens avec la Belgique et la Hongrie étaient suffisamment solides pour ouvrir des enquêtes dans ces États membres.

Quatre réunions de coordination ont été organisées à Eurojust. Des réunions dites « de niveau II » se sont déroulées, avant et après les réunions de coordination, afin d'informer les bureaux nationaux impliqués des précédentes enquêtes néerlandaises et celles à venir, et de discuter de la possibilité d'une ECE.

Lors de la troisième réunion de coordination, le projet d'accord relatif à une ECE a été examiné, ainsi que la disposition des parties impliquées à signer l'accord. Le point de contact Phoenix d'Europol a fourni aux participants des rapports croisés des réunions de coordination. Des réunions opérationnelles ont également été organisées à Europol afin d'identifier un groupe de cibles prioritaires sur lesquelles les enquêtes devaient se focaliser. Durant la dernière réunion de coordination en décembre 2013, l'accord relatif à une ECE a été signé par les Pays-Bas, la Belgique et la Hongrie. L'ECE a reçu un financement d'Eurojust en 2014.

En février 2014, une réunion bilatérale de niveau II a été convoquée entre les bureaux néerlandais et britanniques pour assurer le bon déroulement de l'enquête de l'ECE. Une victime potentielle du trafic était sur le point de voyager vers le Royaume-Uni et d'être contrôlée à la frontière. En contactant la police britannique pour s'assurer que le contrôle à la frontière ne serait qu'une procédure habituelle, le bureau britannique a dissipé les craintes exprimées lors de la réunion selon lesquelles le contrôle pourrait compromettre l'enquête.

Les 12 et 13 mars, une journée d'opérations s'est déroulée en Hongrie et en Belgique et a donné lieu à six perquisitions de domicile simultanées. Une grande quantité d'espèces en monnaie locale, sept voitures de luxe, des bijoux, des téléphones portables, des passeports et d'autres preuves significatives ont été saisis. Deux suspects ont été arrêtés en Hongrie et huit en Belgique. L'enquête était en encore cours en 2014.

2.2 Assistance d'Eurojust dans d'autres domaines de criminalité

2.2.1 Blanchiment d'argent

Bien que le blanchiment d'argent ne fasse pas partie des domaines prioritaires de criminalité d'Eurojust pour la période 2014-2017, il représente encore 220 des enquêtes enregistrées à Eurojust, ce qui représente une nette augmentation par rapport aux chiffres enregistrés en 2013 (193), et confirme l'évolution croissante du travail opérationnel d'Eurojust dans ce domaine, qui a commencé en 2012 (144). Les enquêtes pour blanchiment d'argent sont généralement traitées conjointement avec des infractions connexes telles que la fraude (84) ou la participation à une organisation criminelle (52). Cependant, elles ciblent aussi le blanchiment d'argent en tant qu'infraction distincte et isolée (71). Les États membres les plus demandeurs ont été la France, l'Espagne et l'Italie. L'Espagne a été l'État membre le plus sollicité, suivi par l'Allemagne et le Royaume-Uni.

2.2.2 Criminalité environnementale

Le nombre d'enquêtes traitant de criminalité environnementale enregistré à Eurojust (5) a diminué par rapport à 2013 (8). Ces enquêtes ont traité les crimes environnementaux en tant qu'infractions isolées (3), ou en association avec de la fraude (1) et du commerce illicite (1). Dans le domaine de la criminalité environnementale, les Pays-Bas, l'Allemagne, la République Tchèque et la Suède ont été les États membres les plus demandeurs. Parmi les États membres les plus sollicités, on retrouve la France, la Grèce, l'Irlande, la Lettonie, les Pays-Bas et la Pologne.

En novembre, Eurojust a publié le [Rapport sur le Projet stratégique relatif à la criminalité environnementale](#). Ce rapport résume les conclusions du Projet stratégique relatif à la criminalité environnementale lancé en 2013 par Eurojust. Il souligne les principaux problèmes rencontrés par les autorités nationales dans les poursuites contre les crimes environnementaux et tente de présenter des suggestions pour surmonter certaines difficultés, notamment celles liées à la coopération transfrontalière, en accordant une attention particulière au trafic illégal de déchets, au trafic d'espèces menacées et à la pollution des eaux de surface. Le rapport décrit également les diverses structures organisationnelles nationales pour lutter contre la criminalité environnementale et bénéficier de l'expertise des États membres.

En avril, Eurojust a contribué à la communication de la Commission sur l'approche de l'UE contre le trafic de faune sauvage en donnant son opinion à la Direction générale de l'environnement.

2.2.3 Piraterie maritime

Suite à la publication du premier numéro du Registre judiciaire relatif à la piraterie maritime (MPJM) d'Eurojust en juillet 2013, le Collège a approuvé le prolongement du MPJM et a décidé d'ouvrir un dossier associant tous les États membres, spécifiquement conçu pour traiter de ce sujet.

La prochaine édition du MPJM devrait être publiée en avril 2015. En accord avec les objectifs fixés lors de sa première édition, le MPJM vise à offrir un outil pour aider les praticiens à résoudre les problèmes résultants des enquêtes et des poursuites pour des infractions liées à la piraterie.

Eurojust a interagi avec plusieurs acteurs clés dans le cadre du travail préparatoire pour le prochain MPJM, en vue de collaborer et de suivre le travail des organismes régionaux et internationaux compétents qui luttent activement contre la piraterie maritime. Ces organismes incluaient le Service européen pour l'action extérieure (SEAE), le Collège européen de sécurité et de défense (CESD), les Nations Unies, Interpol, et le Groupe de contact contre la piraterie au large des côtes somaliennes (CGPCS), qui était présidé par l'Union européenne en 2014.

2.2.4 Point de contact d'Eurojust chargé de la protection des mineurs

Vingt-neuf enquêtes dans lesquelles des enfants sont victimes ont été enregistrées. Ces enquêtes avaient généralement un lien avec des infractions telles que des images pédopornographiques (7) et des enlèvements (7). Le Royaume-Uni et l'Espagne ont été les États membres les plus demandeurs, tandis que l'Allemagne, la Roumanie, la France et la Grèce ont été les États membres les plus sollicités.

La détermination d'Eurojust à lutter contre la maltraitance des enfants sous toutes ses formes est renforcée par le travail du point de contact responsable de la protection des mineurs. Le point de contact est chargé de représenter Eurojust dans les domaines liés à la protection de l'enfance vis-à-vis des autorités nationales, des organismes d'application des lois et d'autres organismes nationaux ou internationaux actifs dans le domaine de la protection de l'enfance. Dans ce cadre, le point de contact a assisté à la conférence d'experts *SOS Enfants dans l'UE : Sauver les vies menacées des enfants disparus*, tenue au Parlement européen, et a participé à la conférence *Avocats d'Europe sur l'enlèvement d'enfants par leurs parents*, qui s'est déroulée à La Haye.

Le rôle du point de contact implique de conseiller et de soutenir l'utilisation par les bureaux nationaux d'Eurojust d'outils et de mesures conçus spécifiquement pour les enquêtes et poursuites criminelles concernant des enfants, telles que la protection de témoin/victime et la base de données d'Interpol sur les enfants disparus.

L'opération BlackShades : enquête de l'année

BlackShades était une organisation développant et vendant des logiciels malveillants (« malware ») qui permettait à ses acheteurs d'infecter les ordinateurs, et de prendre à distance le contrôle des ordinateurs infectés, et d'effectuer des attaques informatiques par déni de service distribué (DDoS), entre autres. Une enquête du FBI a révélé l'existence de liens avec plusieurs États membres. Les malwares peuvent être utilisés de plusieurs façons. Prenons pour exemple un jeune homme néerlandais de 18 ans qui a infecté au minimum 2 000 ordinateurs en contrôlant les webcams de ses victimes, dans le but de prendre en photos des femmes et des jeunes filles.

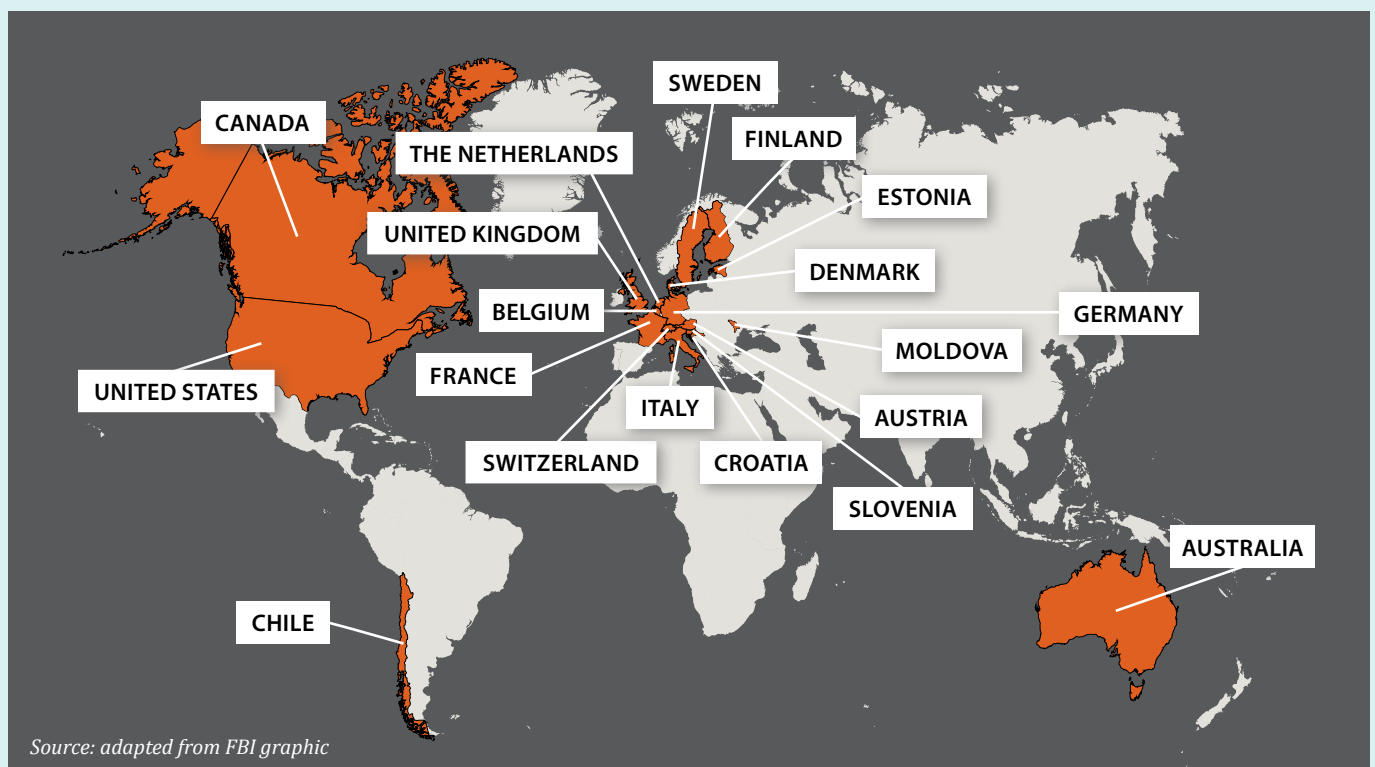
Eurojust a été approché par l'intermédiaire du procureur néerlandais qui, concernant cette enquête, était en contact avec le FBI et le Bureau du procureur américain. Alors que les autorités américaines essayaient d'arrêter le serveur BlackShades, elles n'avaient pas l'intention de lancer des poursuites contre les suspects étrangers aux États-Unis. Compte tenu du fait que les autorités judiciaires et de répression avaient ciblé les créateurs, les vendeurs et les utilisateurs du logiciel malveillant BlackShades dans 16 États au cours de l'enquête internationale, la valeur ajoutée de la coopération judiciaire était évidente. Les Pays-Bas avaient ouvert une enquête en novembre 2013 et une réunion de coordination avait été organisée le même mois. Trois autres réunions de coordination ont eu lieu en janvier, avril et juillet 2014.

L'objectif de la première réunion de coordination était de vérifier quels États pouvaient prendre des mesures judiciaires contre des suspects identifiés et d'étudier la possibilité d'une approche judiciaire commune parmi les États impliqués. Bien que la réunion ait été organisée avec un préavis très court, les autorités des Pays-Bas, des États-Unis, de Roumanie, de Belgique, d'Allemagne, de France et les représentants de l'EC3 à Europol ont participé à la réunion. Certains États avaient mené leurs propres enquêtes sur les malwares et avaient reconnu la nécessité d'une coopération judiciaire au niveau international. Il était évident que d'autres États que ceux participants à la réunion étaient affectés, et ils ont donc été invités aux réunions ultérieures.

Les autorités américaines se trouvaient à un stade avancé de leurs enquêtes et lors de cette première réunion, elles ont communiqué leur plan en deux étapes: le démantèlement de l'organisation BlackShades et le retrait international du serveur pour arrêter la vente du logiciel. La réunion de coordination a été bénéfique aux enquêtes américaines en aidant à identifier 20 clients de l'organisation BlackShades.

Les enquêtes menées par les États membres participants se trouvaient à différents stades, il fallait donc du temps pour aligner les efforts des différentes autorités nationales. Plusieurs États ont indiqué, alors que certains suspects avaient été identifiés, qu'ils avaient besoin de plus d'infor-

Coopération internationale dans le dossier BlackShades



mations pour pouvoir ouvrir une enquête ou pour compléter les données déjà disponibles. Les participants à la réunion ont été informés que des suspects, non seulement aux États-Unis, mais également dans les États membres, étaient connus pour, ou étaient liés à d'autres infractions de cybercriminalité. Pour l'un des États membres, la seule détention d'une copie du *malware* était grave, alors que pour un autre État membre, la simple détention du logiciel n'était pas assez grave, et il a fallu démontrer que le logiciel avait été créé principalement pour être utilisé illégalement.

L'enquête a abouti à une opération commune de deux jours en mai 2014, coordonnée par Eurojust via un centre de coordination à Eurojust, soutenue par EC3. Pendant



les deux journées d'opérations, 359 perquisitions ont été effectuées dans le monde entier, et 97 personnes ont été arrêtées. Plus de 1100 dispositifs de stockage de données soupçonnés d'être utilisés

dans des activités illégales ont été saisis, y compris des ordinateurs de bureau, des ordinateurs portables, des téléphones portables, des routeurs, des disques durs externes et des clés USB. Des quantités importantes d'argent liquide, d'armes à feu illégales et de drogues ont été saisies. Les autorités ont réussi à saisir le domaine du site Internet de BlackShades. Les États qui ont entrepris ces opérations sont les Pays-Bas, la Belgique, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la Finlande, l'Autriche, l'Estonie, le Danemark, l'Italie, la Croatie, les États-Unis, le Canada, le Chili, la Suisse et la Moldavie.

Eurojust a aidé les États impliqués en fournissant des aperçus de l'avancement des enquêtes dans chaque État et en apportant une assistance judiciaire. Les représentants d'Europol et du FBI étaient présents au centre de coordination mis en place à Eurojust, et EC3 a fourni un soutien analytique en temps réel. EC3 s'est également engagé à soutenir le suivi et l'identification des victimes, tout comme à promouvoir des solutions techniques pour protéger les ordinateurs contre ce *malware*.

Le procureur néerlandais en charge du dossier ainsi que l'assistant du représentant des Pays-Bas ont conjointement commenté les résultats positifs complétés : « L'opération BlackShades est un bon exemple de la mise en pratique de la coopération judiciaire transfrontalière. L'internet n'est



Lodewijk van Zwieten et Koen Hermans

pas un environnement sûr pour les criminels. Ce dossier, qui rassemble tant d'États membres et d'États tiers, ayant pour but commun d'arrêter les attaques informatiques à venir, illustre le potentiel des actions communes internationales et montre la voie aux efforts communs futurs. Nous sommes très satisfaits du résultat. »

En se basant sur les rapports de réunions et l'évaluation réalisée à la suite des journées d'opérations communes, certains défis judiciaires et pratiques, qui ont eu une influence sur le délai et le résultat de l'enquête, ont pu être détectés. Lors de cette enquête, de nombreuses leçons et bonnes pratiques ont été identifiées.

Problèmes judiciaires et pratiques

- Un défi rencontré tout au long du dossier était le fait que les enquêtes des États participants se trouvaient à différents stades : lors de la première réunion de coordination, il a semblé évident que certains États avaient besoin d'au moins deux mois supplémentaires pour obtenir de plus amples informations concernant les actes prétendument délictueux.
- Étendre l'enquête à un grand nombre d'États et couvrir le plus d'actes criminels possibles présentent des avantages qui doivent être comparés aux inconvénients de retards et d'essoufflement dans les États où les enquêtes étaient à un stade plus avancé.
- Au début de l'enquête menée par Eurojust, certains États avaient besoin de compléter leurs données par le biais d'entraides judiciaires afin d'avoir suffisamment de preuves pour poursuivre l'enquête à un niveau national.
- Certains États étaient limités par le fait que la seule détention du logiciel n'était pas suffisante pour entamer des poursuites judiciaires contre le suspect. Il leur fallait des preuves démontrant que le *malware* avait causé des dommages et que les victimes avaient été identifiées. D'autres voulaient la preuve que le logiciel avait été créé principalement à des fins illégales.
- Plusieurs États ont indiqué qu'ils avaient rapidement besoin d'informations pour leurs investigations afin de se conformer aux conditions de conservation des données, qui variaient selon les États et variaient suivant que la demande concernait uniquement les adresses IP ou également d'autres données.
- Dans certains États, plusieurs enquêtes concernant BlackShades ont été ouvertes, ce qui a rendu la coordination de l'enquête difficile. Par exemple, en France, où aucun procureur national en charge de la cybercriminalité n'existe, la coordination devait



L'enquête aboutit à un centre de coordination de deux jours tenus à Eurojust en mai 2014. Photo © Eurojust

être partagée entre les huit juridictions inter-régionales spécialisées, qui représentent 161 districts de poursuites.

- ▶ Dans certains cas, une autorisation pour publier un communiqué de presse est requise par plus d'une autorité. La vigilance des points de contact concernés et une communication rapide ont permis la publication du communiqué de presse en temps voulu.

Enseignements

- ▶ À l'époque, deux journées d'opérations communes semblaient être la méthode adéquate pour atteindre les meilleurs résultats possibles. Cependant, compte tenu de la propagation rapide des informations sur Internet, il serait préférable de synchroniser le calendrier des perquisitions, des saisies et des arrestations pour les opérations futures, plus particulièrement lorsqu'il s'agit d'opérations à grande échelle.
- ▶ L'importance de recueillir des informations sur les victimes et la perte financière causée par le *malware* a été soulignée, tout comme le fait de sanctionner les cas de cybercriminalité, particulièrement aux États-Unis, est motivé par les victimes et les pertes.
- ▶ Au lieu de se concentrer uniquement sur les mesures répressives, le Royaume-Uni a entrepris une action préventive de grande envergure pour dissuader les petits acheteurs de BlackShades d'être impliqués dans la cybercriminalité. Cette action a consisté à envoyer des courriers électroniques ainsi que des lettres d'avertissement à environ 500 acheteurs, et l'Agence nationale contre le crime (NCA) ainsi que des policiers ont rendu visite à environ 100 acheteurs pour les mettre en garde.

Bonnes pratiques

- ▶ Lors de la première réunion de coordination, les participants ont souligné les effets positifs de l'organisation d'une réunion au niveau judiciaire au début de l'enquête, compte tenu du fait que la plupart des

décisions des États membres concernant les perquisitions, les saisies et les arrestations sont prises au niveau judiciaire. Une coordination judiciaire rapide a permis de trouver une approche commune entre tous les États membres afin d'assurer une quantité raisonnable d'informations relatives aux condamnations dans plusieurs États membres.

- ▶ La distribution des sujets de discussion avant la réunion de coordination a été perçue comme un avantage pour la productivité et l'aboutissement concret de la réunion.
- ▶ Pour rationaliser et simplifier les perquisitions et les interrogatoires en rapport avec le *malware* en question, un interrogatoire / guide de perquisition du FBI a été distribué par Europol aux autorités participantes via son Application de réseau sécurisé d'échange d'informations (SIENA). En raison des complications liées au rassemblement de preuves dans les cas de cybercriminalité, ce guide s'est révélé être très utile.
- ▶ Le compte rendu tenu après le centre de coordination a été utile pour identifier les bénéfices de ce moyen de coordination et tirer des leçons de la coopération lors des journées d'opérations communes.
- ▶ L'évaluation de l'enquête lors de la réunion finale a démontré que l'analyse de la situation judiciaire dans les États participants par Eurojust au début de l'enquête était bénéfique pour les résultats de l'enquête. Cette analyse a permis aux autorités nationales d'arriver préparées aux réunions de coordination.
- ▶ Une lettre des autorités néerlandaises, transmise par Eurojust, confirmant que les informations fournies dans ce dossier pouvaient être utilisées en tant que preuves dans les poursuites judiciaires, a été considérée comme un renfort bienvenu pour les poursuites en cours dans plusieurs États participants.
- ▶ La volonté de partager des informations entre les États participants a largement contribué aux impressionnants résultats du dossier et a été considérée comme un facteur clé pour les futurs cas de cybercriminalité.

2.3 Les Partenaires d'Eurojust

2.3.1 Europol : partenaire de coopération

Eurojust et Europol ont poursuivi leurs efforts pour renforcer la coopération et l'échange d'informations, comme stipulé dans leur [Accord de 2009](#) et comme prévu par le Traité de Lisbonne, dans lequel le rôle de coordination d'Eurojust est basé sur « les informations fournies par les États membres et Europol ».

Coopération opérationnelle

Eurojust a impliqué Europol dans 44 dossiers et 98 réunions de coordination tenues à Eurojust. L'augmentation importante du nombre de réunions de coordination Eurojust auxquelles Europol a assisté (75 en 2013) démontre que les efforts entrepris par Eurojust pour renforcer les liens opérationnels ont été récompensés. Ces efforts comprenaient également l'échange régulier et mutuel de listes de réunions opérationnelles organisées à Europol et de réunions de coordination organisées à Eurojust.

De plus, Eurojust a mis en place une politique conçue pour informer de l'avancement du traitement des demandes d'Europol (formulées via SIENA) afin de recouper les données personnelles concernant les enquêtes en cours avec toutes les données du CMS. Cette politique a été reçue positivement par le JSB.

Eurojust a contribué à l'Évaluation provisoire de la SOCTA 2015, à la SOCTA et au TE-SAT et a activement participé à l'élaboration et la rédaction du cycle politique du MASP 2014-2017 et aux PAO. Voir section 2.1.

Eurojust a également suivi l'opération Archimède en septembre et a assisté aux séances d'informations quotidiennes à Europol. L'opération Archimède était une opération internationale commune de répression à grande échelle, qui ciblait la grande criminalité organisée dans l'Union européenne, y compris la TEH, le trafic de drogues et le trafic d'armes à feu.

Eurojust a passé de nouveaux accords, notamment avec le *Focal Point* d'Europol sur les armes à feu, portant à 21 le nombre total de ces accords. Des procédures sont en cours pour associer Eurojust avec des *Focal Points* relatifs au terrorisme, aux gens du voyage, à la corruption sportive et au recouvrement des avoirs.

Coopération stratégique

Les représentants d'Eurojust et d'Europol ont continué à organiser régulièrement des réunions au niveau opérationnel et managérial, au cours desquelles des sujets tels que l'utilisation de SIENA, l'échange d'informations, la coopération dans

l'EC3, la coopération avec l'Unité anti-terroriste d'Europol, le financement des ECE et l'association aux *Focal Points* ont été abordés, tout comme le projet de règlement d'Europol. De plus, les responsables d'Europol ont participé aux séminaires stratégiques Eurojust et les représentants d'Eurojust ont participé aux réunions des chefs des unités nationales d'Europol. Plusieurs séances du programme d'échange de personnel Europol-Eurojust ont été organisées en 2014 pour informer les participants sur la structure et les fonctions, et les sensibiliser aux services fournis par les deux organisations.

Le Rapport commun annuel de 2013 (voir le doc. du Conseil 11305/14) sur la coopération entre Eurojust et Europol a été présenté au Conseil et à la Commission le 24 juin.

2.3.2 OLAF : partenaire de coopération

La coopération entre Eurojust et l'OLAF est régie par l'[Accord pratique sur les modalités de coopération](#) de 2008. Eurojust et l'OLAF ont continué à coopérer pour lutter contre la fraude, la corruption et d'autres infractions affectant les intérêts financiers de l'Union européenne et ont échangé régulièrement des résumés de dossiers, et la liste des dossiers communs Eurojust - OLAF.

Coopération opérationnelle

Eurojust et l'OLAF ont travaillé conjointement sur quatre enquêtes et Eurojust a enregistré trois enquêtes supplémentaires en rapport avec des dossiers déjà traités par l'OLAF les années précédentes. L'OLAF a participé à trois réunions de coordination portant sur des dossiers d'escroquerie, de fraude aux droits d'accises, de fraude douanière et de corruption. La légère hausse du nombre d'enquêtes et de réunions de coordination par rapport à 2013 (respectivement 2 et 1) démontre que la coopération des deux agences bénéficie d'un échange régulier d'informations opérationnelles (résumés d'enquêtes et liste des dossiers communs).

Coopération stratégique

Début 2014 a eu lieu une réunion bilatérale entre le Président d'Eurojust et le Directeur de l'OLAF. Cette réunion a été l'occasion de discuter de dossiers pratiques d'intérêt commun et de parvenir à un accord général en faveur de l'échange des résumés d'enquêtes, comme indiqué dans le point 5 de l'Accord pratique.

Les réunions régulières de l'équipe de liaison ont continué en 2014. Ces réunions servent de plateforme pour concevoir et formaliser les termes de l'échange des résumés

més d'enquêtes. Elles se concentrent sur l'organisation de séances de formation supplémentaires pour les enquêteurs de l'OLAF, en raison des retours positifs reçus après la première séance de formation tenue en décembre 2013.

2.3.3 Coopération des agences JAI

Deux contributions communes ont été publiées par les neuf agences JAI (CEPOL, Bureau européen d'appui en matière d'asile, Institut européen pour l'égalité entre hommes et femmes, OEDT, Eurojust, Europol, FRA, [Frontex](#) et l'Agence de l'Union européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle) : le nouveau programme pluriannuel JAI, *Considérations générales communes par les agences JAI*, a été publié en février (voir le doc. du Conseil 7313/14) et a identifié les questions transversales d'intérêt commun et la façon dont la coopération inter-institutions peut aider à la mise en place efficace de nouvelles orientations. Un se-

cond communiqué commun, [*Des orientations stratégiques aux actions : la contribution des agences JAI au développement concret de l'espace de liberté, de sécurité et de justice dans l'UE*](#), a été publié en novembre et est disponible sur le site Internet d'Eurojust. Ce second communiqué résume le rôle et le soutien d'Eurojust dans la mise en place des priorités et des objectifs de l'UE dans l'Espace de liberté, de sécurité et de justice de l'Union européenne. Ces documents ont été soumis à la Commission européenne, au Parlement européen et au Conseil de l'Union européenne.

Eurojust et les autres agences JAI ont également contribué à une consultation publique concernant la *Stratégie de sécurité intérieure* renouvelée pour 2015-2020. Le rapport final sur les activités des agences JAI en 2014 et son tableau de bord (voir le doc. du Conseil 16286/14) ont été présentés au COSI en décembre. Eurojust a continué à échanger son programme de travail avec les autres agences JAI.

Eurojust et la formation

Les orientations stratégiques du Conseil, adoptées en juin, soulignent la nécessité d'améliorer la formation pour les praticiens et l'importance de former, entre autres, les procureurs, les juges, les juristes et les policiers comme un élément crucial pour l'établissement d'une relation de confiance.

Eurojust a contribué à la formation via des protocoles d'accord avec le [CEPOL](#) (2010) et [REFJ](#) (2008). De plus, Eurojust a organisé des séminaires thématiques lors desquels les praticiens ont partagé leurs expériences et leurs bonnes pratiques.

La coopération entre Eurojust et REFJ dans le domaine de la formation judiciaire a continué. Onze procureurs/juges de Bulgarie (2), de République Tchèque, d'Allemagne, d'Estonie, d'Espagne, de Hongrie, d'Autriche, de Pologne et de Slovénie (2) ont participé au programme de formation à long terme à Eurojust et au travail quotidien des Bureaux nationaux de leur pays d'origine. En juillet, le juge Postulski, Secrétaire général du REFJ, a visité Eurojust. Eurojust et REFJ ont convenu de l'importance de l'expérience pratique acquise lors du programme d'échange de trois mois. Eurojust et REFJ se sont également accordés sur une entente commune pour des visites d'études de courte durée (une semaine) et leur réintroduction en 2015.

De plus, les membres des Bureaux nationaux ont participé activement à six séminaires REFJ dans le cadre du Projet I de Justice Pénale, *Coopération judiciaire internationale en matière pénale mise en pratique: simulations de MAE et d'entraide judiciaire*. Ces séminaires réussis, organisés en Allemagne, Bulgarie, Chypre, France, Italie et Slovaquie sont fondés sur le principe de « l'apprentissage par la pratique ». Des exemples de cas pratiques sont fournis pour atteindre un niveau élevé de confiance mutuelle parmi les procureurs et juges européens, ainsi qu'un renforcement de la culture judiciaire commune, conduisant à une administration de la justice plus efficace dans les poursuites transfrontalières de l'UE.

Le travail a été achevé avec le CEPOL sur le Programme commun concernant Eurojust. L'objectif de ce module de formation est de mieux comprendre les bénéfices de l'implication d'Eurojust dans les enquêtes et opérations transfrontalières, et donc la valeur ajoutée d'une étroite coopération entre les autorités judiciaires et les services de police pour une lutte efficace contre la grande criminalité transfrontalière.

Comme ce fut le cas pour les années précédentes, la coopération avec le CEPOL a conduit à l'organisation de plusieurs séminaires en ligne (« webinaires »). Eurojust a contribué, entre autres, aux cours sur l'immigration illégale, la protection de l'enfance, l'OCG mobile, le trafic de drogues, la fraude à la TVA et les ECE.

Le 3 novembre, Eurojust a signé un protocole d'accord avec l'Agence des droits [fondamentaux de l'UE](#) en marge de la réunion annuelle des responsables des Agences en matière de justice et d'affaires intérieures à Malte. Un protocole d'accord a également été signé avec [l'OEDT](#) le 15 juillet (voir section 2.2.5).

2.3.4 États tiers et organisations en dehors de l'Union européenne

Accords de coopération

En juillet, Eurojust a signé un [accord de coopération avec la République de Moldavie](#). Cet accord entrera en vigueur une fois que chacune des parties aura confirmé par écrit à l'autre partie que l'ensemble des procédures internes ont été appliquées. La conclusion d'un accord de coopération avec l'Ukraine a été déclaré comme une priorité. Eurojust a informé le Conseil de son plan pour entamer des négociations afin de conclure un accord de coopération avec le Monténégro.

Les échanges ont été poursuivis afin d'évaluer la mise en œuvre de la législation sur la protection des données et d'étudier la possibilité d'entamer des négociations concernant des accords de coopération avec l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, Israël, la Serbie et la Turquie.

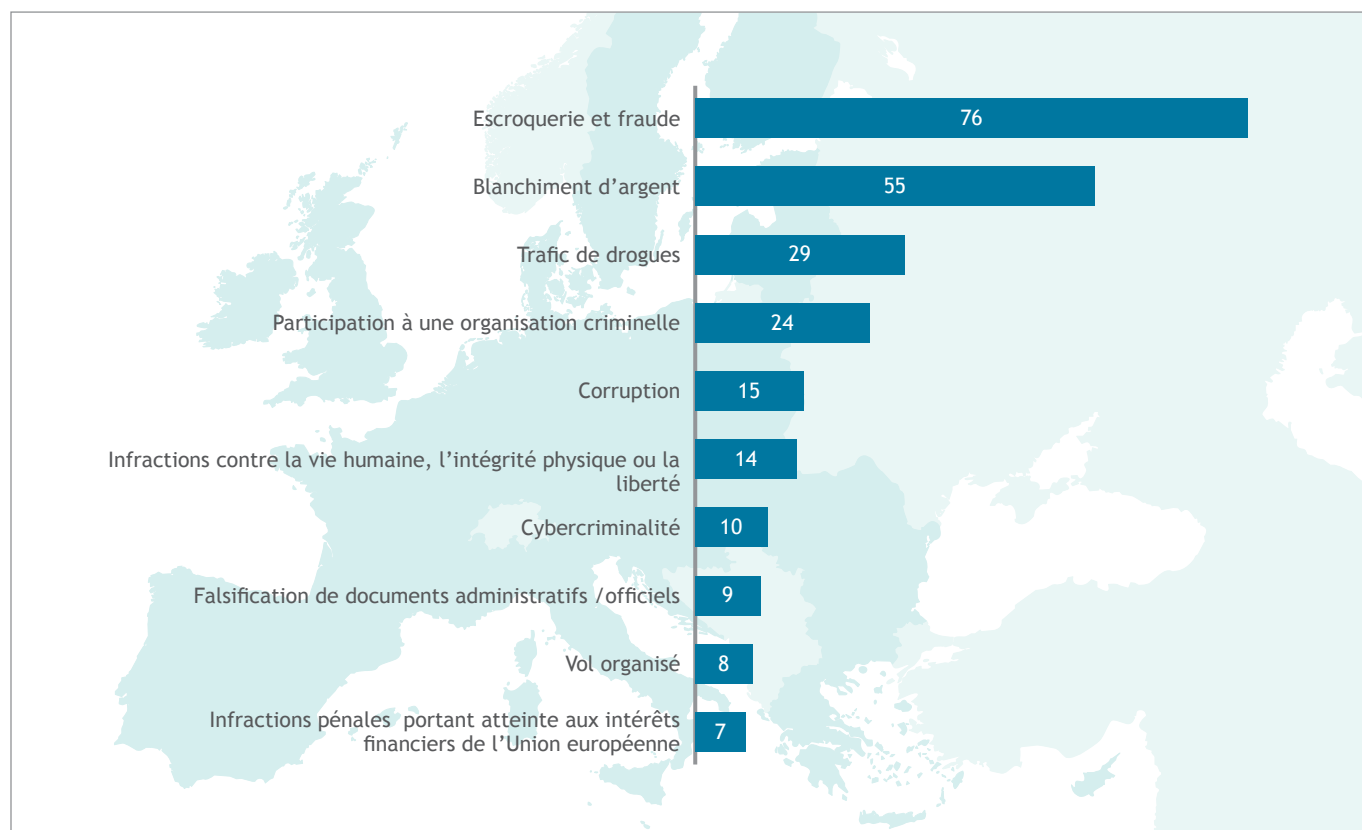
Dossier impliquant les États tiers

Eurojust a offert son assistance dans 208 enquêtes impliquant des États tiers. Dans ces enquêtes, les principaux types d'infractions étaient l'escroquerie et la fraude, le blanchiment d'argent, l'implication d'un groupe criminel organisé et le trafic de drogues. Les États tiers les plus fréquemment impliqués dans les enquêtes étaient la Suisse, la Norvège et les États-Unis et ceux les plus fréquemment impliqués dans les réunions de coordination Eurojust étaient les États-Unis (14), suivis par la Suisse (10), la Norvège (9) et l'Ukraine (6). Les États tiers ont été représentés au cours de 41 réunions de coordination organisées par Eurojust.

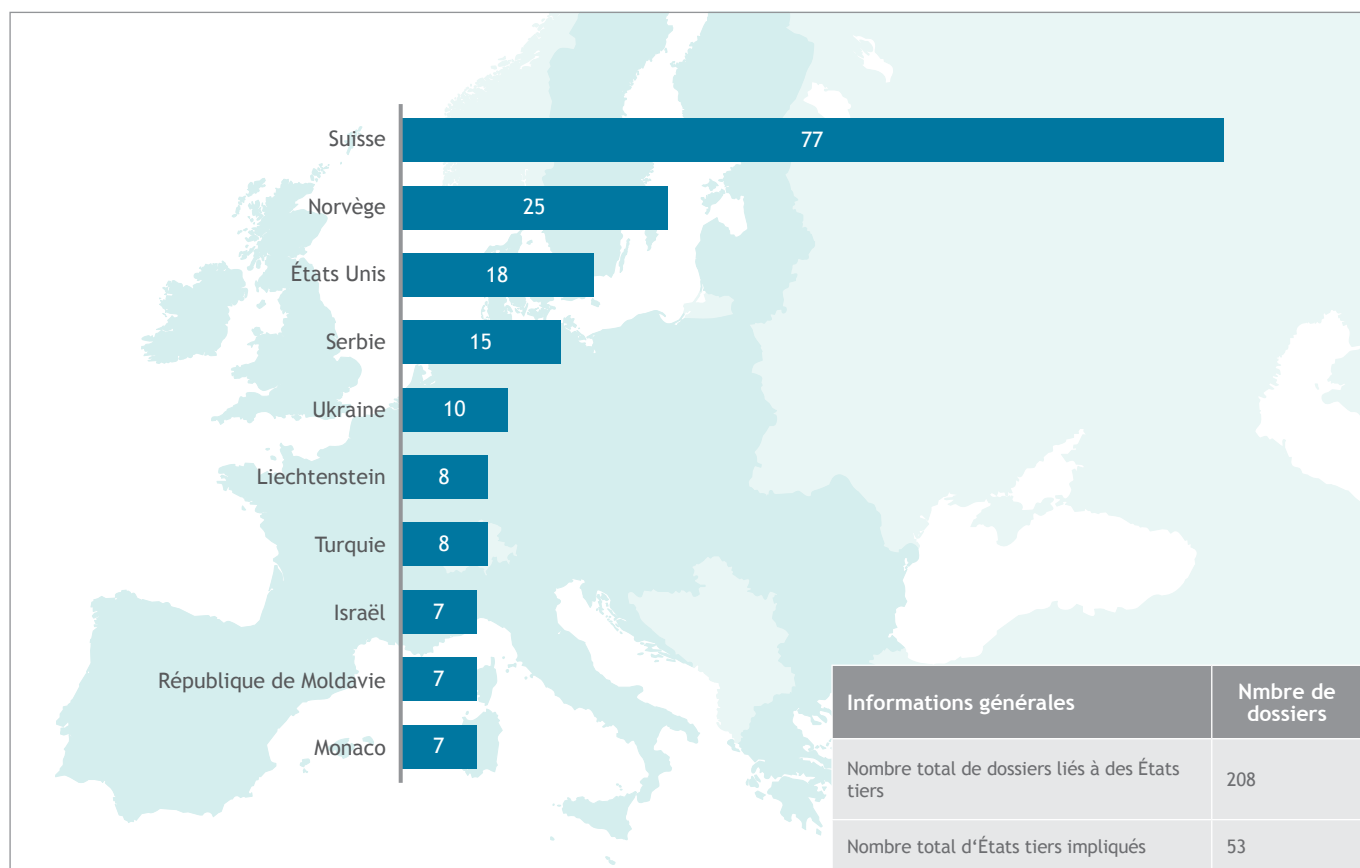
Procureurs de liaison détachés auprès d'Eurojust

La présence à Eurojust de procureurs de liaison originaires de Norvège et des États-Unis s'est avérée bénéfique : ils facilitent la coopération judiciaire entre les autorités compétentes des États membres et les États tiers concernés. En 2014, Eurojust et la Suisse se sont entendus pour qu'un procureur de liaison soit détaché auprès d'Eurojust et qu'il prenne ses fonctions en mars 2015. Le procureur de liaison de la Norvège a enregistré 52 dossiers qui concernent en majorité le trafic de drogues, la fraude fiscale et les homicides. Il a également organisé une réunion de coordination et a participé à neuf autres. Le procureur de liaison des États-Unis a participé à 14 réunions de coordination.

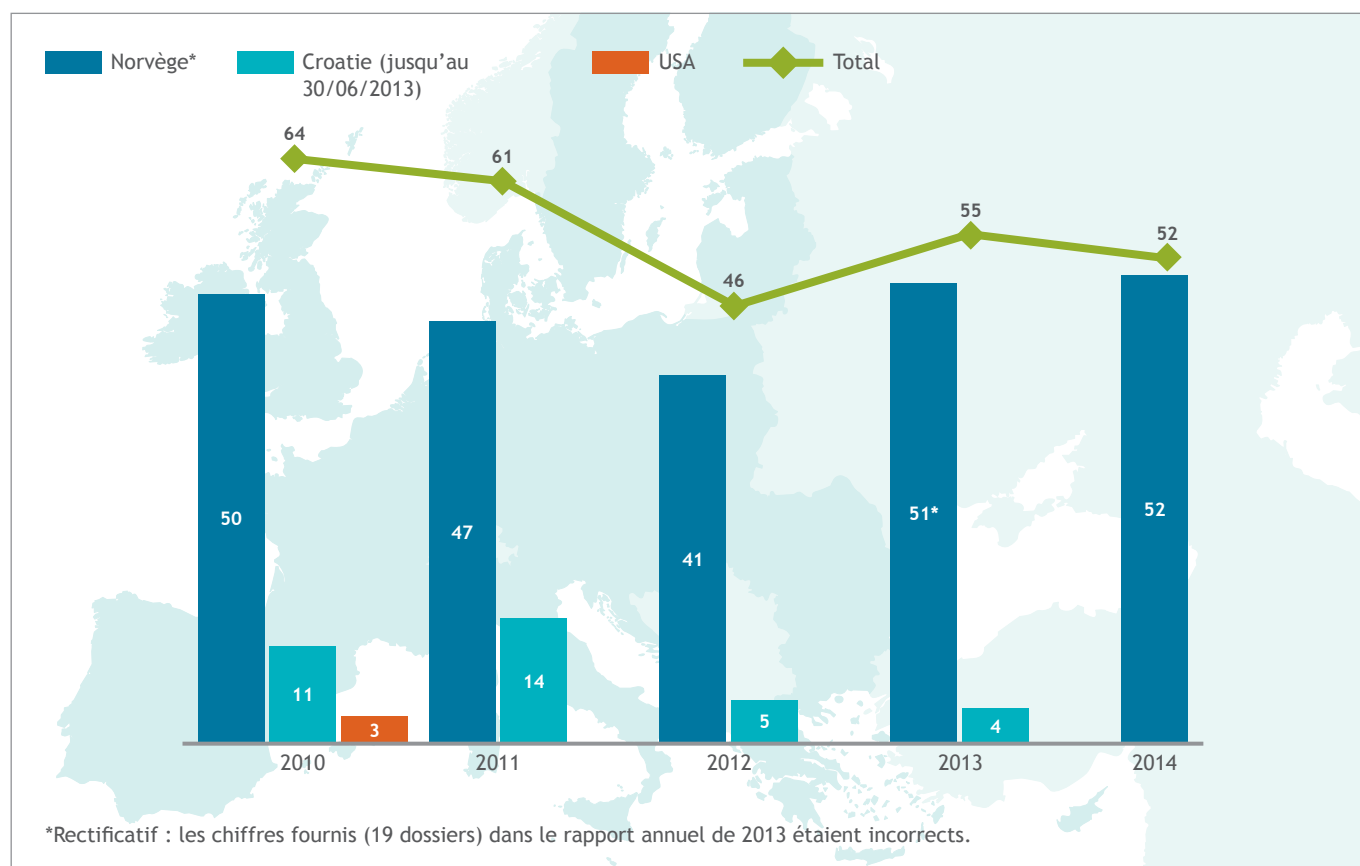
Principaux types d'infractions impliquant des États tiers



Liste des dix premiers États tiers impliqués dans les dossiers d'Eurojust



Dossiers ouverts par les procureurs de liaison de 2010 à 2014



Points de contact Eurojust dans les États tiers

La désignation de points de contact Eurojust dans les États tiers est un recours habituellement utilisé afin d'améliorer la coopération entre les États membres et les États tiers via Eurojust. Les points de contact sont habituellement désignés par les États tiers et occupent des fonctions au sein du Bureau du Procureur général ou d'un bureau local de Procureur, des tribunaux nationaux ou du Ministère de la justice, ou occupent des fonctions diplomatiques en dehors de leur pays. Actuellement, 32 États tiers ont désigné des points de contact Eurojust. En 2014, la Bolivie et le Pérou ont été ajoutés à ce réseau.

Assistance aux projets externes

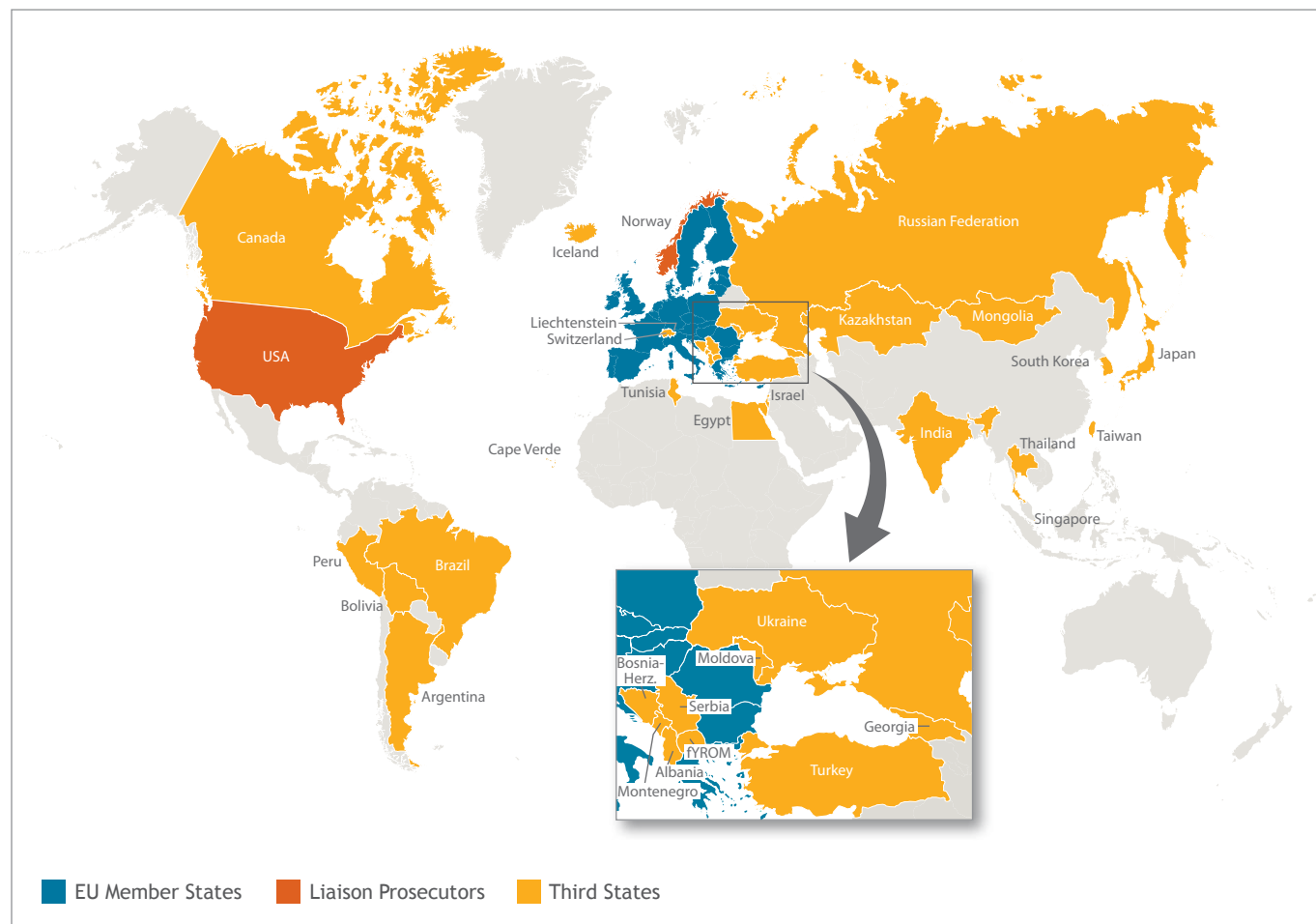
Eurojust a continué de soutenir les initiatives dans les Balkans occidentaux, y compris le projet de l'*International police association* (IPA) de 2010, financé par l'UE, *Lutter contre la criminalité organisée et la corruption : renforcer le réseau de procureurs*, jusqu'à la fin du projet en avril 2014. Dans le cadre de ce projet, une réunion a été organisée le 20 janvier entre Eurojust et ses points de contact des Bal-

Réunion avec les points de contact Eurojust et les procureurs de liaison désignés par les États membres

Les 16 et 17 octobre, Eurojust a tenu une réunion avec les points de contact Eurojust et les procureurs de liaison désignés par les États membres. L'objectif de la réunion était de discuter de la complémentarité, des synergies et de la coopération en échangeant des points de vue sur des exemples de cas, en faisant prendre conscience du rôle d'Eurojust dans des dossiers concernant des États tiers (y compris l'échange d'informations avec des États tiers), et en identifiant les méthodes possibles pour améliorer les méthodes de travail.

La réunion a rassemblé 17 points de contact Eurojust et 20 procureurs de liaison désignés par les États membres. Dix-huit États tiers étaient représentés. Un rapport sur les conclusions de la réunion est en cours de préparation.

Points de contact Eurojust



kans occidentaux. La formation de ces points de contact Eurojust récemment désignés a eu lieu à Eurojust le 3 avril. De plus, Eurojust a participé à plusieurs séminaires de formation sur la protection des données dans les Balkans occidentaux.

Eurojust s'était également impliqué dans le projet de lutte contre la TEH dans les Balkans occidentaux en améliorant l'utilisation des ECE au niveau local, et dans le projet régional de l'Organisation internatio-

nale pour les migrations, *Renforcer la lutte contre la traite des êtres humains et le trafic de migrants dans les Balkans occidentaux*. Voir section 2.2.9.

Eurojust a contribué au travail du Service européen pour l'action extérieure en fournissant des informations sur la coopération entre Eurojust et les États partenaires de la Politique européenne de voisinage (PEV) au niveau institutionnel et opérationnel.

Exemple de dossier

Au printemps 2013, les autorités tchèques et américaines ont contacté la police suédoise car elles soupçonnaient que des matériaux pédopornographiques produits en République tchèque s'étaient propagés aux États-Unis et dans d'autres États par l'intermédiaire de la Suède. Des enquêtes préliminaires ont été ouvertes en Suède pour pédopornographie aggravée et participation à l'exploitation sexuelle infantile aggravée à des fins pornographiques. L'enquête suédoise a révélé l'existence de suspects en Suède et en Espagne. En République Tchèque, les accusations criminelles se sont concentrées sur la TEH. Le mode opératoire était le suivant : les clients de contenu pornographique commandaient des coffrets « sur-mesure » de photos et de vidéos spécifiques. Les paiements étaient effectués par les clients via un intermédiaire en Suède, qui transférait ensuite l'argent aux photographes. Le format des contenus pédopornographiques était ensuite crypté en utilisant « cloud services ». Les méthodes de communication codées et les connaissances en matière de sécurité des suspects démontraient qu'une coopération judiciaire étroite entre les autorités nationales était cruciale pour identifier les erreurs éventuelles et les faiblesses des suspects dans l'organisation de leurs activités criminelles.

Conjointement à une réunion opérationnelle organisée à Europol dans le but d'échanger des informations policières, une réunion de coordination a été organisée à Eurojust. Ces réunions ont abouti à la mise en place d'une ECE entre la Suède et la République Tchèque financée par Eurojust. Les enquêtes communes ont établi que les contenus pédopornographiques avaient été plus largement diffusés, y compris en Espagne. La coopération judiciaire avec l'Espagne a commencé par la publication des demandes d'entraide judiciaire concernant un suspect identifié. L'Espagne a ensuite rejoint l'ECE, facilitant ainsi sa coopération avec les autres membres de l'ECE.

Après avoir eu recours à des mesures spéciales de surveillance et d'enquête (y compris l'analyse des transactions financières entre les suspects), une journée d'opérations communes a été organisée dans les États de l'ECE, mais aussi aux États-Unis et en France, où d'autres suspects avaient été identifiés. Huit personnes ont été arrêtées et une quantité importante de données a été récupérée et mise en sécurité. Suite à la journée d'opérations communes, les États participants qui étaient bloqués par des disques durs cryptés et le refus de coopérer des suspects ont mené des recherches pendant une longue période. Plusieurs demandes d'entraide judiciaire adressées à des États tiers ont été émises pour obtenir des informations sur l'utilisation de certains services numériques par les suspects.

Plusieurs réunions de coordination supplémentaires ont été organisées pour faciliter la coopération des actions effectuées dans les États membres et débattre sur les États les mieux placés pour poursuivre les suspects. Lors de ces réunions, les autorités de poursuite ont également évoqué la manière de réunir les preuves le mieux possible pour les procès à venir dans les différents États.

Une analyse plus poussée conduite par les autorités nationales au cours des enquêtes a conduit à des arrestations supplémentaires au Royaume-Uni, aux États-Unis, au Canada et en Russie. De plus, un nombre important d'enfants victimes des différents photographes ont été identifiés. Tous les procureurs et juges d'instruction impliqués se sont accordés pour affirmer que l'étroite coopération avec Eurojust et Europol était la clé du succès et des résultats atteints lors des phases initiales du dossier. Le dossier est en cours. Des procès ainsi qu'une analyse plus détaillée des conclusions sont attendus pour 2015.



Défis et bonnes pratiques



3.1 Introduction

Comme les années précédentes, Eurojust a continué de contribuer, à travers ses dossiers opérationnels et ses initiatives stratégiques, à identifier les défis et les bonnes pratiques en couvrant de nombreux aspects de la coopération judiciaire en matière pénale, de l'exécution des demandes d'entraide pénale, aux MAE, aux décisions de gel ou d'autres instruments donnant effet au principe de reconnaissance mutuelle.

Ces aspects peuvent également être en rapport avec un type d'infraction spécifique, une technique d'enquête spéciale ou la coopération avec des États tiers. L'objectif est d'améliorer la coordination et la coopération entre les autorités compétentes des États membres dans le cadre des enquêtes et poursuites pour lesquelles l'assistance d'Eurojust est possible.

Ce chapitre concerne les défis et les bonnes pratiques identifiés en ce qui concerne les livraisons surveillées, les nouvelles substances psychoactives (NSP) et les (pré)précurseurs, et le rassemblement et la recevabilité des éléments de preuve dans les dossiers de cybercriminalité.

3.2 Trafic de drogues

En 2014, les aspects judiciaires des livraisons surveillées transfrontalières et la coopération dans les dossiers impliquant les NSP et les (pré)précurseurs étaient deux des sujets du projet stratégique, [Améliorer le travail d'Eurojust dans les cas de trafic de drogues](#). Les bonnes pratiques et les obstacles rencontrés dans ces domaines durant la coopération judiciaire ont été rassemblés grâce à des questionnaires adressés aux autorités compétentes de tous les États membres. Les réponses aux questionnaires ont été analysées et abordées avec les praticiens lors de la réunion stratégique d'Eurojust sur le trafic de drogues, tenue les 29 et 30 septembre. Pour permettre au plus grand nombre de praticiens d'État membre d'avoir accès à ces réponses, les résultats ont été regroupés dans un [rapport](#).

Exemple de dossier

En 2013, l'aide d'Eurojust a été requise dans un dossier sur la TEH impliquant le Royaume-Uni et la Suède. Une ECE a été constituée en mars 2013 pour une période d'un an et une réunion de coordination a été tenue en avril 2013. En août 2014, les poursuites judiciaires commençaient à peine au Royaume-Uni, tandis que le procès avait déjà eu lieu en Suède. À ce stade du dossier, une autre réunion de coordination s'est tenue à Eurojust pour évaluer la coopération au sein de l'ECE et échanger des informations. L'utilisation des écoutes téléphoniques en Suède et la possibilité de les utiliser comme preuves au Royaume-Uni présentaient un intérêt particulier.

La discussion a souligné les différences existantes dans les règles de poursuite criminelle. Les écoutes téléphoniques sont autorisées en Suède par une décision judiciaire à la demande du procureur. Les appels téléphoniques interceptés sont retranscrits et rapportés au tribunal et sont ensuite lus à haute voix ou écoutés lors des poursuites judiciaires. La durée de conservation des données était encore plus importante dans cette enquête. À la clôture d'une enquête, les contenus non utilisés dans l'enquête préliminaire doivent être détruits. En règle générale, dès qu'une enquête est clôturée, les autorités suédoises ont pour obligation de révéler par écrit à la défense la période d'écoute et les numéros de téléphone interceptés.

Au Royaume-Uni, l'utilisation d'écoutes téléphoniques comme preuve est inhabituelle. Les autorités britanniques voulaient savoir si les informations obtenues par les autorités suédoises via les écoutes téléphoniques pouvaient être utilisées comme preuves par un tribunal du Royaume-Uni. Les réunions de coordination à Eurojust ont facilité la discussion sur ce problème, et une solution a été proposée : un policier ou un représentant légal suédois pourrait présenter les éléments de preuve devant le tribunal britannique. D'une part, il pourrait témoigner du fait que l'écoute ait été appliquée légalement et mise en œuvre techniquement en toute légalité, et, d'autre part, que les contenus enregistrés provenaient d'une mesure dûment autorisée. Les autorités suédoises ont envisagé cette proposition comme une solution réalisable. Bien qu'aucune décision concrète n'ait été prise, la possibilité et les avantages d'un déplacement des autorités britanniques en Suède pour écouter le contenu des écoutes téléphoniques ont également été considérés. À la fin de l'année 2014, la nécessité d'examiner le contenu des écoutes était encore discutée.

Livraisons surveillées

Les analyses et discussions ont souligné d'importantes disparités entre les systèmes judiciaires des États membres concernant l'autorisation et l'exécution de livraisons surveillées. Ces différences constituent souvent des obstacles pour la coopération judiciaire, particulièrement en ce qui concerne : (i) l'autorisation de livraisons surveillées lorsque le suivi ou le délai d'envoi de la drogue est inconnu ; (ii) l'obtention d'une autorisation pour placer des appareils GPS sur les véhicules soupçonnés de transporter de la drogue ; (iii) l'identification des autorités compétentes dans les autres États membres ou l'obtention de leur autorisation ; (iv) la substitution de substances inoffensives par des drogues illégales ; (v) le report des saisies de drogue ; (vi) le déploiement transfrontalier d'agents infiltrés ; (vii) la recevabilité des éléments de preuve rassemblés dans le cadre de livraisons surveillées ; (viii) l'implication des informateurs ; (ix) le déploiement de policiers armés dans les autres États membres ; et (x) le partage d'informations déclassifiées recueillies dans le cadre de livraisons surveillées. La coopération avec les États tiers concernant les livraisons surveillées peut souvent s'avérer problématique et l'usage des livraisons surveillées par les ECE est limité.

Les solutions pour faire face à ces problèmes comprenaient : une communication accrue et une confiance mutuelle entre les autorités compétentes des États membres, une harmonisation des législations sur les livraisons surveillées, une désignation des autorités compétentes et une clarification des exigences judiciaires concernant les livraisons surveillées dans tous les États membres, le rassemblement de réflexions sur un ensemble d'exigences unifié en rapport avec les livraisons surveillées, une participation accrue de la part d'Eurojust et d'Europol dans les opérations transfrontalières (particulièrement dans l'organisation de réunions opérationnelles et de réunions de coordination), une identification des points de contact pour les livraisons surveillées dans les États membres, une analyse des informations ainsi qu'une assistance judiciaire, stratégique et technique.

Le point de réflexion n° 1 du rapport portera sur le fait de savoir si une demande d'entraide pénale est un prérequis pour obtenir l'autorisation de livraisons surveillées dans les États membres. Il comportera une liste des autorités et, le cas échéant, des principaux points de contact pouvant autoriser les livraisons surveillées dans les États Membres.

NSP et (pré)précurseurs

Suite à l'analyse des dossiers en rapport avec les trafics de drogues rapportés à Eurojust, de sérieuses difficultés concernant les poursuites judiciaires des affaires de drogues synthétiques impliquant les NSP et les (pré)précurseurs ont été identifiées, tout particulièrement lorsque l'usage de ces

substances n'est pas réglementé au niveau européen/international. Dans ces dossiers, la législation et les approches diffèrent souvent d'un État membre à un autre, provoquant ainsi des problèmes récurrents de coopération judiciaire.

D'autres difficultés spécifiques rencontrées par les praticiens répondant au questionnaire d'Eurojust ont un rapport avec l'identification des nouvelles substances et le manque de compétences techniques en lien avec le manque de connaissances.

Les personnes interrogées ont identifié les approches possibles d'une situation dans laquelle une substance en particulier n'est pas considérée par la loi comme un précurseur de drogue, mais où une indication est présente que la substance est produite ou importée dans l'optique de fabriquer des drogues (de synthèse). Dans cette situation, les poursuites judiciaires sont toujours possibles dans plusieurs États membres sur la base de « l'approche analogique », ou en considérant que la fabrication de ces substances est un « acte préparatoire » à la perpétration d'une infraction de production de drogues.

Dans certains États membres, les poursuites judiciaires en lien avec les NSP reposent sur le droit médical. Au cours d'un atelier de la réunion stratégique, d'autres possibilités de poursuites ont été explorées, y compris le recours au droit administratif (ex : le retrait des permis des magasins), à la législation relative à la protection des consommateurs, et à la législation sur la sécurité alimentaire. Des exemples de bonnes pratiques ont également été évoqués, comme l'inscription des NSP sur une liste provisoire durant un mois puis sur une liste officielle après cette période d'essai. Plusieurs personnes interrogées ont souligné l'importance du partage des connaissances entre les États (ex : rapports médico-légaux et jugements).

Le point de réflexion n° 2 du rapport abordera des informations concernant des jugements récents et un aperçu des dispositions nationales et des approches concernant les NSP et les (pré)précurseurs dans les États membres.

De plus, les difficultés rencontrées dans les poursuites judiciaires par les autorités nationales concernant des précurseurs de drogues non-réglementés ont été soulignées lors de la 8ème réunion du Forum consultatif. Un membre du Forum a fait prendre conscience de la menace causée par la dispersion en Europe d'un précurseur de drogue particulier non réglementé utilisé à grande échelle pour la fabrication de méthamphétamine dans un État membre. En même temps, une demande a été adressée à tous les membres du Forum consultatif pour soutenir l'initiative d'inscrire ce précurseur de drogue dans la catégorie des substances classifiées comme prévu par le cadre juridique de l'UE concernant les précurseurs de drogues.

3.3 Cybercriminalité

Rassemblement et recevabilité des éléments de preuve dans les enquêtes de cybercriminalité

Il est nécessaire de faire la distinction entre renseignements et preuves au sens strict du terme au sujet de la recevabilité des éléments de preuve recueillis, soit par le secteur privé, soit par des mesures d'investigation spécifiques non autorisées dans l'un ou l'autre des États membres. En effet, certains renseignements permettent d'ouvrir une enquête mais ne peuvent pas faire office de preuve auprès d'un tribunal.

L'échange transfrontalier de données peut s'avérer problématique pour les enquêtes et poursuites dans les affaires de cybercriminalité en raison des différences de pratiques existantes entre les États membres (du fait que la mise en application de la Convention sur la cybercriminalité du Conseil de l'Europe STCE no. 185 ne soit pas uniforme). Certains États requièrent une ordonnance du tribunal et d'autres une demande d'entraide pénale pour obtenir des renseignements qui seraient stockés sur le serveur d'un autre État. La question de la compétence a été soulevée concernant les informations stockées « sur le cloud ».

Dans le but de surmonter ces difficultés, une interprétation extensive de la législation en vigueur peut s'avérer utile. En effet, la compétence pourrait être exercée en fonction de l'emplacement physique du dispositif facilitant l'accès aux données pertinentes. On peut aussi observer différentes approches des États membres concernant les outils judiciaires à utiliser afin de rassembler des preuves stockées sur un ordinateur. Dans certains États membres, il est possible de recueillir ces preuves lors d'une perquisition, qui nécessiterait une ordonnance du tribunal dans certains cas. Les méthodes utilisées par les procureurs afin de rassembler informations contenues sur un « chat » diffèrent. Une fois de plus, différentes approches sont suivies par les États membres : certains envisagent de se référer à la loi régissant les télécommunications et ont besoin de compter sur une ordonnance du tribunal, alors que d'autres nécessitent l'intervention d'un procureur (et pas nécessairement d'un juge).

En général, le contact direct et en particulier l'échange spontané d'informations entre les autorités compétentes (tel que prévu dans l'article 26 de la Convention sur la cybercriminalité), peut être très utile pour surmonter et clarifier ces difficultés.

Des problèmes peuvent également survenir lorsque des entreprises privées détiennent des données relatives au contenu, tout particulièrement si le siège de l'entreprise est situé dans un État tiers. Cela engendre généralement de longues procédures pour rassembler les informations pertinentes, et entrave par la suite l'enquête et les poursuites judiciaires des affaires de cybercriminalité, notamment en raison de la volatilité de telles données. Dans de telles circonstances, avoir un seul point de contact pour communiquer avec ces entreprises dans un État membre peut faciliter la coopération. De plus, cela peut être utile si le siège de l'entreprise dans un État tiers autorise officiellement ses filiales dans les États membres à répondre directement aux requêtes des procureurs. De par leur nature, et le rôle crucial des entreprises privées, les autorités doivent toujours envisager la possibilité d'une approche multidisciplinaire pour l'enquête et les poursuites judiciaires des affaires de cybercriminalité.

L'utilité des ECE (surtout si elles sont mises en place au début de l'enquête) tout comme la nécessité d'impliquer des procureurs dès le début de chaque enquête (particulièrement si les saisies sont en jeu) ont été soulignées et permettent de faciliter la recevabilité des preuves auprès des tribunaux. De même, Eurojust peut venir en aide aux autorités nationales, surtout lorsqu'elles sont impliquées dès le début de l'enquête, comme lorsque des enquêtes vont être ouvertes dans d'autres États membres ou même dans des États tiers, et soutenir les autorités nationales des États membres dans la coordination d'enquêtes parallèles.

Le rassemblement et la recevabilité des éléments de preuve dans les enquêtes de cybercriminalité faisaient également partie des sujets abordés avec les praticiens des États membres lors du séminaire Eurojust, *Cybercriminalité : relever les défis du 21^{ème} siècle*, tenu les 19 et 20 novembre. Voir aussi section 2.2.6.



Priorité de l'année pour Eurojust :
le Mandat d'arrêt européen

Le fait que le MAE soit la priorité d'Eurojust cette année n'est pas un hasard. En 2014, Eurojust a continué de contribuer, à la fois au niveau opérationnel et stratégique, à l'application rapide de cet instrument qui donne effet au principe de reconnaissance mutuelle. Le fonctionnement du MAE était également un sujet de réflexion pour l'UE en 2014. Eurojust a cherché à marquer les presque 10 ans de son application et a contribué au débat en organisant un séminaire stratégique, en coopération avec la présidence grecque de l'UE, intitulé *Le Mandat d'arrêt européen : quelle est la marche à suivre ?*

En 2014, 266 dossiers concernant l'amélioration de l'exécution des MAE ont été enregistrés à Eurojust, représentant 14,5% du total des dossiers. Le Bureau britannique a fait le plus grand nombre de requêtes, suivi par les Bureaux polonais et bulgare. Le Bureau britannique a également reçu le plus grand nombre de requêtes, suivi par les Bureaux italien et espagnol.

Le Collège a traité deux problèmes généraux relatifs à l'application du MAE. Le premier était lié à l'application de l'article 3(2) de la Décision-cadre 2002/584/JAI sur le Mandat d'arrêt européen (Décision-cadre au MAE) (motifs de non-exécution obligatoire du MAE). La collecte d'informations judiciaires et pratiques suite au non-retrait d'un mandat des bases de données respectives du Système d'informations Schengen (SIS) II et d'Interpol s'avérait problématique lorsqu'une enquête, concernant une personne faisant l'objet d'un MAE ou d'une demande d'extradition, était finalement traitée par des procédures pénales survenues dans un autre État membre après des faits similaires.

Le second problème concernait la collecte d'informations pratiques et judiciaires sur la mise en place dans les États membres de l'article 24 Décision-cadre relative au MAE (remise ajournée ou conditionnelle). La question était de savoir si cette disposition avait été complètement mise en place et, si oui, de connaître les conditions imposées par les autorités judiciaires des États membres pour autoriser une « extradition temporaire ».

Eurojust a continué à jouer un rôle important dans l'amélioration de la coopération entre États membres en matière pénale (article 3(1) (b) de la Décision Eurojust), particulièrement en : i) facilitant l'exécution des MAE et l'échange d'informations entre les autorités nationales ; ii) mettant en place des voies de communication entre les autorités nationales afin de clarifier les applications divergentes au niveau national des dispositions de la Décision - cadre relative au MAE ; iii) clarifiant les exigences légales des autorités d'émission et d'exécution ; iv) donnant des conseils sur l'élaboration des MAE avant leur émission et pendant leur reformulation ; et v) coordonnant l'émission

et l'exécution des MAE et en contribuant à la prévention d'éventuels conflits de compétence.

Certains problèmes judiciaires et pratiques rencontrés par Eurojust dans les dossiers de MAE en 2014 ont concerné :

- i) les difficultés liées à des interprétations divergentes et l'application concrète de la règle de spécialité (article 27, paragraphes 2, 3(g) et 4 de la Décision-cadre relative au MAE) dans les cas où, suite à une extradition, un État membre tiers exige l'interrogatoire de la personne extradée par l'État membre d'émission, mais que ce dernier refuse au motif que le consentement pour effectuer cet « interrogatoire du suspect » doit être demandé par l'État membre d'exécution, alors que pour l'État membre tiers « l'interrogatoire » du suspect ne représente pas des « poursuites », ainsi le consentement n'est pas considéré comme nécessaire ;
- ii) d'autres problèmes associés à la règle de spécialité (article 27(4) de la Décision-cadre relative au MAE) dans les cas où, suite à une extradition, l'État membre d'émission demande le consentement de l'État membre d'exécution en vertu de l'article 27(4) de la Décision - cadre relative au MAE pour permettre au premier la mise en examen en urgence (le délai de prescription arrivant) de la personne extradée pour une infraction distincte, et l'autorisation de renvoyer cette personne en jugement pour cette autre infraction ; le consentement ayant été refusé, des discussions sont en cours pour vérifier les recours à disposition de l'État membre d'émission pour au moins permettre la suspension du délai de prescription pour les poursuites ;
- iii) les problèmes liés aux exigences prévues par les lois de certains États membres pour interroger la personne concernée avant l'émission d'un MAE, et les difficultés survenant lorsque l'État membre menant l'enquête et celui où se trouve le suspect connaissent tous deux l'emplacement de ce dernier mais ne peuvent pas encore l'arrêter ;
- iv) les différentes interprétations du type de garantie prévu par l'article 5(3) de la Décision-cadre relative au MAE (le retour d'une personne dans l'État membre d'exécution pour exécuter la peine prononcée dans l'État membre d'émission) requises par l'État membre d'exécution, et un conflit connexe pour savoir quel État membre (d'émission ou d'exécution) prendra ensuite en charge les coûts liés au retour après le jugement (vous trouverez ci-après différentes opinions sur la base juridique applicable : Décision-cadre relative au MAE, Décision-cadre 2008/909/JAI sur l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements dans les affaires criminelles imposant des peines de prisons ou des mesures impliquant la privation de liberté aux fins de leur exécution dans l'Union européenne) ;

- v) les problèmes liés au retrait d'un MAE si les raisons du retrait ne sont pas claires pour l'État membre d'exécution, et si des efforts et ressources considérables ont déjà été fournis pour l'exécution du MAE ;
- vi) la question de proportionnalité lorsqu'un MAE est émis pour un nouveau procès concernant un délit mineur ; et
- vii) les problèmes liés à la protection des droits fondamentaux, à savoir si les conditions carcérales sont adaptées aux personnes souffrant de troubles mentaux, et l'état de préparation de l'État membre émetteur pour fournir des informations supplémentaires sur les garanties liées aux conditions carcérales.

Eurojust a également continué à assister de plus en plus les États membres concernant les MAE en concurrence (article 16(2) de la Décision-cadre relative au MAE). De par cette disposition, les autorités judiciaires d'exécution peuvent demander à Eurojust de fournir des conseils sur le lieu d'extradition d'une personne faisant l'objet de plusieurs MAE émis par au moins deux États membres. En 2014, Eurojust a officiellement dû fournir de tels conseils dans quatre dossiers. Lors des réunions de coordination d'Eurojust, Eurojust a fourni des conseils et des expertises à un stade précoce, que ce soit par des négociations ou en contact direct avec les autorités concernées. Les réunions de coordination sont un élément essentiel car elles permettent des discussions sur l'état d'avancement et les problèmes existants dans une enquête, l'établissement d'accords de stratégie, tel que la priorité des MAE et, dans le cas où des enquêtes et des poursuites sont effectuées parallèlement pour la même infraction, elles permettent de conclure des accords pour empêcher les problèmes liés au principe *ne bis in idem* et les conflits de compétence.

Compte tenu des dépassements de délais dans l'exécution des MAE, l'article 17(7) de la Décision-cadre relative au MAE dispose que, en cas de circonstances exceptionnelles, si un État membre ne peut respecter les délais prévus par l'article 17, il doit en informer Eurojust et fournir les raisons de ce retard. En 2014, 123 dépassements de délais ont été enregistrés à Eurojust. Six de ces cas nécessitaient des mesures supplémentaires. Pour la cinquième année consécutive, l'Irlande a rapporté le plus grand nombre d'infractions. D'autres dossiers ont été envoyés par la République Tchèque, l'Espagne, la Lettonie, la Bulgarie, la Croatie et le Royaume-Uni.

Eurojust a produit un *Rapport sur les dossiers traités par Eurojust en lien avec le MAE* couvrant la période 2007-2013. Le rapport a été adressé au Conseil de l'Union européenne et à la Commission européenne, et concernait le rôle d'Eurojust dans le domaine du MAE, à la fois au niveau opérationnel et stratégique, et les problèmes pratiques et judiciaires identifiés par Eurojust dans l'appli-

Séminaire stratégique sur le MAE

Le 10 juin, en coopération avec la Présidence grecque de l'UE, Eurojust a organisé un séminaire stratégique intitulé *Le Mandat d'arrêt européen : quelle est la marche à suivre ?*, en association avec la 7^{ème} réunion du Forum consultatif tenue le 11 juin par le Procureur général de la Grèce avec le soutien d'Eurojust. L'objectif de ce séminaire était d'encourager les praticiens du droit à échanger leurs opinions sur les problèmes rencontrés et les bonnes pratiques en lien avec le fonctionnement du MAE, en prenant en compte le rôle d'Eurojust, qui facilite la mise en place rapide et le bon fonctionnement du MAE. Des participants de tous les États membres, des institutions de l'UE et d'Eurojust ont assisté à l'événement.

Les conclusions des quatre ateliers organisés lors du séminaire sur les MAE : i) le champ d'application et le contenu du MAE ; ii) les motifs de non reconnaissance et les garanties ; iii) la procédure de remise ; et iv) les effets de la remise, ont été présentés lors de la réunion du Forum consultatif du 11 juin, et ont servi de base pour un débat ultérieur entre les membres du Forum consultatif. Les conclusions générales des membres du Forum consultatif en ce qui concerne le MAE sont les suivantes : i) le MAE est un instrument modèle pour l'espace de justice pénale de l'UE, il a grandement contribué à la mise en place d'un Espace de liberté, de sécurité et de justice, et doit servir d'exemple pour d'autres instruments de reconnaissance mutuelle ; et ii) malgré une évaluation globalement positive du MAE, son fonctionnement reste à

cation du MAE, liés au champ d'application et au contenu du MAE, aux motifs de non reconnaissance et des garanties, à la procédure de remise, et aux effets de la remise (Voir le doc. du Conseil 10269/14). Eurojust a également rédigé une *Note sur les communications à Eurojust des dépassements de délais dans l'exécution des MAE* (article 17(7) (première phrase) de la Décision-cadre relative au MAE). La note a été adressée au Conseil de l'Union européenne et à la Commission européenne (voir le doc. du Conseil 10270/14). En se basant sur l'expérience acquise par les Bureaux nationaux d'Eurojust concernant le rapport de telles infractions par les autorités nationales, la note traite des services qu'Eurojust peut fournir, au niveau opérationnel et stratégique, pour encourager les États membres à se conformer à leur obligation d'informer Eurojust de telles infractions ainsi que d'en indiquer les raisons, et répond aux principaux problèmes identifiés liés à ces notifications.

améliorer, et les problèmes résolus au cours des ateliers seront mieux traités par l'utilisation d'instruments juridiques non-contraignants et le développement de moyens pratiques plutôt que par des changements législatifs.

Concernant le rôle d'Eurojust, les membres du Forum consultatif ont conclu qu'Eurojust a joué et doit continuer à jouer un rôle primordial dans l'application du MAE en i) améliorant la compréhension mutuelle des systèmes judiciaires des États membres, et en stimulant et en facilitant la consultation entre les États membres ; ii) coordonnant et fournissant des informations judiciaires pertinentes aux autorités nationales ; et iii) en aidant à traduire les MAE.

D'après une autre conclusion, le rôle d'Eurojust en tant que centre d'expertise judiciaire et pratique dans le domaine des MAE doit être valorisé.

Eurojust a également développé des instruments utiles pouvant aider les praticiens dans les cas de MAE complexes, comme par exemple *Les lignes directrices d'Eurojust en cas de MAE concurrents* (publiées dans le Rapport annuel de 2004 d'Eurojust), et continuera de fournir des informations actualisées sur la jurisprudence européenne, les questions constitutionnelles et les problèmes pratiques récurrents liés à l'application du MAE.

Le rapport du séminaire et les conclusions de la 7^{ème} réunion du Forum consultatif ont été publiés comme document du Conseil 13581/14 et sur le site Internet d'Eurojust.

Exemple de dossier

L'Italie a émis un MAE pour un ressortissant tunisien qui avait précédemment été condamné dans une affaire de trafic de drogues en 2009 et 2010. L'individu a été arrêté et retenu dans un aéroport en Belgique en mars 2014. Après l'arrestation, la Belgique a reçu un autre MAE, émis par le Luxembourg. Ce MAE a été émis dans le cadre d'une enquête sur un trafic d'héroïne, de cocaïne et de cannabis en 2013 et 2014. Le Bureau belge à Eurojust a été tenu d'apporter son aide quant à la question de savoir lequel des deux MAE concurrents devait être prioritaire dans cette situation, et un dossier a été ouvert à l'égard de l'Italie et du Luxembourg.

Il fallait répondre à la question tout en gardant à l'esprit que l'individu par le MAE italien avait été condamné en Italie et que la décision était devenue définitive, et que les autorités luxembourgeoises avaient des raisons de croire que cette personne dirigeait une organisation criminelle mise en place pour vendre des drogues. Le refus de remettre le suspect au Luxembourg a été perçu comme une menace pour l'enquête et un facteur important dans la détermination du rôle de chaque personne impliquée dans cette organisation.

Une demande formelle de la part du parquet judiciaire belge a été envoyée à Eurojust en vertu de l'article 16(2) de la Décision-cadre relative au MAE. Une réunion de niveau II a été tenue entre les Bureaux nationaux belge, italien et luxembourgeois, et Eurojust a dû donner des conseils sur la priorité à accorder à l'un des MAE. L'assistance judiciaire était urgente, compte tenu du fait que la décision du tribunal belge concernant le MAE italien devait être transmise dans les jours suivant la réception de la demande. L'avis d'Eurojust sur les MAE concurrents a été dûment émis. En se basant sur les faits de cette enquête, Eurojust a recommandé que l'individu concerné soit d'abord extradé vers le Luxembourg. Ensuite, l'individu en question pourrait être remis par le Luxembourg à l'Italie afin d'y purger sa peine de prison, en vertu de l'article 28 D-C relative au MAE.

Le Tribunal de première instance de Bruxelles, tout comme la Cour d'appel, a donné la priorité au MAE émis par les autorités luxembourgeoises. Eurojust a fourni une assistance supplémentaire dans le dossier en facilitant le MAE italien envoyé aux autorités luxembourgeoises afin de s'assurer que la personne recherchée pouvait être remise à l'Italie par le Luxembourg.



EAW Strategic Seminar, 10 June 2014



Freezing & Confiscation Strategic Seminar, 11 December 2014





Administration d'Eurojust



Soutien pour le travail opérationnel et stratégique

L'administration d'Eurojust soutient les travaux du Collège et du Conseil de direction d'Eurojust. En 2014, 28 réunions opérationnelles du Collège et 10 réunions du Conseil de direction ont eu lieu. À la fin de l'année, les effectifs d'Eurojust s'élevaient à environ 260 titulaires de poste.

Les Bureaux nationaux sont aidés dans le traitement des affaires, et dans la préparation et le déroulement des réunions de coordination et des centres de coordination, notamment par l'émission de notes d'enquêtes préalables, d'autres notes d'enquêtes ou de rapports d'analyse, de documents du centre de coordination, d'analyses de jugements, ainsi que d'informations judiciaires, d'opinions et de conseils sur l'application des instruments de coopération judiciaire. En 2014, une assistance a été fournie à la rédaction des premiers chapitres du Manuel explicatif et des Directives sur les fichiers manuels, adoptés par le Collège pour améliorer et harmoniser les pratiques internes d'Eurojust dans le domaine du travail opérationnel.

De plus, l'administration offre un soutien direct à la mise en œuvre des projets stratégiques d'Eurojust, tels que ceux améliorant le travail d'Eurojust dans les enquêtes pour trafic de drogues ou dans le projet stratégique de TEH. L'administration soutient le Collège dans l'organisation, la conception et le déroulement des séminaires stratégiques d'Eurojust, des réunions et des réunions tactiques, ainsi que des réunions semestrielles du Forum consultatif. Elle apporte son soutien en fournissant un avis d'expert aux partenaires et institutions de l'UE, y compris sur le Cycle d'élaboration des politiques de l'UE.

Par ailleurs, l'administration soutient le Collège dans ses activités pour renforcer la coopération entre Eurojust et les partenaires JAI, les États tiers et les organisations internationales. Un soutien pour les développements futurs d'Eurojust est également fourni : en 2014, l'administration a aidé le Collège à contrôler et analyser les négociations en cours concernant les projets de règlement d'Eurojust, d'Europol et du Parquet européen et à élaborer les avis et contributions d'Eurojust s'y rapportant.

Budget et personnel

Le budget d'Eurojust pour 2014 s'élevait à 33,6 millions d'euros. La performance financière s'est appuyée sur la tendance continuellement encourageante avec une exécution budgétaire moyenne de 98,0% ces quatre dernières années. En 2014, Eurojust a atteint un taux d'exécution budgétaire de 99,8%. Conformément aux exigences de l'autorité budgétaire selon lesquelles le



Klaus Rackwitz, Administrative Director



Alfredo García Miravete, Operational Support



Mike Moulder, Budget, Finance & Procurement



Alinde Verhaag, Case Analysis



Jacques Vos, Corporate Services



Nikolaos Panagiotopoulos, Human Resources



Jon Broughton, Information Management



Catherine Deboyser, Legal Service



Diana Alonso Blas, Data Protection



Ulf Bergström, Press & PR



Carla Garcia Bello, College Secretariat



Ola Löfgren, EJP Secretariat



Matevž Pezdirc, Genocide Network Secretariat



Vincent Jamin, JITS Network Secretariat



nombre de postes doit être réduit de 5%, Eurojust a identifié quatre postes vacants désignés à cet effet en 2014, conformément à la stratégie de l'organisation de ne pas résilier les contrats de travail actuels pour réaliser cette réduction.

Collège et Conseil de direction

Le Collège a procédé à une évaluation interne sur la mise en place des mesures adoptées en 2013 afin d'améliorer l'efficacité et l'efficience de son travail. L'évaluation a été positive : le nombre de réunions plénières du Collège a été réduit et le temps consacré aux affaires du Conseil de direction a considérablement diminué ; et l'organisation des activités du Collège, l'utilisation de procédures de consultation préparatoires pour permettre d'exprimer ses opinions par écrit et l'utilisation des procédures écrites de prise de décision ont été améliorées.

Nouveaux locaux d'Eurojust

Les travaux dans les nouveaux locaux d'Eurojust ont progressé en 2014, avec la conclusion du contrat « Construire et Entretenir » courant sur 15 ans (plus une prorogation de cinq ans). Au cours du quatrième trimestre, les premiers travaux sur le terrain et le projet de décoration intérieure ont été lancés en interne avec l'implication de tous les titulaires de poste d'Eurojust.

Rapport d'activité annuel consolidé

Le Rapport d'activité annuel consolidé de 2014 du Directeur administratif, préparé au moment de la publication de ce rapport annuel, comprend des informations supplémentaires détaillées sur les réalisations de l'administration par la mise en place du [Programme de travail annuel de 2014 d'Eurojust \(AWP\)](#) (disponible sur le site Internet d'Eurojust), la gestion et les systèmes de contrôle interne, centrés sur les résultats atteints suite à la mise en œuvre d'objectifs et d'activités prévus dans le AWP, ainsi que sur l'utilisation des ressources humaines et financières allouées.

Communication externe

Eurojust a présenté une nouvelle approche des communications pour mieux promouvoir les activités d'Eurojust, en se concentrant sur six aspects : (i) les communications et l'identité d'entreprise, c'est-à-dire le marquage, la commercialisation et le positionnement ; (ii) les relations externes et européennes ; (iii) l'extension de son influence et de sa couverture médiatiques en Europe ; (iv) le renforcement des communications numériques d'Eurojust ; (v) les publications, ex : les études, rapports et brochures ; et (vi) les communications internes.

La nouvelle approche comprenait la mise en ligne de deux nouvelles sections, *Lumière sur* et *Exemples de réussite*, afin

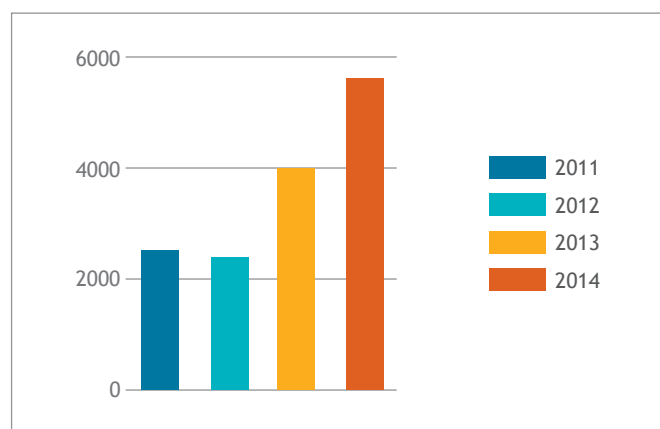
de promouvoir et de restructurer les réussites importantes sur une période plus longue. Eurojust publie régulièrement des communiqués de presse sur son travail opérationnel, et des nouvelles sont publiées sur ses activités non-opérationnelles en cours. Pour sensibiliser le public à ces activités, le nombre d'articles a considérablement augmenté en 2014.

De plus, Eurojust a organisé des séminaires de promotion et des tournées de présentation dans les États membres. Les séminaires de promotion sont, par nature, plus pratiques que les tournées de présentation, car ils abordent plus en profondeur les dossiers traités par Eurojust et la façon dont Eurojust aide les praticiens, alors que les tournées de présentation fournissent un aperçu plus général du travail d'Eurojust. Les séminaires de promotion et les tournées de présentation font partie de l'initiative en cours d'Eurojust pour souligner le travail réalisé par Eurojust et sensibiliser les praticiens des États membres à la valeur et l'efficacité d'Eurojust dans les enquêtes transfrontalières.

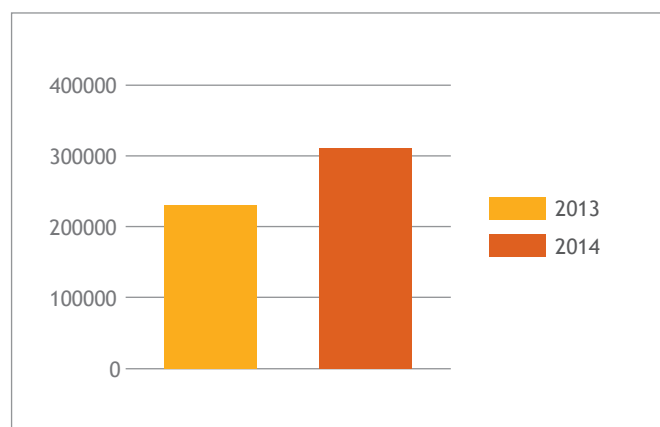
Un profil puissant renforce la confiance, la crédibilité et la reconnaissance, et est une condition préalable aux relations avec les partenaires, y compris avec les praticiens. En 2014, 5 619 articles publiés dans les médias mentionnaient Eurojust, contre 3 982 en 2013.

Tout au long de l'année 2014, Eurojust a produit des rapports stratégiques, [Les Actualités d'Eurojust et des brochures d'entreprise](#). Les publications d'Eurojust sont disponibles sur son site Internet.

Couverture médiatique mondiale



Visites du site Internet



Un aperçu des publications d'Eurojust





Eurojust et les réseaux de praticiens



Eurojust héberge les secrétariats du RJE, du réseau ECE et du réseau Génocide, et facilite l'interaction entre les Bureaux nationaux et les réseaux dans leurs activités communes principales. Les secrétariats font appel aux ressources administratives d'Eurojust pour offrir des services aux Réseaux. Eurojust soutient également les activités du Forum consultatif.

6.1 RJE

Le **RJE** est un réseau de points de contact fondé en 1998 destiné à faciliter la coopération judiciaire en matière pénale. Le Secrétariat a été mis en place en 2003 à Eurojust.

Réunions Deux réunions plénières ont été organisées en 2014, en juin à Athènes sur le MAE et en novembre à Rome sur la coopération avec les États tiers. Pour la première fois, les réunions plénières ont été organisées directement par le secrétariat du RJE, en collaboration avec les présidences européennes et avec le soutien d'Eurojust. De plus, des réunions régionales ont eu lieu en Autriche, Finlande, Hongrie et Slovaquie, et des réunions nationales en Belgique, Allemagne et Roumanie pour discuter et améliorer la coopération judiciaire internationale quant aux questions de caractère national ou régional. Les représentants des Bureaux nationaux impliqués ont participé à ces réunions.

RJE commun / document Eurojust Le RJE et Eurojust ont approuvé le [document commun](#), *Assistance dans la coopération internationale en matière pénale destinée aux praticiens*, qui présente les services et l'assistance pouvant être fournis par le RJE et Eurojust aux praticiens judiciaires dans les États membres. L'un des objectifs du document commun est d'assurer que le RJE et Eurojust traitent les affaires relevant de leurs compétences respectives. Le document sera disponible dans toutes les langues officielles de l'UE.

Le trio de Présidence du RJE L'État membre qui assure actuellement la Présidence de l'UE, travaille en étroite coopération avec le Secrétariat du RJE, avec l'aide des deux futures Présidences de l'UE (le trio de Présidence du RJE). Pour renforcer la relation privilégiée entre le RJE et Eurojust, le trio de Présidence de l'UE et le Secrétariat du RJE se sont réunis en décembre avec la Présidence d'Eurojust et le Directeur administratif pour échanger leurs points de vue et discuter de sujets d'intérêt commun.

Site Internet du RJE L'Atlas judiciaire est développé pour inclure les autorités compétentes pour tous les instruments de reconnaissance mutuelle sur la coopération judiciaire en matière pénale comme pour les demandes traditionnelles d'entraide pénale.

Formation Le secrétariat du RJE a organisé la cinquième séance de formation en anglais pour les points de contact du RJE afin d'élargir les connaissances relatives aux différents systèmes judiciaires, de développer des compétences linguistiques communes, d'établir et conserver des relations étroites et de renforcer la confiance mutuelle.

Portail e-Justice Le site Internet du RJE sera intégré au Portail e-Justice, l'interface électronique future de l'Espace de liberté, de sécurité et de justice.

6.2 Le Réseau ECE

Le **Réseau ECE** est un réseau de points de contact nationaux établi pour favoriser l'échange d'informations et de bonnes pratiques concernant les ECE entre les États membres. Il a fêté son 10^{ème} anniversaire en 2014. Le Secrétariat a été mis en place en janvier 2011 à Eurojust.

Réunion annuelle La dixième réunion annuelle des Experts nationaux des ECE a eu lieu les 25 et 26 juin. La réunion était axée sur les derniers développements des ECE, tel que le développement des ECE avec les États tiers.

Projets Plusieurs projets ont été mis en œuvre pour renforcer le soutien aux praticiens des ECE, comme les *Fiches Espagnoles*, destinées à recueillir et mettre à la disposition des praticiens des résumés de la législation nationale de chaque État membre, importants pour la mise en place et le fonctionnement des ECE. Pour assurer l'homogénéité du contenu des Fiches, un modèle standard a été développé et les quatre premiers résumés nationaux, concernant les législations : espagnole, bulgare, belge et suisse ont été publiés en décembre via l'espace protégé du Réseau ECE sur le site Internet d'Eurojust. Lors de la 9^{ème} réunion annuelle, le projet sur le formulaire d'évaluation des ECE a été adopté pour aider les praticiens dans l'évaluation des résultats des ECE. Une version en ligne du formulaire a été rendue disponible en avril. Les premières évaluations complétées ont été reçues et sont en cours d'analyse. Les objectifs du projet, qui sera soutenu par la mise en place d'une base de données, sont de fournir un meilleur aperçu dans la pratique des ECE au niveau européen et de contribuer à l'évaluation globale de l'outil.

Formation Le réseau ECE joue un rôle important dans la promotion des ECE et l'identification des nouvelles tendances dans la coopération des ECE. La participation aux formations organisées à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union européenne est fondée, en particulier, sur les partenariats fructueux établis avec le CEPOL et le REFJ.

Espace protégé du Réseau ECE L'espace protégé du réseau ECE est une plateforme Internet qui fonctionne en

tant que référentiel unique pour les informations liées à l'ECE, surtout celles sur la législation et l'évaluation de l'ECE. En 2014, il a été modifié pour simplifier son usage et améliorer l'accès aux informations.

Financement des ECE Une nouvelle procédure pour le [financement des ECE](#) a été mise en œuvre afin d'améliorer l'efficacité des subventions pour les praticiens (par exemple via la simplification des formulaires, une plus grande flexibilité dans la mise en place des récompenses et la couverture des coûts encourus par les États tiers). L'élaboration d'un nouveau formulaire de demande, comprenant des calculs automatiques et un contrôle des plafonds de financement, a été achevée fin 2014. Le financement des activités des ECE est pris en charge par le budget d'Eurojust depuis septembre 2013. Le secrétariat du réseau ECE a reçu et traité 146 nouvelles demandes, confirmant ainsi le niveau d'intérêt considérable des praticiens et l'utilité de ce programme de financement.

6.3 Le Réseau Génocide

Le [réseau Génocide](#) a été mis en place en 2002 pour assurer la coopération étroite entre les autorités nationales dans les enquêtes et les poursuites de ces crimes. Le Secrétariat du réseau Génocide a été mis en place en juillet 2011 à Eurojust.

Réunions annuelles Les 16^{ème} et 17^{ème} réunions du réseau Génocide se sont tenues à Eurojust. Les réunions fournissent un cadre unique destiné aux praticiens afin d'échanger leurs informations, leurs bonnes pratiques et leurs expériences, et ainsi coopérer et s'entraider dans les enquêtes et poursuites concernant les génocides, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre. Les crimes à caractère sexuel ou sexiste, les enquêtes financières et le recouvrement des avoirs dans les atrocités de masse, ainsi que les répercussions du conflit actuel en Syrie faisaient partie des sujets principaux des réunions.

Document stratégique Pour renforcer les enquêtes et les poursuites contre les crimes internationaux, le réseau Génocide a publié la [Stratégie du réseau Génocide de l'UE pour lutter contre l'impunité du crime de génocide, des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre au sein de l'union européenne et de ses États membres](#), disponible sur le site Internet d'Eurojust. La stratégie établit le lien entre ces crimes et le territoire européen et mentionne les problèmes rencontrés par les enquêteurs et procureurs de par le contexte, la nature et le cadre judiciaire spécifiques des crimes internationaux. Par ailleurs, le document fournit un ensemble complet de mesures à prendre par les institutions de l'UE et les États membres afin de soutenir les autorités nationales dans la lutte contre l'impunité, de tenir les auteurs de crimes responsables de leurs actes et de rendre justice aux victimes.

Formation Le secrétariat du réseau Génocide, en coopération avec la société civile, a tenu un deuxième séminaire en octobre sur les droits des victimes de crimes internationaux graves dans les États membres. L'objectif du séminaire était de partager les bonnes pratiques et l'expérience avec les autorités nationales sur différents aspects des droits des victimes, y compris le droit à la participation, la protection, l'assistance et la réparation. Les représentants des différents Bureaux nationaux d'Eurojust ont participé au séminaire.

6.4 Le Forum consultatif

En 2010, le Forum consultatif des procureurs généraux et des chefs de parquet des États membres de l'Union européenne (le Forum consultatif) a été mis en place pour renforcer la coopération judiciaire internationale et la confiance mutuelle, pour partager les compétences, et fournir un avis d'expert aux institutions de l'UE quant au développement de l'Espace de liberté, de sécurité et de justice. Eurojust a continué à fournir une assistance judiciaire, administrative et financière aux activités du Forum consultatif.

Le [Forum consultatif](#) Le Forum consultatif a tenu ses 7^{ème} et 8^{ème} réunions, avec le soutien d'Eurojust en 2014. La réunion de juin sous la Présidence grecque de l'UE a été tenue en collaboration avec le séminaire stratégique d'Eurojust, *Le Mandat d'arrêt européen : quelle est la marche à suivre ?* Le Forum consultatif est parvenu à des conclusions concernant les solutions judiciaires et pratiques qui donnent lieu à des améliorations dans la mise en place des MAE et la lutte contre la corruption. Le [résultat de la réunion](#) et les [conclusions du Forum consultatif](#) sont disponibles sur le site Internet d'Eurojust, et ont été transmis aux institutions compétentes de l'UE afin de participer au débat au niveau européen (voir le doc. du Conseil 13581/14).

Lors de la réunion de décembre sous la Présidence italienne, le gel et la confiscation des produits du crime ainsi que la manière dont la reconnaissance mutuelle peut être améliorée ont été abordés par le Forum consultatif. Les défis et les bonnes pratiques dans les enquêtes et poursuites pour TEH et trafic illégal de migrants par voie maritime ont également été évoqués. Cette réunion a été organisée avec le séminaire stratégique d'Eurojust, [Vers une plus grande coopération dans le gel et la confiscation des produits du crime : approche des praticiens](#). Les résultats et [conclusions du Forum consultatif](#) seront présentés aux institutions compétentes de l'UE début 2015.



Meetings of the Consultative Forum



Évaluation et perspectives d'avenir

Thème

Sixième série d'évaluations mutuelles

Les visites d'évaluation (commencées en mai 2012) des États membres effectuées dans le cadre de la [Sixième série d'évaluations mutuelles sur la mise en œuvre et le fonctionnement pratiques de la Décision du Conseil 2002/187/JAI du 28 février 2002 instituant Eurojust pour renforcer la lutte contre la grande criminalité et de la Décision du Conseil 2008/976/JAI sur le Réseau judiciaire européen en matière pénale](#) (la Sixième série) ont été achevées en mai. Les rapports restants sur les États membres ont été adoptés par le groupe de travail sur les Questions générales comprenant l'Évaluation » (GENVAL) en novembre, et le [rapport final de la Sixième série](#) a été adopté par le Conseil de l'Union européenne le 17 décembre. Pour mettre en place les recommandations adressées à Eurojust, le Collège a eu un rôle actif et a adopté un Plan d'action et un délai pour sa réalisation basé sur des priorités prédéfinies. Plusieurs actions ont été présentées avant le rapport final, ainsi que pour préparer la 2^{ème} réunion des Correspondants nationaux pour Eurojust (CNE).

Évaluation externe de la mise en œuvre de la Décision Eurojust

L'article 41a de la Décision Eurojust prévoit que le Collège commande, avant le 4 juin 2014 puis tous les cinq ans, une évaluation externe indépendante de la mise en œuvre de la Décision Eurojust ainsi que des activités effectuées par Eurojust. Il prévoit également que chaque évaluation apprécie l'impact de la Décision Eurojust, les performances d'Eurojust en termes de réalisation des objectifs mentionnés dans la Décision Eurojust ainsi que l'efficacité et l'efficience d'Eurojust. Le 18 février 2014, le Collège a émis des mandats spécifiques en concertation avec la Commission.

2^{ème} réunion des correspondants nationaux pour Eurojust

La réunion des CNE a eu lieu le 27 novembre à Eurojust. Les participants ont partagé leur expérience et leurs bonnes pratiques concernant les instructions nationales sur la distribution des dossiers entre Eurojust et le RJE (voir section 6.1), ils ont également discuté des *Fiches Suédoises* et de l'utilisation du formulaire « intelligent » relatif à l'article 13 d'Eurojust, et ont exprimé leurs opinions sur le retour d'information d'Eurojust selon l'article 13a (voir section 1.3).

Extranet d'Eurojust

L'Extranet d'Eurojust a été lancé à l'occasion de la réunion des CNE. C'est un espace protégé du site Internet d'Eurojust pour les Correspondants nationaux, contenant différents documents utiles au travail des praticiens, tels que les instructions nationales relatives à la répartition des dossiers entre Eurojust et le RJE, les dispositions nationales concernant la mise en œuvre de l'article 13 de la Décision Eurojust et les *Fiches Suédoises*.

Un comité de direction a été constitué sur décision du Collège en janvier 2014. Le comité de direction doit fournir à l'évaluateur des commentaires en temps voulu sur le rapport d'évaluation, et informer régulièrement le Collège de l'avancement de l'évaluation. Le comité de direction doit également contribuer à l'évaluation de la qualité du rapport d'évaluation final, fondée sur des critères préétablis, et, tout en conservant l'indépendance de l'évaluateur, soumettre le rapport d'évaluation au Collège pour y être débattu et élaborer un plan de diffusion pour le rapport d'évaluation final.

Le 22 septembre 2014, Eurojust a signé un contrat avec Ernst and Young Accountants LLP en tant que consultant externe. Le projet d'évaluation se compose de trois phases : la phase initiale, la phase de rassemblement de données et la phase d'analyse et de rapport. La première étape du processus d'évaluation s'est achevée en décembre 2014 par l'adoption du Rapport initial. En décembre 2014, ce même rapport a été publié et la phase initiale s'est achevée.

La prochaine étape est la phase de rassemblement de données, qui commencera en janvier 2015. Il est prévu que la phase finale s'achève en juin 2015. Le Rapport d'évaluation final sera transmis au Parlement européen, au Conseil et à la Commission européenne en juillet 2015 et sera rendu public.

Plan stratégique pluriannuel d'Eurojust

Eurojust a publié son [Plan stratégique pluriannuel](#) (MASP) 2012-2014 pour établir les orientations à prendre afin de faire face aux défis à venir. Le MASP a identifié les buts stratégiques à atteindre en mettant en place des objectifs stratégiques pluriannuels. Ces derniers étaient liés aux activités opérationnelles d'Eurojust dans les Programmes de travail annuels d'Eurojust, qui, à leur tour, servent de

base pour la programmation du budget et des ressources. Le MASP couvrait la période 2012-2014, mais le Collège a décidé de le prolonger jusqu'à 2015. Le document est disponible sur le site Internet d'Eurojust.

Le 13 mai, le Collège a adopté la [nouvelle stratégie](#) pluriannuelle (MAS) 2016-2018. Eurojust se trouve dans une phase décisive de son développement : l'adoption d'un règlement d'Eurojust et la mise en place d'un Parquet européen. La stratégie pluriannuelle 2016-2018 d'Eurojust définit l'orientation que prendra Eurojust face à ces défis, et concilie la nécessité de continuer à renforcer ses capacités opérationnelles tout en s'adaptant à un environnement en mutation. Le texte est disponible sur le site Internet d'Eurojust et est résumé ci-dessous.

Règlement d'Eurojust

Comme prévu par l'article 85 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), en juillet 2013, la Commission a présenté une Proposition relative à un nouveau règlement d'Eurojust, dont les objectifs sont le renforcement d'Eurojust et l'amélioration de son efficacité. Le règlement d'Eurojust proposé est sujet à la procédure législative ordinaire.

En avril 2014, le Collège a remis une contribution écrite concernant cette Proposition au Groupe de travail du Conseil sur la coopération judiciaire en matière pénale (COPEN), apportant des réponses aux questions de la Présidence et aux opinions et observations d'Eurojust quant aux aspects importants de la Proposition. Les sujets abordés sont, entre autres, les tâches et compétences, la fonction opérationnelle, le statut et les pouvoirs des Membres nationaux, la structure et la gouvernance, l'OCC, l'ENCS, l'échange d'informations, les ECE, la protection des données, et la relation future avec le PE (*voir* le doc. du Conseil 8488/14). En juin 2014, Eurojust a fourni des informations supplémentaires sur le régime de protection des données (*voir* doc. du Conseil 10622/14).

En décembre 2014, le Conseil a adopté une « orientation générale partielle », couvrant le texte intégral du projet de règlement, à l'exception des dispositions liées au PE, à la protection des données, et aux règles de confidentialité et de sécurité pour les informations sensibles classifiées et non-classifiées.

Les conséquences de l'article 86 du TFUE, mentionnant qu'un PE peut être à l'avenir établi « par Eurojust », font encore l'objet de discussions. La réforme a été proposée par la Commission comme un « ensemble » : la réglementation sur la « lisbonnisation » d'Eurojust d'une part, et la mise en place du PE d'autre part.

Notre vision – Vers quelle direction Eurojust veut-il s'orienter ?

La vision d'Eurojust, dans l'Espace de liberté, de sécurité et de justice, est de développer et d'améliorer la coopération judiciaire, la coordination et la confiance mutuelle au sein de l'Union européenne dans la lutte contre la grande criminalité transfrontalière organisée et le terrorisme. Il s'agira également d'assurer le respect de l'État de droit.

Pendant la période 2016-2018, Eurojust aura trois objectifs stratégiques principaux :

Objectif n° 1 - Le travail opérationnel

Eurojust agira en tant que centre d'assistance judiciaire opérationnelle dans l'Union européenne, encourageant de façon proactive et facilitant la coopération et la coordination des autorités compétentes des États membres dans les enquêtes de grande criminalité transfrontalière. Il fournira des services et des conseils de qualité répondant aux besoins des partenaires et atteindra d'excellents résultats opérationnels.

Objectif n° 2 - Le travail stratégique

Eurojust va continuer de se développer et d'être reconnu en tant que centre d'expertise juridique et judiciaire de l'Union européenne, conseillant ses partenaires en se basant sur son expérience opérationnelle dans la coopération judiciaire en matière pénale.

Objectif n° 3 - Le développement organisationnel

Eurojust va continuer de se développer et d'être reconnu en tant qu'organisation efficace, efficiente, hautement professionnelle orientée vers le client et flexible.

Suivi des conclusions du Conseil

Le 2 juin, le Conseil JAI a adopté des conclusions au vu du douzième Rapport annuel d'Eurojust. Comme dans les rapports précédents, Eurojust présente un état de la mise en œuvre de ces conclusions. Le tableau ci-après renvoie aux parties du rapport fournissant de

plus amples informations dans les domaines ayant fait l'objet de recommandations du Conseil. De plus, un second tableau, comprenant les sujets soulignés dans les Conclusions et les activités d'Eurojust en lien, est présenté ci-dessous.

Recommandations du Conseil	Suivi
Informier le Conseil des résultats attendus par le détachement de Procureurs de liaison pour le travail opérationnel d'Eurojust, et, s'il y en a, de l'existence de plans concrets à cet effet.	Les discussions à propos du détachement de Procureurs de liaison dans les États tiers ont continué, y compris concernant les questions budgétaires, et les préparations pour la mise en place d'un cadre suivront.
Continuer d'améliorer l'efficacité du CMS et satisfaire aux demandes techniques de l'État membre concerné.	<i>Voir section 1.3.</i> Fin 2014, onze connexions sécurisées ont été établies et rendues opérationnelles.
Se conformer aux obligations découlant de l'article 13 et de l'article 13a, et continuer de travailler avec des moyens faciles d'utilisation pour permettre une transmission structurée des informations des États membres à Eurojust.	<i>Voir section 1.3.</i> Eurojust a lancé une procédure pour simplifier le formulaire fin 2014.
Informier le Conseil du résultat de l'évaluation de l'OCC.	L'OCC est un outil à utiliser uniquement en cas d'urgence ou de circonstances exceptionnelles. En dehors des heures de bureau habituelles, la plupart des Bureaux nationaux peuvent être contactés directement sur leurs téléphones portables sans utiliser l'OCC. Le résultat de la Sixième série d'évaluations mutuelles confirme l'analyse d'Eurojust selon laquelle cet outil devrait être plus flexible. Eurojust a porté ce fait à l'attention du législateur de l'UE (<i>voir doc. du Conseil 8488/14, p. 23-25</i>). L'évaluation externe d'Eurojust selon l'article 41a de la Décision Eurojust, incluant l'OCC, est en cours.
Continuer le développement de formations judiciaires à long terme en coopération avec le REFJ, et envisager l'élargissement de leur champ d'application.	<i>Voir section 2.2, encadré « Eurojust et formation ».</i> Le programme d'échange à long terme a été positivement évalué, une prolongation d'un mois a été envisagée et les visites d'études de courte durée seront réintroduites en 2015.
Le Forum consultatif doit remédier aux problèmes persistants dans la gestion du Mandat d'arrêt européen ou des demandes d'entraide judiciaire.	<i>Voir chapitre 4, Objectif de l'année.</i> Les réunions du Forum consultatif tenues les 11 juin et 12 décembre se sont concentrées sur le MAE.

Points importants	Suivi
La Sixième série d'évaluations mutuelles sur la mise en œuvre pratique et le fonctionnement des décisions d'Eurojust et du RJE.	<i>Consulter le sujet : Évaluation et perspectives d'avenir.</i> Les rapports de résultats ont été rendus disponibles pour l'évaluateur externe (Art. 41a de la Décision Eurojust).
L'espace protégé du Réseau ECE et le Projet relatif à l'évaluation des ECE.	<i>Voir section 1.4.</i>
Coopération avec Europol et l'OLAF	<i>Voir section 2.4.</i>
Engagement d'Eurojust dans EMPACT	<i>Voir section 2.1.</i>
Projet stratégique concernant la criminalité environnementale.	<i>Voir section 2.3.2.</i>

Accès public aux documents

Le nombre de demandes d'accès public aux documents d'Eurojust est resté constant en 2014, s'élevant à vingt-cinq requêtes initiales, dont vingt-quatre ont été reçues directement par Eurojust. Eurojust a été consulté en tant que tiers dans une autre enquête, suite à la réception d'une requête par une autre institution européenne. Aucune demande confirmative n'a été reçue en 2014.

Vingt-deux des vingt-cinq requêtes ne concernaient aucun document en lien avec des dossiers traités. Pour dix-sept de ces vingt-deux requêtes l'accès a été pleinement accordé. Dans un des cas, l'accès au document demandé a été refusé car sa publication aurait nuit à la protection de l'intérêt public (Article 4(1) (a) de la Décision du Collège d'Eurojust sur les règles relatives à l'accès public aux documents d'Eurojust adoptée en 2004, ci-après désignées « Règles d'accès aux documents d'Eurojust »).

Dans un autre cas, l'accès au document demandé a été refusé car les critères établis par l'article 2(1) des Règles d'accès aux documents Eurojust n'étaient pas remplis. Dans les trois cas restants, soit les documents demandés n'étaient pas en la possession d'Eurojust (deux requêtes), soit des précisions supplémentaires étaient requises pour identifier le document (une requête). Dans la

dernière enquête, une demande de clarification a été envoyée par Eurojust (conformément à l'article 6(2) des Règles d'accès aux documents Eurojust), mais le demandeur n'a pas donné suite à sa requête.

Concernant les trois demandes d'accès à des documents en lien avec des dossiers, soit Eurojust n'avait pas les documents requis en sa possession (deux requêtes), soit des précisions supplémentaires étaient nécessaires pour pouvoir identifier le document (une requête). Dans le dernier cas, une demande de clarification a été envoyée par Eurojust (conformément à l'article 6(2) des règles Eurojust d'accès aux documents), mais le demandeur n'a pas donné suite à sa requête.

Eurojust a également mis en place un nouveau [Registre public de documents](#), accessible via le site Internet d'Eurojust. Fin décembre, le Registre public contenait plus de 650 documents détenus par Eurojust. Le Registre public sera régulièrement mis à jour au fur et à mesure que de nouveaux documents seront disponibles. Le Registre public est conçu pour faciliter l'accès aux documents détenus par Eurojust aux citoyens, et pour accroître la transparence et la disponibilité des informations concernant les activités d'Eurojust.

Merci et au revoir

Nous voudrions remercier **Mariana Ilieva Lilova**, ancienne Membre nationale pour *la Bulgarie*, **Annette Böringer**, ancienne Membre nationale pour *l'Allemagne*, **Sylvie Petit-Leclair**, ancienne Membre nationale pour *la France*, **Robert Sheehan**, ancien Membre national pour *l'Irlande*, **Francesco Lo Voi**, ancien Membre national pour *l'Italie*, et **João Manuel Da Silva Miguel**, ancien Membre national pour *le Portugal*, pour leurs travaux et leur collaboration précieuse avec Eurojust.



© Eurojust, 2015

Tous droits réservés. La reproduction ou l'utilisation de tout ou partie de cette publication sous toute forme ou par tous moyens, graphiques, électroniques ou mécaniques, y compris la photocopie, l'enregistrement ou des systèmes de stockage et de récupération d'informations, est interdite sans l'autorisation d'Eurojust.

Merci à toutes les unités pour leurs contributions.

Conception/PAO : Michèle Wilks-Speer
Photos: Jakov Minić (Eurojust); Shutterstock.



EUROJUST

Maanweg 174, 2516 AB The Hague, Pays-Bas

Téléphone: +31 70 412 5000 - E-mail: info@eurojust.europa.eu - Site Internet: www.eurojust.europa.eu